

# LES FILLES INSPIRENT : Bilan des progrès réalisés

au cours des 30 dernières années en matière de droits des adolescentes



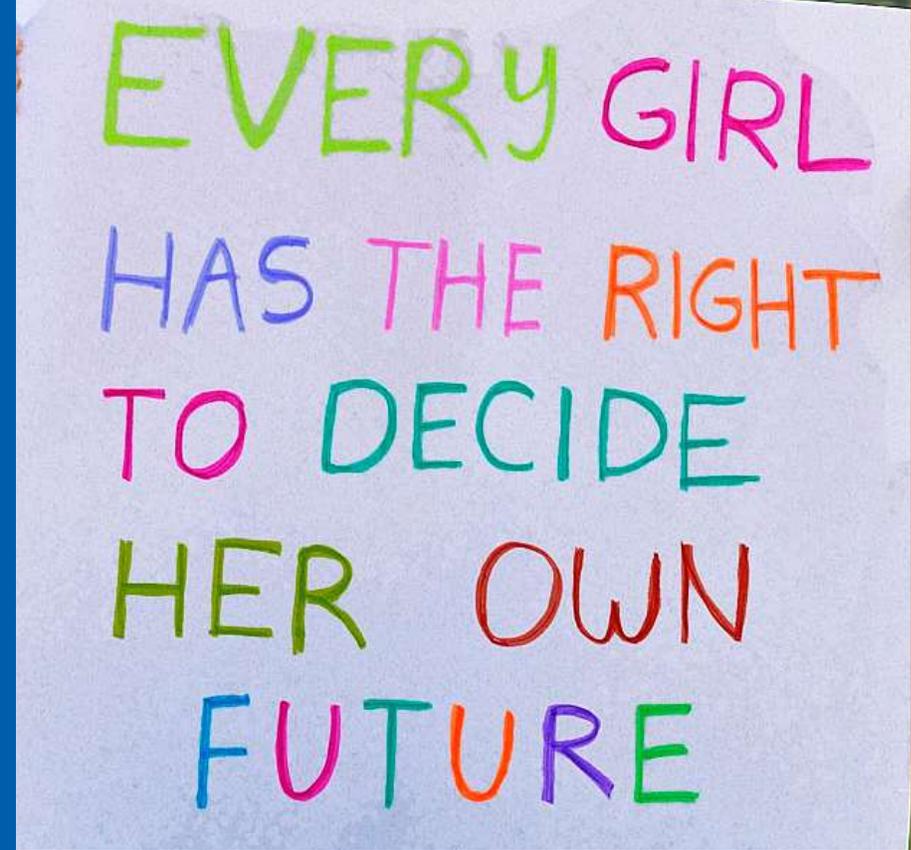
unicef   
pour chaque enfant

 **ONU**  
**FEMMES** 

 **PLAN**  
INTERNATIONAL



LES FILLES INSPIRENT



LES FILLES INSPIRENT

# Remerciements

Le présent rapport a été préparé par Ruth Graham-Goulder (Groupe des programmes, siège de l'UNICEF) et Lauren Pandolfelli (Section des données et de l'analytique, siège de l'UNICEF) sous la direction de Lauren Rumble (Directrice adjointe, Égalité des genres, Groupe des programmes, siège de l'UNICEF) et de João Pedro Azevedo (Directeur de la statistique, Division des données, de l'analytique, de la planification et du suivi, siège de l'UNICEF). Mariela Giacomponello (consultante indépendante) a apporté son soutien au traitement et à l'analyse des données. Le traitement des données supplémentaires a été assuré par Juan Margitic et Ghislain Mbep (consultants indépendants). Enrique Delamónica et Garen Avanesian (Section des données et de l'analytique, siège de l'UNICEF) ont dirigé l'analyse comparative. Kristjana Sigurbjörnsdóttir (Section des programmes, siège de l'UNICEF) a géré les études de cas et participé à la coordination générale. Sarah Winfield (Section des programmes, siège de l'UNICEF) a apporté sa contribution aux travaux d'image et de conception. Kit Catterson (Plan International) a rédigé le contenu de l'étude de Plan International intitulée *Real Choices, Real Lives*.

Nous remercions nos collègues de l'UNICEF pour leurs précieuses informations et contributions techniques, notamment Shelly Abdool, Ellen Alem, Brian Atuhaire, Humaira Aziz, Line Baago-Rasmussen, Inês Marques Bastos, Savvy Brar, Marije Broekhuijsen, Claudia Cappa, Clara Ceravolo, Satvika Chalasani, Mary Guinn Delaney, Emma Ferguson, Lauren Francis, Yifan Gao, Alessandra Guedes, Christine Heckman, Yoshito Kawakatsu, Marcy Levy, Malvikha Manoj, Caroline Masbounji, Vrinda Mehra, Sakshi Mishra, María Muñiz, Colleen Murray, Anuradha Nair, Nicole Petrowski, Clara Praschl, Cristina Álvarez Sánchez, Moa Schafer, Mariam Tabatadze, Dee Wang et Lauren Whitehead, ainsi que Ginette Azcona et Antra Bhatt (ONU-Femmes) et Jacqueline Gallinetti et Kathleen Sherwin (Plan International).

**Édition :** Small World Stories Pty Ltd

**Conception et mise en page :** Upasana Young

**Pour citer ce document :** Fonds des Nations Unies pour l'enfance, ONU-Femmes et Plan International, *Les Filles inspirent : Bilan des progrès réalisés au cours des 30 dernières années en matière de droits des adolescentes*, UNICEF, New York, 2025.

© Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), mars 2025

**Photo de couverture :** © UNICEF/UNI181398/Lynch

**Photo montage en deuxième et troisième de couverture :**

*Page 2, dans le sens horaire en partant en haut à gauche :*

Felicia, Moldova, 18 ans, UNICEF/Moldova/2024/Buga ; Wu Ke, Chine, 16 ans, crédit photo : avec l'aimable autorisation de la China Association for Science and Technology ; Khalia, Kirghizistan, 14 ans, UNICEF/Kirghizistan/2024/Aisuluu Madraimova ; Maria, Syrie, 19 ans, crédit photo : avec l'aimable autorisation de Alwa Ghali ; Hellen, Soudan du Sud, 13 ans, UNICEF/UNI629613/Nguegan

*Page 3, dans le sens horaire en partant en haut à gauche :*

Hoan, Viet Nam, 20 ans, 2024/photo d'UNICEF Viet Nam ; Oury Bella, Guinée, 11 ans, 2024/UNICEF Guinée/Adama Bah ; Reyna, Pérou, 16 ans, UNICEF/UNI752748/Ruiz ; Nakiyah, Pakistan, 14 ans, crédit photo : avec l'aimable autorisation d'Adnan Mushtaq ; Jasmina, Monténégro, 18 ans, UNICEF/Monténégro/2024/Duško Miljanić

# Table des matières

## 6 Les données : figures, infographies et tableaux

## 8 Introduction et approche

9 Avant-propos par les filles, pour les filles

12 Résumé analytique

14 Introduction et méthodologie

## 20 Qu'est-ce qui a changé pour les filles au cours des 30 dernières années ? Bilan des progrès réalisés en faveur des adolescentes

21 Mise en place d'un environnement propice à la réalisation des droits des filles

23 Éducation et compétences

29 Sécurité économique

34 Violence et pratiques néfastes

40 Santé et nutrition

50 EAH et santé et hygiène menstruelles

## 54 Évaluation des progrès nécessaires pour atteindre certaines cibles des ODD essentielles au bien-être des adolescentes

## 64 Les filles inspirent : respecter les engagements mondiaux pris à l'égard des adolescentes

## 68 Notes de fin et crédits photo



Les données

**LES FILLES INSPIRENT**

## Liste des figures, infographies et tableaux

### FIGURES

- 15 Figure 1** — Évolution de la **population des adolescentes** (âgées de 10 à 19 ans) et projections (en millions), par région, 1995-2055
- 22 Figure 2** — Évaluation des **cadres juridiques** en vigueur pour promouvoir, appliquer et suivre l'égalité et la non-discrimination fondées sur le genre (taux de réalisation), par région, 2018-2022 (dernières données disponibles) (ODD 5.1.1)
- 23 Figure 3** — Nombre d'**enfants non scolarisés**, par sexe et par niveau d'enseignement, 2000-2023
- 24 Figure 4** — **Taux d'achèvement scolaire**, par sexe et par niveau d'enseignement, 2000-2023 (Indicateur 4.1.2 des ODD)
- 25 Figure 5a** — Pourcentage d'adolescentes âgées de 10 à 14 ans qui possèdent les **compétences fondamentales en lecture**, par sexe (2017-2023) (dernières données disponibles)
- 25 Figure 5b** — Pourcentage d'adolescentes âgées de 10 à 14 ans qui possèdent les **compétences fondamentales en calcul**, par sexe (2017-2023) (dernières données disponibles)
- 26 Figure 6** — Nombre et pourcentage de jeunes **analphabètes** âgés de 15 à 24 ans, par sexe, 1995-2023
- 27 Figure 7** — Pourcentage d'adolescentes et de jeunes femmes âgées de 15 à 24 ans ayant des **compétences numériques** et des compétences numériques avancées, par pays, 2017-2023 (dernières données disponibles) (ODD 4.4.1)
- 31 Figure 8** — Taux d'adolescents (âgés de 15 à 19 ans) **NEET**, par sexe et par région, 2015-2023 (dernières données disponibles) (ODD 8.6)
- 31 Figure 9** — Taux de NEET chez les jeunes (âgés de 15 à 24 ans), par sexe et par **catégorie de revenu**, 2005-2023 (ODD 8.6)
- 32 Figure 10** — Pourcentage d'adolescentes âgées de 10 à 14 ans qui, au cours de la semaine de référence, ont consacré au moins 21 heures à des **tâches ménagères non rémunérées**, par sexe et par région, 2015-2023 (dernières données disponibles)
- 33 Figure 11** — Pourcentage de jeunes âgés de 15 à 24 ans qui sont **sans emploi**, par sexe et par région, 1995-2023 (ODD 8.5.2)
- 34 Figure 12** — Pourcentage d'adolescentes âgées de 15 à 19 ans ayant déjà été en couple et ayant subi des **violences physiques et/ou sexuelles** de la part d'un partenaire intime actuel ou passé au cours des 12 derniers mois, par pays, 2015-2022 (dernières données disponibles) (ODD 5.2.1)
- 35 Figure 13** — Pourcentage d'adolescentes âgées de 15 à 19 ans qui considèrent qu'il est **justifié pour un mari de frapper ou battre sa femme** dans certaines circonstances, par sexe et par région, 2015-2022 (dernières données disponibles)
- 37 Figure 14** — Pourcentage d'adolescentes âgées de 15 à 19 ans qui ont subi des mutilations génitales féminines dans les pays en progrès, 1993-2023 (ODD 5.3.2)
- 38 Figure 15** — Pourcentage de jeunes femmes âgées de 20 à 24 ans qui ont été **mariées ou ont vécu en union libre pour la première fois avant l'âge de 18 ans**, par région, 1998-2023 (ODD 5.3.1)
- 39 Figure 16** — Pourcentage de jeunes femmes âgées de 20 à 24 ans **ayant accouché avant l'âge de 18 ans**, par âge au moment du mariage, par pays, 2019-2023 (dernières données disponibles)
- 41 Figure 17** — Pourcentage d'adolescentes qui ont eu 15 ans au cours de l'année de référence et qui ont reçu au moins une dose de **vaccin contre le HPV** entre 9 et 14 ans, par région, 2010-2023
- 42 Figure 18a** — **Taux de natalité chez les adolescentes** (pour 1 000 adolescentes âgées de 15 à 19 ans), 1995-2025, par région (ODD 3.7.2)
- 42 Figure 18b** — **Taux de natalité chez les adolescentes** (pour 1 000 adolescentes âgées de 10 à 14 ans), 1995-2025, par région (ODD 3.7.2)
- 43 Figure 19** — Pourcentage d'adolescentes âgées de 15 à 19 ans dont les besoins en **planification familiale** sont satisfaits par des méthodes modernes, par région, 1995-2025 (ODD 3.7.1)
- 44 Figure 20** — Pourcentage d'adolescentes âgées de 15 à 19 ans actuellement mariées qui prennent des décisions éclairées à propos de leur **santé procréative**, par pays, 2015-2024 (dernières données disponibles) (ODD 5.6.1)
- 46 Figure 21** — Nombre de **nouvelles infections par le VIH** par an chez les adolescentes âgées de 15 à 19 ans, par sexe et par région, 1995-2023 (ODD 3.3.1)
- 48 Figure 22** — Pourcentage d'adolescentes âgées de 15 à 19 ans souffrant d'une forme d'**anémie**, par pays, 2000-2010 et 2011-2023 (Indicateur ODD 2.2.3)
- 49 Figure 23** — Évolution de la prévalence de **l'insuffisance pondérale et du surpoids** chez les adolescents âgés de 10 à 19 ans, par sexe et par région, 1995-2022
- 51 Figure 24** — Temps consacré à la **collecte de l'eau potable**, par sexe, âge et pays, 2017-2021 (dernières données disponibles)
- 52 Figure 25** — Pourcentage d'adolescentes âgées de 15 à 19 ans qui n'ont pas participé à des activités scolaires, professionnelles ou sociales pendant leurs dernières **règles**, par pays, 2016-2022 (dernières données disponibles)
- 57 Figure 26** — Tableau thermique affichant les résultats de l'analyse comparative des efforts requis pour atteindre les **cibles 2030** des ODD relatives aux adolescentes, par pays et par indicateur
- 60 Figure 27** — Nuage de points présentant les résultats de l'analyse comparative du taux de progression historique observé pour l'ODD 8.6.1 (NEET), par sexe
- 61 Figure 28** — Résultats de l'analyse comparative du niveau d'effort requis pour atteindre les **cibles NEET** de l'ODD 8.6.1, par sexe et par pays

### INFOGRAPHIES

- 22 **Droits successoraux**
- 29 **Pauvreté touchant les enfants**
- 36 **Violence sexuelle**
- 40 **Espérance de vie d'une fille de 15 ans**
- 50 **Eau potable**
- 50 **Assainissement de base**
- 50 **Hygiène de base**
- 50 **Défécation en plein air**

### TABLEAUX

- 30 TABLEAU 1** Prévalence de la **pauvreté multidimensionnelle** chez les adolescentes âgées de 10 à 17 ans, par niveau d'instruction de la mère, 2000-2022 (dernières données disponibles)
- 47 TABLEAU 2** Les **cinq premières causes de décès** chez les adolescents âgés de 15 à 19 ans, par sexe, 2000 et 2021

The image features a solid blue background. Three thick, dark blue diagonal bars with rounded ends cross the upper half of the frame from the top-left towards the bottom-right. A large, solid dark blue circle is positioned in the lower half, partially overlapping the bottom edge of the diagonal bars. The text 'Introduction et approche' is centered in the upper-middle section in white, sans-serif font.

# Introduction et approche

**LES FILLES INSPIRENT**

## Avant-propos PAR les filles, POUR les filles



Les filles portent en elles des générations de potentiel et d'impact. Elles sont la clé de notre avenir, mais leur bien-être et leur développement se heurtent à des défis de taille qui compromettent leurs capacités à atteindre leur plein potentiel et les empêchent de contribuer au développement. La reconnaissance du potentiel des filles pour notre avenir a néanmoins suscité de nombreux efforts qui ont permis d'améliorer leur situation. Aussi, pour mieux orienter les programmes de demain, il importe aujourd'hui de dresser le bilan des progrès qui ont pu être accomplis grâce aux investissements en faveur des filles. À ce titre, le présent rapport joue un rôle essentiel en examinant en profondeur les avancées significatives réalisées dans la promotion des droits des filles et en mettant en évidence des domaines clés tels que la protection de l'enfance, l'éducation et la santé.

Il convient également de souligner que les progrès enregistrés ne sont pas homogènes. Dans certaines régions du monde, les filles sont encore frappées de façon disproportionnée par l'adversité. Elles restent par exemple sous-représentées lorsqu'il s'agit de faire entendre leur voix sur les changements climatiques ou de répondre à leurs besoins en matière de santé.

Aux Fidji et dans le Pacifique, les filles et les femmes sont davantage touchées par de multiples problèmes, notamment par les changements climatiques et le manque d'accès à l'éducation, aux services de santé et aux ressources, ainsi que par l'inégalité des rôles assignés à chaque genre. Elles sont largement exclues des possibilités d'autonomisation et de leadership, qui sont pourtant indispensables pour renforcer la résilience des communautés.

Au Malawi, les taux d'incidence du VIH les plus élevés concernent les adolescentes, en raison de leur accès limité aux services et de

normes sociales bien ancrées. De nombreuses filles ont du mal à accéder à l'enseignement secondaire à cause du manque d'établissements scolaires, de la pauvreté et des longues distances à parcourir. Les mariages précoces, les grossesses et le manque de dispositifs de gestion de l'hygiène menstruelle contribuent à un taux élevé d'absentéisme et d'abandon scolaire. Par ailleurs, les adolescentes sont vulnérables à diverses formes de violence – physique, émotionnelle et sexuelle – à l'école et à la maison.

**Il est important de continuer à investir en faveur des filles pour leur donner une chance d'atteindre leur plein potentiel. Dans un monde où les filles sont notre avenir, nous devons bénéficier des mêmes chances et d'un accès équitable aux possibilités dans tous les domaines. Cela n'est pas négociable. »**

*Elizabeth, 19 ans, Malawi, et Lovanchor, 20 ans, Papouasie-Nouvelle-Guinée  
Membres du Groupe consultatif mondial des filles leaders (GGLAG) de l'UNICEF*





Les défis sont immenses et notre société manque d'une perspective de genre, au sens où elle ne tient pas compte des difficultés bien particulières que connaissent les filles et les femmes. Partout dans le monde, les filles subissent des violences domestiques, des violences sexuelles ou sont victimes de traite des êtres humains, et ne bénéficient souvent d'aucune protection ni de voie de recours à la justice. Dans les zones de conflit, les déplacements aggravent leur vulnérabilité en les exposant à l'exploitation et au mariage précoce. Les filles sont en danger, leurs voix sont réduites au silence et leur avenir est incertain en raison de systèmes défectueux et de coutumes profondément enracinées. Cette négligence laisse des millions de personnes de côté et perpétue les inégalités.

**Devant un tel constat, on ne saurait trop insister sur**

**l'importance de faire progresser les droits des filles. Pourtant, nous sommes trop souvent privées des moyens d'action pour y parvenir. Cette réalité nous rappelle que si des progrès ont été accomplis, ils sont inégaux et insuffisants face à des obstacles concrets et urgents. Alors que des avancées considérables ont été réalisées dans le monde au cours des trente dernières années dans la promotion de l'éducation, des droits humains et du bien-être des filles, nous sommes encore trop nombreuses à être privées d'éducation et exclues des possibilités économiques, des services essentiels et des espaces de décision politique.**

Nous continuons à être victimes d'inégalités, lesquelles sont aggravées par des normes de genre néfastes, des barrières systémiques et un

manque de ressources indispensables à notre épanouissement.

Ce rapport est un appel à l'action – pour les gouvernements, les institutions et les responsables politiques – qui vise à donner la priorité aux filles. Il est essentiel que nos voix soient non seulement entendues, mais aussi valorisées, prises en compte et renforcées. Investir en faveur des filles n'est pas qu'une responsabilité morale ; c'est la clé d'un monde plus juste et plus équitable pour toutes et tous. »

*Angelina, 18 ans, Équateur, et Lia, 17 ans, Canada  
Jeunes influenceuses mondiales de Plan International*



Bien que des progrès significatifs aient été accomplis ces dernières années, des millions d'adolescentes, en particulier celles issues de communautés marginalisées, continuent d'être confrontées à des inégalités systémiques qui entravent leur potentiel. Les obstacles tels que l'accès limité à l'enseignement secondaire, la violence fondée sur le genre, les inégalités économiques et les carences en matière de soins de santé aux conséquences potentiellement mortelles – notamment en matière de santé maternelle et de VIH – ne sont pas uniquement des injustices et des défaillances politiques ; ce sont des échecs systémiques qui

continuent de priver les adolescentes de leur avenir et le monde de leur potentiel, et ils exigent une action immédiate et soutenue.

J'imagine un monde où nous, les adolescentes, ne sommes pas seulement les bénéficiaires du changement, mais les architectes actives de notre présent et de notre avenir. Un monde où l'accès à des soins de santé de qualité, y compris aux services de santé sexuelle et procréative, est considéré comme une nécessité et non comme un luxe. Un monde où l'éducation est un droit et non un privilège et où les chances économiques ne sont pas dictées par le genre.

**Investir en faveur des adolescentes est un puissant catalyseur pour une société plus progressiste, plus juste et plus équitable. Il est grand temps de mettre en œuvre les politiques et les recommandations sur lesquelles la jeunesse mondiale et ses alliés travaillent depuis si longtemps. Il est urgent d'agir concrètement pour que plus aucune fille ni aucun enfant ne soit laissé de côté. »**

*Gauri, 19 ans, Inde, Comité consultatif pour les adolescentes de Génération Égalité, ONU-Femmes*





**LES FILLES INSPIRENT**

# Résumé analytique

## Le monde est radicalement différent de ce qu'il était en 1995, y compris pour les filles.

Le rapport *Les Filles inspirent* analyse les changements observés dans la vie des adolescentes depuis la signature du Programme d'action de Beijing par 189 pays en 1995. Pour dresser le bilan des progrès accomplis en faveur des filles au cours des trente dernières années, le présent rapport examine les données et les tendances statistiques dans plusieurs domaines clés et rapproche les avancées historiques des efforts qu'il reste à fournir pour atteindre les 16 cibles des objectifs de développement durable qui concernent les adolescentes d'ici à 2030.

Les progrès réalisés pour les filles touchent de nombreux domaines. Les investissements dans l'éducation ont porté leurs fruits et l'accès aux soins de santé s'est amélioré. Aujourd'hui, les filles sont moins susceptibles de se marier avant l'âge adulte et la pratique des mutilations génitales féminines est en recul.

Pourtant, malgré des preuves indéniables que les investissements en faveur des adolescentes ont un effet multiplicateur pour les filles, les communautés et les pays, elles continuent d'accuser un certain retard par rapport à leurs homologues masculins dans de nombreux domaines. Ainsi, par exemple :

- ▶ Les adolescentes et les jeunes femmes âgées de 15 à 24 ans sont toujours deux fois plus susceptibles d'être non scolarisées et sans emploi ni formation ; et dans les pays à faible revenu, 9 sur 10 n'ont pas accès à Internet.
- ▶ 650 millions de filles et de femmes en vie aujourd'hui ont subi des violences sexuelles pendant l'enfance, et près d'une fille sur cinq est mariée avant l'âge de 18 ans. Si l'Asie du Sud a enregistré une forte baisse du nombre de mariages d'enfants, la situation n'a pas évolué en Amérique latine et aux Caraïbes.
- ▶ La proportion d'adolescentes âgées de 10 à 19 ans présentant une insuffisance pondérale n'a diminué que de 2 %.
- ▶ Les complications liées à la grossesse et à l'accouchement sont responsables

de 1 décès sur 23 dans le monde chez les adolescentes âgées de 15 à 19 ans.

## Recommandations clés

Le présent rapport formule trois grandes recommandations sur les mesures que nous pouvons prendre dès maintenant pour faire progresser les droits des adolescentes à grande échelle, en tenant compte des contraintes budgétaires et des nombreuses autres priorités concurrentes :

### 1. Faire entendre la voix des adolescentes et apporter un soutien concret à leur plaidoyer et à leur action

Les filles de la génération actuelle font entendre leurs voix et sont d'ores et déjà en première ligne pour changer le monde. Si on leur accorde le soutien et les ressources adéquats et qu'on leur fait une place à la table des discussions, les adolescentes peuvent contribuer à rendre le monde meilleur et à optimiser les résultats des politiques pour elles-mêmes et pour chacun et chacune d'entre nous. Il ne s'agit pas de faire passer la voix des filles avant celle des autres, ni de procéder à des consultations sans fin, mais de prendre des mesures spécifiques et significatives qui garantissent aux filles le soutien dont elles ont besoin et la prise en compte de leur point de vue sur les questions politiques qui les concernent.

### 2. Définir et suivre des objectifs explicites de changement pour les adolescentes, qui sont trop souvent invisibles et relégués au second plan

Pour progresser, il est impératif d'établir des cibles explicites permettant de suivre l'amélioration de la situation des adolescentes. Les priorités doivent certes être définies en fonction du contexte, mais certaines questions ressortent à l'échelle mondiale. Les disparités dans les progrès accomplis (par exemple, le recul des mariages d'enfants profite de façon disproportionnée aux ménages les plus riches) démontrent la nécessité de mener des programmes qui s'attaquent à la pauvreté et aux réalités économiques

en même temps qu'aux normes sociales néfastes. Le nombre disproportionné d'adolescentes non scolarisées et sans emploi ni formation, qui n'entrent pas sur le marché du travail à l'âge adulte et qui n'ont pas accès aux compétences numériques constitue une menace pour les avancées réalisées en faveur des filles et pour une croissance économique bénéfique pour tous. On observe également une stagnation de certains sujets tels que l'insuffisance pondérale. Il convient par conséquent de définir des priorités propres à chaque pays, soutenues par des mécanismes de responsabilité fondés sur des données et des investissements, pour traduire les engagements politiques en changements concrets sur le terrain.

### 3. Allouer et mobiliser les ressources de manière stratégique afin de générer des retombées sociales et économiques

Les gouvernements et les partenaires doivent investir dans des solutions qui ont fait leurs preuves pour améliorer à grande échelle les résultats dans plusieurs ODD, par exemple en investissant dans l'éducation et les compétences, les transferts en espèces et les programmes d'autonomisation économique en faveur des filles. Il est préférable d'adapter les systèmes existants pour répondre aux besoins des filles dans différents domaines, des soins de santé maternelle aux programmes scolaires, plutôt que de multiplier les petits projets séparés. Si elles sont bien conçues, des « extensions » de programmes rationalisées et fondées sur des données probantes, telles que l'intégration d'un soutien à la parentalité dans les programmes de soins de santé maternelle existants, peuvent permettre d'obtenir des résultats plus rapidement et à moindre coût.

Le changement est possible, et ce rapport montre que des avancées conséquentes ont été réalisées. Aujourd'hui, des investissements judicieux peuvent transformer le monde pour les filles, leurs familles, leurs communautés et les économies nationales. L'heure est désormais à l'action.

# LES FILLES INSPIRENT : Bilan des progrès réalisés au cours des 30 dernières années en matière de droits des adolescentes

Nombre d'adolescentes âgées de 10 à 19 ans

**539 millions**

(1995)

**641 millions**

(2023)

Espérance de vie moyenne d'une adolescente de 15 ans

**74,6 ans**

(1995)

**79,1 ans**

(2023)

Adolescentes et jeunes femmes non scolarisées, deuxième cycle du secondaire

**49 %**

(2000)

**30 %**

(2023)

Adolescentes et jeunes femmes (âgées de 15 à 24 ans) qui ne vont pas à l'école, n'occupent pas d'emploi et ne suivent pas de formation

**33 %**

(2005)

**28 %**

(2023)

Mariage d'enfants (femmes âgées de 20 à 24 ans mariées ou en union libre avant 18 ans)

**25 %**

(1998)

**19 %**

(2023)

Couverture vaccinale contre le HPV, au moins une dose (adolescentes qui ont eu 15 ans)

**3 %**

(2010)

**20 %**

(2023)

Nombre de nouvelles infections par le VIH par an (filles âgées de 15 à 19 ans)

**300 000**

(1995)

**96 000**

(2023)

Taux de natalité chez les adolescentes (pour 1 000 filles âgées de 15 à 19 ans)

**73**

(1995)

**38**

(2025)

Insuffisance pondérale (filles âgées de 10 à 19 ans)

**10 %**

(1995)

**8 %**

(2022)

Manque d'accès aux services d'assainissement de base (filles âgées de 10 à 19 ans)

**45 %**

(2000)

**19 %**

(2022)

@IL Y A 30 ANS

@AUJOURD'HUI

LES FILLES INSPIRENT



## Introduction

**En 1995, plus de 30 000 femmes venues de 200 pays se sont réunies à Beijing à l'occasion de la Conférence mondiale sur les femmes pour déclarer que les droits des femmes et des filles sont des droits humains. Le Programme d'action de Beijing, approuvé par 189 pays lors de la Conférence, engage les gouvernements, les organisations internationales et les institutions à tous les niveaux à garantir la pleine mise en œuvre des droits des femmes dans 12 domaines critiques.**

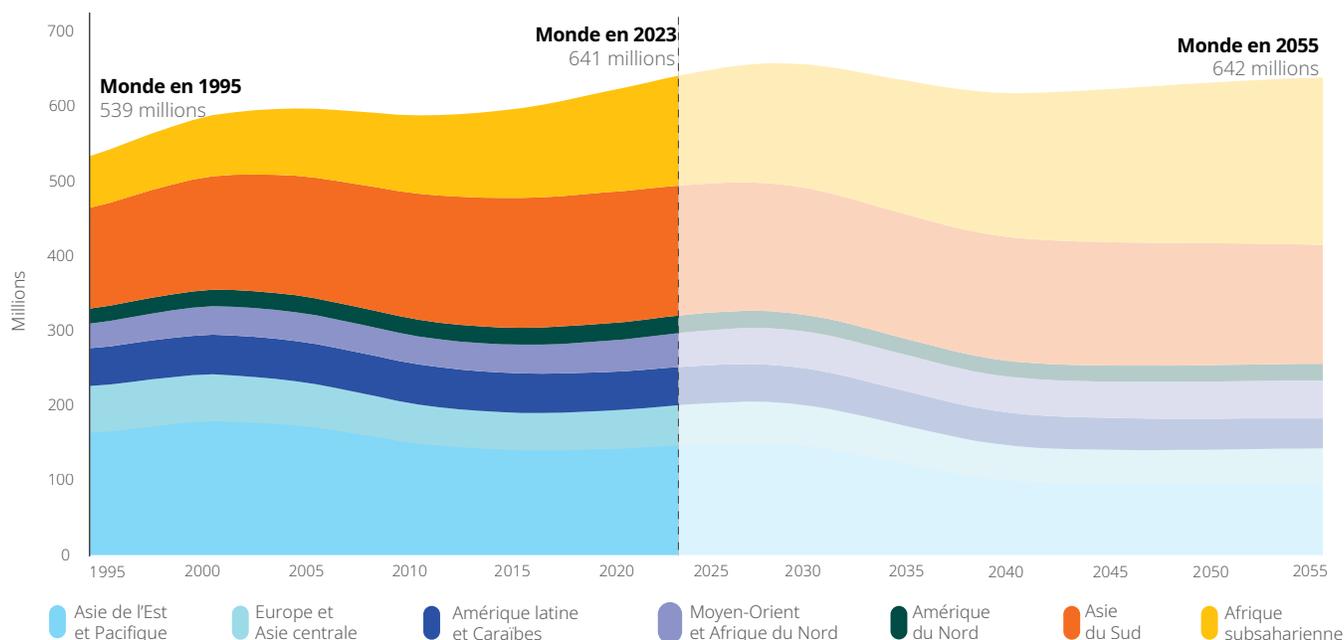
Reconnaissant que l'enfance est une période distincte de l'âge adulte et que les besoins, les préférences et les vulnérabilités des filles, bien que liés à ceux des femmes, sont toutefois différents de ceux-ci, l'un des 12 domaines d'action prioritaire (« domaines critiques ») du Programme d'action porte sur *la persistance de la discrimination à l'égard des petites filles et des violations de leurs droits fondamentaux*<sup>1</sup>. Il est également entendu que les adolescentes constituent une catégorie démographique unique – plus tout à fait des enfants, pas encore vraiment des adultes – avec des besoins qui leur sont propres.

En effet, si l'adolescence (qui s'étend de 10 à 19 ans) est une période marquée par des changements rapides, au cours de laquelle les enfants passent de l'enfance à l'âge adulte en acquérant le développement cognitif, émotionnel et social dont ils ont besoin pour s'épanouir et mener leur vie comme ils l'entendent<sup>2</sup>, il s'agit également d'une période de vulnérabilité pour les filles, caractérisée par une croissance physique soudaine, l'apparition des

règles et la consolidation de normes de genre néfastes qui les exposent à des risques accrus et nouveaux, tels que l'abandon scolaire, les grossesses précoces et les dangers qu'elles présentent pour la santé, les problèmes de santé mentale, les mariages d'enfants et la violence conjugale.

**Aussi, à l'occasion du 30<sup>e</sup> anniversaire de ces engagements historiques en faveur des droits des femmes et des filles – et notamment en faveur de ceux des petites filles –, ce rapport, publié conjointement par l'UNICEF, ONU-Femmes et Plan International, s'intéresse à cette période de profonds bouleversements, de risques accrus et d'opportunités majeures pour les adolescentes.**

Lorsque cela est pertinent et qu'il existe des données comparables, le rapport évoque aussi la situation des garçons adolescents. En effet, si les filles et les femmes sont touchées de manière disproportionnée par les inégalités de genre tout au long de leur vie, celles-ci sont également préjudiciables aux garçons et aux hommes.

**Figure 1** Évolution de la population des adolescentes (âgées de 10 à 19 ans) et projections (en millions), par région, 1995-2055

Source : Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies – Division de la population, « Perspectives de la population mondiale 2024 ».

**Ce rapport examine ce qui a changé au cours des 30 dernières années pour les adolescentes, lesquelles sont aujourd’hui au nombre de 641 millions et, avec les adolescents, représentent 16 % de la population mondiale.**

**Les recommandations énoncées dans le présent rapport abordent de façon holistique la progression des droits pour tous les êtres humains.**

Au cours des 30 dernières années, le monde a connu de profonds changements. La mondialisation s’est fortement accélérée, portée par l’expansion du commerce mondial et le développement rapide de plusieurs grandes économies. Les grandes récessions mondiales (de la crise financière asiatique de 1997-1998 à la crise financière mondiale de 2008-2009, sans oublier la récession de 2020 due à la COVID-19 et d’autres récessions régionales) ont eu de profondes répercussions économiques et sociales, notamment une hausse du chômage, de la pauvreté et des prix des denrées alimentaires, ainsi qu’une contraction du PIB, ce qui a entraîné la mise en place de politiques d’austérité. Pour la première fois depuis plus de 20 ans, l’extrême pauvreté a augmenté à

la suite de la pandémie de COVID-19, menaçant les progrès dans de nombreux domaines. Par ailleurs, les mesures prises pour lutter contre la pandémie, telles que la fermeture des écoles, les politiques de confinement et la forte pression exercée sur les services de santé, n’ont pas été sans conséquence sur l’éducation, la santé (physique et mentale) et, dans de nombreux contextes, sur les pratiques au travail. À cet égard, la crise de la COVID-19 a eu certains des effets observés lors d’autres pandémies et épidémies à des échelles variables (telles que la pandémie de grippe H1N1/ grippe porcine et l’épidémie d’Ebola). Les mesures de confinement associées à la situation pandémique se sont accompagnées d’une augmentation de la violence liée au genre, des grossesses chez les adolescentes et des problèmes de santé mentale<sup>3,4</sup>. Bien que des progrès considérables aient été par ailleurs réalisés dans la réduction du nombre de nouvelles infections par le VIH depuis le

pic de l’épidémie au milieu des années 1990, les adolescentes représentent 70 % des nouvelles infections dans ce groupe d’âge, ce qui témoigne de leur faible pouvoir d’action ainsi que de leur accès limité aux ressources, aux services et à l’information<sup>5</sup>.

**La révolution technologique et numérique a transformé les sphères économique, sociale et politique, créant un tourbillon d’opportunités et de risques qui touchent à toutes les dimensions de la vie humaine – que ce soit par l’accès démultiplié à l’information, mais aussi à la désinformation, par la capacité à communiquer, à transférer des fonds et à partager instantanément des contenus culturels dans le monde entier, ou encore par l’évolution rapide des médias sociaux et l’essor de l’intelligence artificielle.**





De la télémédecine et de la chirurgie assistée par l'IA aux plateformes d'apprentissage numérique en passant par la croissance significative des énergies renouvelables, le monde change à une vitesse vertigineuse. La révolution technologique et numérique offre d'immenses possibilités, notamment en ce qui concerne la mise en place et l'accessibilité de services et d'informations pour les filles et les femmes dans différents contextes, ainsi que les types d'emplois disponibles, mais elle comporte aussi des risques, à commencer par l'aggravation du fossé numérique entre les genres. Cette mutation s'est accompagnée de problèmes de sécurité en ligne, d'exploitation et de violence liée au genre facilitées par les technologies, qui se manifestent notamment par un harcèlement disproportionné visant les femmes dans la vie publique, et influencent l'expérience que font les filles et les femmes du monde en ligne et hors ligne<sup>6,7</sup>. Les disparités entre les genres dans le domaine des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques (STIM), y compris en matière de compétences numériques et d'accès à Internet et son utilisation, menace de faire de cette révolution un facteur aggravant des inégalités de genre au lieu d'agir comme un grand égalisateur<sup>8</sup>.

**La nette accélération des changements climatiques a entraîné une multiplication et une intensification des phénomènes météorologiques extrêmes – ouragans, feux incontrôlés, inondations et sécheresses – ainsi qu'une rapide recrudescence des épisodes de chaleur extrême<sup>9</sup>. Ainsi, près de huit fois plus d'enfants pourraient être désormais exposés à des vagues de chaleur extrême par rapport aux années 2000<sup>10</sup>.**

Les changements climatiques affectent de manière disproportionnée les femmes et les filles, que ce soit par leurs conséquences sur la collecte de l'eau et les soins non rémunérés (en très large partie assumés par les femmes et les adolescentes) ou parce qu'ils augmentent les risques de violence liée au genre et de mariage précoce<sup>11,12</sup>. L'augmentation des migrations s'est en outre accompagnée de transferts de fonds à grande échelle dans le monde entier, qui dépassent largement l'aide internationale au développement<sup>13</sup>.

La nature des conflits a également évolué, laquelle est aujourd'hui marquée par un recul des guerres interétatiques de grande ampleur et

une multiplication des conflits armés internes, des pertes civiles et des déplacements de population. Or, il n'est plus à démontrer qu'en temps de crise, il existe un risque accru de violence liée au genre – tant de la part des combattants que des civils – ainsi qu'un risque associé de mariage d'enfants, de hausse de la mortalité maternelle et de perturbations des services de santé essentiels pour les filles et les femmes<sup>14</sup>.

Plusieurs avancées positives ont été néanmoins réalisées en matière d'égalité des genres. Par exemple, les femmes sont désormais plus nombreuses à occuper des postes politiques officiels, à avoir fait des études – et jusqu'à un niveau plus avancé – et à être actives sur le marché du travail. En outre, des modifications importantes ont été apportées aux législations relatives aux droits des femmes et à l'égalité des genres à travers le monde. Les progrès demeurent toutefois insuffisants à de nombreux égards et des investissements supplémentaires conséquents sont nécessaires pour combler les disparités entre les genres dans plusieurs domaines<sup>15</sup>. Par ailleurs, les investissements réalisés jusqu'à présent ont été fragmentés et inégaux, une part infime de l'aide internationale au développement étant spécifiquement consacrée aux adolescentes<sup>16</sup>.

Alors que nous nous trouvons à un moment charnière – à seulement cinq ans de l'échéance des objectifs de développement durable (ODD) et 30 ans après l'adoption de la Déclaration de Beijing –, le présent rapport dresse un état des lieux des progrès accomplis et met en évidence les lacunes qui subsistent.

**Le monde est radicalement différent de ce qu'il était en 1995 et ces macro-tendances ont une incidence significative sur les progrès en faveur des filles.**

Les données présentées dans ce rapport racontent une histoire qui en recèle bien d'autres : des histoires de changements transformateurs qui inspirent les personnes œuvrant à bâtir un monde meilleur, mais aussi des histoires marquées par des obstacles majeurs dans les domaines où les progrès sont encore trop lents.

**Derrière les données se cachent des récits montrant que ce qui est aujourd'hui possible pour une fille de 15 ans était encore largement hors de portée il y a une génération : étudier, accéder aux services de santé ou choisir quand et avec qui se marier – des évolutions aux conséquences transformatrices pour elle-même, pour sa famille et pour la société tout entière.**

Mais ces données révèlent aussi des récits de souffrances criantes et pourtant évitables, ainsi qu'un manque d'investissements en faveur des adolescentes ayant de lourdes conséquences pour les sociétés et les économies. En effet, des millions de filles sont encore confrontées à la violence sexuelle et au mariage précoce, à la déscolarisation, à la stigmatisation et à la honte persistantes liées à la santé et à l'hygiène menstruelles, et se trouvent dans l'impossibilité d'accéder aux soins de santé essentiels ou privées d'accès aux compétences professionnelles, financières ou

numériques qui pourraient leur permettre de s'épanouir à l'âge adulte.

Nous nous heurtons par ailleurs à d'importantes lacunes en matière de données, en particulier pour les filles les plus marginalisées et pour les domaines dans lesquels, à ce jour, les investissements sont insuffisants pour permettre la mise au point d'indicateurs fiables (comme c'est le cas, par exemple, pour l'autonomisation des filles). À l'heure où nous dressons le bilan des progrès réalisés pour les filles au cours des 30 dernières années, d'importants enseignements peuvent être tirés pour guider nos efforts collectifs en faveur de l'amélioration des conditions de vie dans le monde – en particulier, mais pas uniquement, pour les adolescentes. L'accélération des mesures qui permettent aux filles d'atteindre leurs propres objectifs serait une avancée transformatrice. En outre, les progrès réalisés dans de nombreux domaines montrent ce qu'il est possible de faire lorsque les ressources, la volonté politique et l'expertise technique sont réunies, en tirant parti des changements majeurs auxquels les sociétés du monde entier sont confrontées au niveau de la population.

**Galvanisés à la fois par ce qui a déjà été accompli et par les questions cruciales qui restent en suspens, nous devons travailler avec et pour les adolescentes afin de leur permettre de réaliser leurs droits.**



## Méthodologie

Le présent rapport dresse le bilan des progrès réalisés en faveur des adolescentes aux niveaux mondial et régional au cours des 30 dernières années dans les domaines suivants : la mise en place d'un environnement favorable à la réalisation des droits des adolescentes ; l'éducation et les compétences ; la sécurité économique ; la violence, y compris les pratiques néfastes ; la santé et la nutrition ; l'eau, l'assainissement et l'hygiène (EAH) et la santé et l'hygiène menstruelles. Il exploite les données sur les tendances des statistiques officielles ainsi que des données complémentaires pour un ensemble d'indicateurs clés qui mesurent le bien-être des adolescentes, tel que conceptualisé dans le Programme d'action de Beijing et dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Il s'appuie aussi sur une évaluation menée en 2020 par l'UNICEF en collaboration avec ONU-Femmes et Plan International, qui a analysé 25 ans de progrès pour les filles<sup>17</sup>. Lorsque les données sur les tendances ne sont pas disponibles pour évaluer l'évolution de la vie des adolescentes dans la durée, la situation actuelle des filles est mise en lumière à l'aide des dernières



données comparables au niveau mondial. Pour les indicateurs pour lesquels on ne dispose pas de suffisamment de données<sup>18</sup>, des données nationales ont été utilisées<sup>19</sup> et, lorsque cela possible et pertinent sur le plan conceptuel (c'est-à-dire pour les indicateurs ventilés par sexe portant sur des enjeux communs aux filles et aux garçons, comme l'éducation), les données sont analysées selon le sexe afin de prendre en compte la situation des garçons adolescents.

Le rapport met aussi en lumière des aspects uniques de la vie des adolescentes, tirés de l'étude qualitative et longitudinale de Plan International intitulée *Real Choices, Real Lives*. Grâce à une recherche participative menée auprès d'adolescentes et de leurs mères, l'étude révèle une évolution intergénérationnelle notable en ce qui concerne les grossesses chez les adolescentes, l'accès à l'information et les mariages d'enfants.

Enfin, en plus d'évaluer les progrès réalisés pour les adolescentes ces 30 dernières années, le rapport s'intéresse à l'avenir. Pour un ensemble d'indicateurs des ODD essentiels au bien-être des adolescentes et pour

lesquels on dispose de suffisamment de données sur les tendances, il compare le niveau d'effort relatif requis par les pays pour atteindre les cibles en faveur des adolescentes. En offrant une perspective comparative, l'analyse permet aux pays d'évaluer les progrès non seulement en termes absolus, mais aussi par rapport aux performances des autres pays. Cette approche est cruciale pour mettre en évidence les meilleures pratiques, identifier les domaines à améliorer et encourager une culture de responsabilité<sup>20</sup>.

Le présent rapport n'a pas vocation à fournir une évaluation exhaustive du bien-être des adolescentes, mais plutôt à dresser un état des lieux des progrès réalisés et de ceux qu'il reste à faire dans les principaux aspects de leur vie. Par ailleurs, l'analyse reste conditionnée par la disponibilité suffisante de données robustes et comparables au niveau mondial sur les adolescentes, laquelle est indispensable pour permettre une mise en perspective à l'échelle mondiale et régionale. Bien que le Programme de développement durable à l'horizon 2030 ait stimulé la demande et la production de données sur le genre, des lacunes subsistent. Ainsi, en mars 2024, aucun des 193 pays signataires du Programme

ne disposait de données complètes pour l'ensemble des 52 indicateurs spécifiques au genre répartis dans les 17 objectifs<sup>21</sup>. Le manque de données concerne également des questions cruciales pour les adolescentes – en particulier les plus jeunes – telles que leur capacité à faire entendre leur voix, à agir, à s'engager dans la vie civique ou à accéder à des rôles de leadership.

**Cependant, pris dans leur ensemble, les éléments probants présentés dans ce rapport fournissent une première base pour formuler des recommandations aux parties prenantes mondiales, nationales et régionales sur les mesures importantes à prendre pour permettre aux filles de jouir de leur droit à une enfance sûre et en bonne santé. Il s'agit notamment d'offrir aux filles la possibilité d'apprendre, d'acquérir des compétences et de poursuivre leurs rêves à l'abri de toute forme de violence, afin qu'elles parviennent à l'âge adulte avec les atouts essentiels dont elles ont besoin pour mener une vie épanouie et contribuer au monde comme elles le souhaitent.**

Qu'est-ce qui a changé  
pour les filles au cours des  
30 dernières années ?

Bilan des progrès  
réalisés en faveur  
des adolescentes

**LES FILLES INSPIRENT**



## Mise en place d'un environnement favorable à la réalisation des droits des adolescentes

### S'il y a eu des avancées juridiques pour promouvoir l'égalité des genres, des cadres juridiques discriminatoires à l'égard des adolescentes prédominent dans de nombreuses régions du monde

Lorsqu'on évalue le bien-être des adolescentes, il convient de se demander si elles évoluent dans un environnement propice à leur épanouissement. Les cadres juridiques, par exemple, ont des conséquences dans tous les domaines de la vie, notamment sur le plan économique, social et politique.

Les lois discriminatoires influencent le parcours de vie des adolescentes. Elles limitent leur capacité à accumuler du capital humain, social et productif, à agir et à exprimer leur opinion dans les décisions qui affectent leur bien-être. Des données provenant de l'Inde montrent, par exemple, que les ménages investissaient moins dans la réussite scolaire des filles avant la réforme du droit successoral qui a accordé à ces dernières les mêmes droits d'héritage que les garçons, alors que depuis la réforme, les investissements dans l'éducation des filles ont augmenté sans porter préjudice à l'éducation des garçons<sup>22</sup>. La mise en œuvre et le suivi des lois et politiques qui

favorisent l'égalité des genres sont donc des conditions préalables à la réalisation des droits des adolescentes.

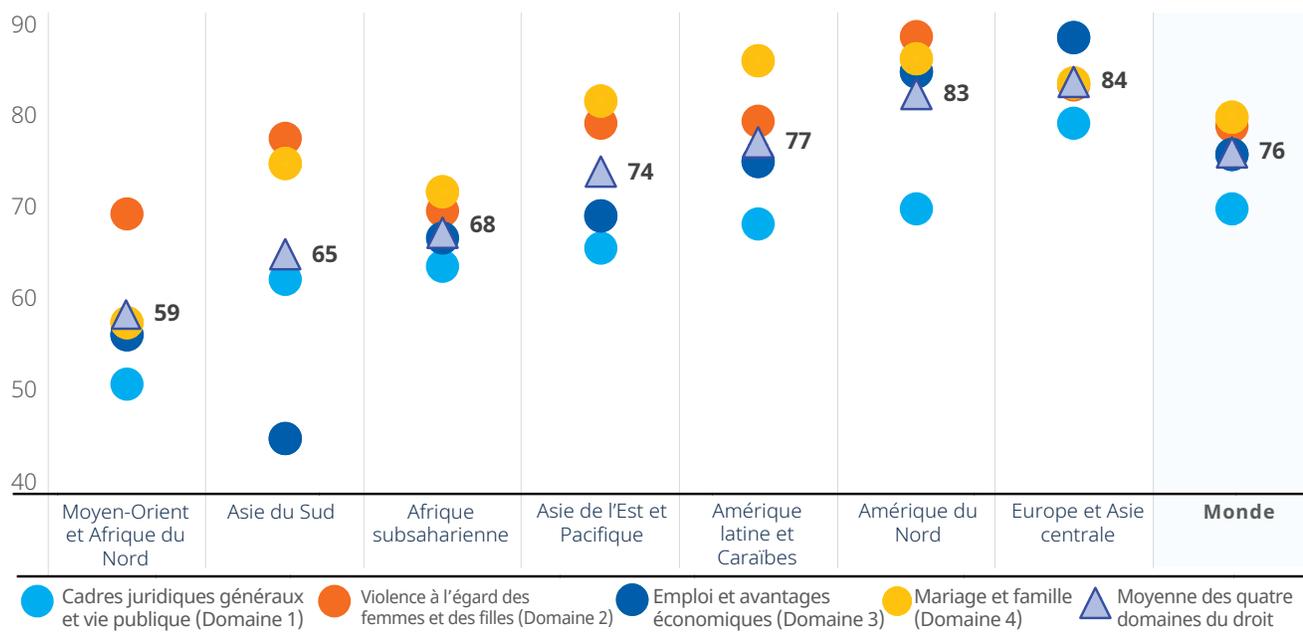
À partir des données de suivi de l'indicateur 5.1.1 des ODD, la figure 2 présente les cadres juridiques qui existent pour promouvoir l'égalité des genres dans quatre domaines du droit et en assurer le suivi : les cadres juridiques généraux et la vie publique ; la violence à l'égard des femmes ; l'emploi et les avantages économiques ; et le mariage et la famille. Bien que nombre de ces lois ne s'appliquent pas spécifiquement aux adolescentes, elles auront une influence sur leur vie lors de leur passage à l'âge adulte. Entre 2019 et 2023, 56 réformes législatives positives ont été engagées dans les quatre domaines évalués<sup>23</sup>.

En moyenne, 70 % des pays du monde disposent de cadres juridiques généraux relatifs à la vie publique ; 79 % disposent de cadres juridiques relatifs à la violence à l'égard des femmes ; 76 % disposent de cadres juridiques relatifs à l'emploi et aux avantages économiques ; et 80 % disposent de cadres juridiques relatifs au mariage et à la famille (voir

figure 2). Cependant, dans 18 % des pays, les femmes n'ont pas les mêmes droits que les hommes pour ce qui est de transmettre leur citoyenneté à leur conjoint et à leurs enfants ; 54 % des pays n'ont pas de lois qui fondent la définition juridique du viol sur l'absence de consentement donné librement ; dans 51 % des pays, il existe au moins une restriction empêchant les femmes d'exercer les mêmes métiers que les hommes ; et 72 % ont fixé l'âge minimum pour le mariage en dessous de 18 ans, sans exception légale, pour les femmes comme pour les hommes. Au niveau régional, l'Europe et l'Asie centrale affichent le taux de réalisation le plus élevé dans les quatre domaines du droit, tandis que le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord enregistrent le taux le plus faible.

Notons toutefois qu'aucun des 120 pays dotés de données ne possède l'ensemble des lois nécessaires pour promouvoir l'égalité des genres et en assurer le suivi<sup>24</sup>.

**Figure 2** Évaluation des cadres juridiques en vigueur pour promouvoir, appliquer et suivre l'égalité et la non-discrimination fondées sur le genre (taux de réalisation), par région, 2018-2022 (dernières données disponibles) (ODD 5.1.1)



Source : Base de données mondiale relative aux indicateurs de suivi des ODD, 2024.

Note : les données relatives à l'ODD 5.1.1 sont tirées d'une évaluation des cadres juridiques des pays réalisée par les offices nationaux de statistiques et/ou les organismes nationaux de défense des droits des femmes, ainsi que par des praticiens/chercheurs sur l'égalité des genres. Les scores (entre 0 et 100) représentent le taux de réalisation, une moyenne (non pondérée), pour chaque domaine du droit. La moyenne de l'ensemble des quatre domaines du droit est également présentée.

### Près de 150 millions d'adolescentes vivent dans des pays qui ne leur accordent pas les mêmes droits qu'aux garçons pour hériter des biens de leurs parents

Comme l'a constaté le Programme d'action de Beijing, l'égalité des droits en matière d'héritage des terres et autres biens constitue le fondement de l'autonomisation des femmes et des filles.

Selon la conception de l'UNICEF, les actifs productifs aident les adolescents à gérer le présent et à préparer l'avenir et constituent la pierre angulaire de

leur autonomisation<sup>25</sup>. À l'âge adulte, la possession et le contrôle des actifs par les femmes sont positivement associés à un certain nombre de résultats en matière de développement, notamment à l'état nutritionnel et à la scolarisation des enfants et au pouvoir décisionnel des femmes au sein du ménage. En 1995, 138 pays sur 190 ont accordé aux filles et aux garçons les mêmes droits pour hériter des biens de leurs parents.

Depuis lors, 11 autres pays seulement ont adopté une législation qui prévoit l'égalité des droits successoraux (les Bahamas, le Bénin, l'Inde, le Lesotho, le Mali, le Népal, l'Ouganda, le Rwanda, la Sierra Leone, le Soudan du Sud et le Sri Lanka). Cela signifie que près d'une adolescente sur quatre vit actuellement dans un pays qui ne lui accorde pas les mêmes droits successoraux qu'aux garçons<sup>26</sup>.

Droits successoraux



**138/190 pays**  
(73 %)  
1995



**149/190 pays**  
(78 %)  
2024

Nombre de pays dans lesquels les filles et les garçons ont les mêmes droits pour hériter des biens de leurs parents.



Je veux que chaque fille ait la possibilité de se sentir libre et valorisée. Si je pouvais changer une chose, ce serait la façon dont les filles sont traitées, afin qu'elles ne soient plus perçues comme des citoyennes de seconde zone, mais comme des personnes dotées d'une force et d'un potentiel infinis. »

Keisi, 15 ans, Albanie

Source : Banque mondiale, *Les femmes, l'entreprise et le droit*, 2024

# Éducation et compétences

**Le nombre de filles non scolarisées dans le monde est passé de 200 millions en 2000 à 122 millions en 2023, ce qui représente une baisse de 39 %**

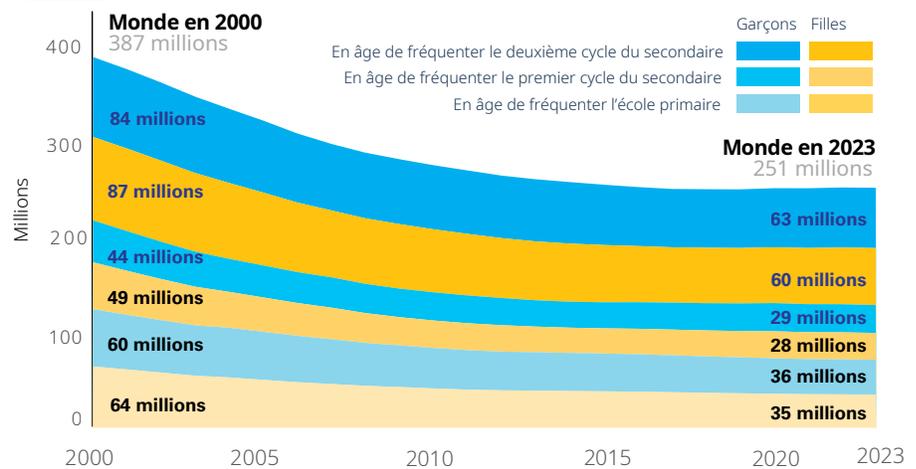
L'enseignement primaire fournit aux enfants les fondements d'un apprentissage tout au long de la vie, tandis que l'enseignement secondaire leur permet d'acquérir les connaissances et les compétences nécessaires pour réussir leur passage à l'âge adulte. Les bénéfices de l'enseignement secondaire pour les filles sont nombreux et dépassent largement la seule question des apprentissages. En effet, il augmente non seulement leur potentiel de revenus, mais constitue également un facteur de protection contre les mariages d'enfants, les grossesses chez les adolescentes et la malnutrition, y compris la petite taille et l'anémie<sup>27, 28, 29</sup>.

**Comme le montrent les données de cette section, des progrès considérables ont été réalisés dans l'accès des filles à l'éducation au cours des 30 dernières années, en particulier pour l'enseignement primaire.**

À l'échelle mondiale, les filles ont dépassé les garçons en termes de taux de fréquentation et d'achèvement scolaires. On observe néanmoins de fortes disparités entre les pays et l'analyse régionale indique que, en Afrique subsaharienne, les filles sont plus nombreuses que les garçons à ne pas aller à l'école, quel que soit le niveau d'enseignement. Les filles issues des ménages les plus pauvres sont particulièrement défavorisées. L'analyse d'un échantillon de 29 pays disposant de données récentes sur l'achèvement du deuxième cycle de l'enseignement secondaire par sexe, lieu de résidence et niveau de richesse a révélé des écarts de 12 à 72 points de pourcentage entre les taux d'achèvement des filles les plus pauvres en zone rurale et les filles les plus riches en zone urbaine<sup>30</sup>.

Par ailleurs, les inégalités entre les genres persistent dans des domaines clés de l'éducation et dans les compétences requises par la main-d'œuvre moderne, en particulier dans les matières STIM. Aider les adolescentes à acquérir les connaissances nécessaires pour entrer sur le marché du travail à l'âge adulte est essentiel pour leur garantir sécurité économique et autonomisation. En bref, il reste encore beaucoup à faire pour aider les adolescentes à obtenir le niveau d'instruction, les compétences et les connaissances qui leur permettront

**Figure 3** Nombre d'enfants non scolarisés, par sexe et niveau d'enseignement, 2000-2023



Source: Institut de statistique de l'UNESCO, 2024.

d'entrer dans l'âge adulte et sur le marché du travail sur un pied d'égalité. La réalisation de cet objectif permettrait pourtant de transformer la vie des filles, les sociétés et les économies en général. Loin de laisser les garçons de côté, la conduite d'actions ciblées destinées à investir dans des parcours éducatifs et d'apprentissage accessibles, à supprimer les obstacles liés au genre et à modifier les normes de genre néfastes profiterait à toutes et à tous.

En 2023, 122 millions de filles n'étaient pas scolarisées à travers le monde, contre 128 millions de garçons, alors qu'en 2000, les filles non scolarisées étaient plus nombreuses que les garçons non scolarisés, à tous les niveaux. Cette évolution reflète la progression impressionnante de la scolarisation des filles au cours des 30 dernières années (voir figure 3).

Dans le même temps, les progrès réalisés dans la réduction du nombre d'enfants non scolarisés – filles et garçons confondus – ont considérablement ralenti au niveau secondaire depuis 2011 et stagnent au niveau primaire depuis 2007.

Ces données révèlent en outre la complexité des facteurs qui sous-tendent la rétention et la réussite scolaire dans les écoles du monde entier – les garçons adolescents sont plus susceptibles de quitter l'école pour accéder à un emploi rémunéré, tandis que les adolescentes sont plus susceptibles de le faire pour s'occuper de personnes

dépendantes sans être rémunérées, pour se marier et/ou pour avoir des enfants. Il est impératif d'adopter une approche globale pour garantir que les filles et les garçons terminent leur scolarité et accèdent à l'emploi de leur choix une fois arrivés à l'âge adulte.

Ce tableau global masque également des différences importantes dans les réalités régionales et nationales pour les adolescentes. L'Afrique subsaharienne, par exemple, compte plus de filles non scolarisées que de garçons à tous les niveaux d'enseignement et la population non scolarisée est en augmentation<sup>31</sup>. Dans les premier et deuxième cycles du secondaire, respectivement 31 et 46 % des adolescentes et des jeunes femmes de cette région ne sont pas scolarisées<sup>32</sup>. En outre, des millions de filles ne vont jamais en classe ou ne terminent jamais leur scolarité – un constat d'autant plus fréquent dans les zones touchées par des conflits. Les filles vivant dans des environnements fragiles, touchés par des conflits ou par la violence sont près de 90 % plus susceptibles de ne pas terminer leurs études secondaires, contre 10 % pour les filles vivant dans des contextes stables<sup>33</sup>. Dans certains cas, les politiques empêchent les filles de s'instruire. Par exemple, depuis 2021 en Afghanistan, 1,1 million d'adolescentes de plus de 12 ans ne peuvent plus aller à l'école<sup>34</sup>. Dans d'autres pays, des lois discriminatoires interdisent aux mères adolescentes de fréquenter un établissement scolaire.

Depuis 2000, le taux d'achèvement scolaire des filles a augmenté et dépassé celui des garçons à tous les niveaux d'enseignement, ce qui témoigne du succès des investissements en faveur de la scolarisation des filles. Toutefois, à l'heure actuelle, près de 4 adolescentes et jeunes femmes sur 10 ne terminent pas le deuxième cycle de l'enseignement secondaire

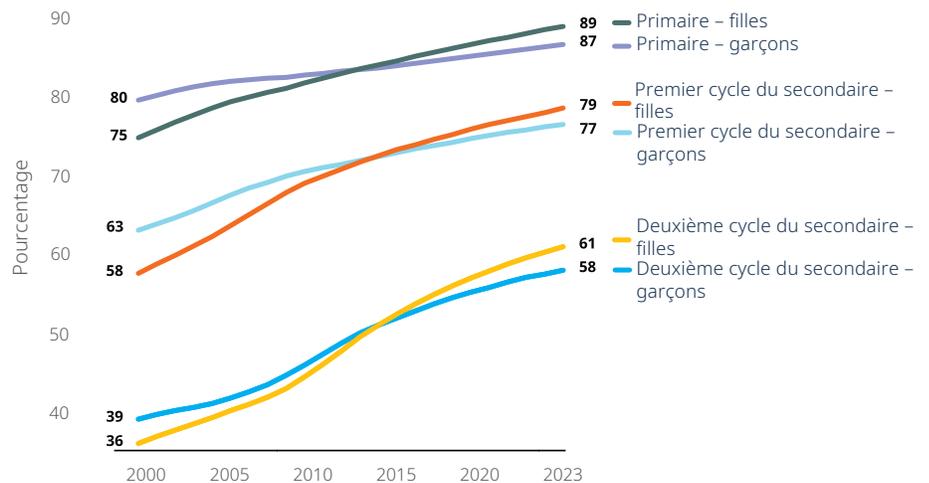


Si je pouvais changer une seule chose, ce serait que toutes les filles puissent aller à l'école. L'éducation devrait être accessible à tous les enfants. »

Majoie, 15 ans,  
Congo, Brazzaville

Au niveau du deuxième cycle du secondaire, la proportion de filles ayant terminé leurs études est passée de 36 à 61 % entre 2000 et 2023, soit une augmentation de 25 points de pourcentage (voir figure 4). Toutefois à l'heure actuelle, près de 4 adolescentes et jeunes femmes sur 10 dans le monde (39 %) ne terminent pas le deuxième cycle de l'enseignement secondaire. Ce taux est encore plus élevé chez les adolescents et les jeunes hommes (42 %). Au niveau régional, les taux les plus élevés pour l'achèvement du deuxième cycle du secondaire chez les filles sont observés en Asie de l'Est et dans le Pacifique ainsi qu'en Amérique latine et dans les Caraïbes (respectivement 89 et 84 %), tandis que les plus faibles sont observés en Afrique subsaharienne (37 %)<sup>35</sup>. Comme pour les enfants non scolarisés, l'Afrique subsaharienne

Figure 4 Taux d'achèvement scolaire, par sexe et par niveau d'enseignement, 2000-2023 (Indicateur 4.1.2 des ODD)



Source: Institut de statistique de l'UNESCO, 2024.

est la seule région où les filles sont moins nombreuses que les garçons à terminer leurs études à tous les niveaux.

**Outre l'abandon scolaire, un autre problème majeur concerne l'absentéisme lié aux menstruations.**

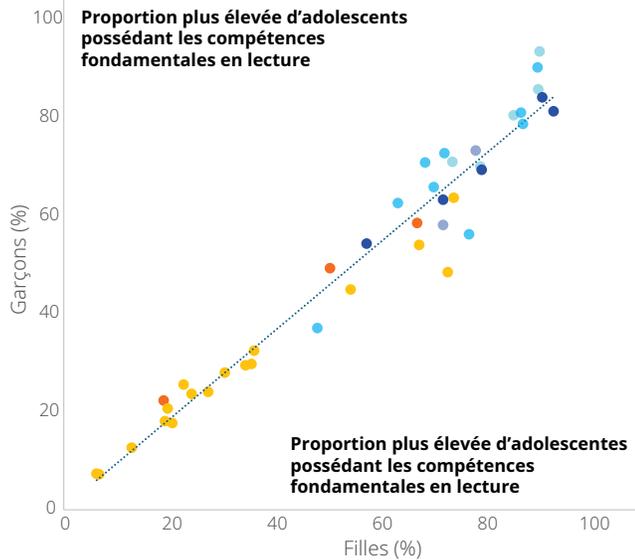
Une analyse groupée de 47 enquêtes en grappes à indicateurs multiples soutenues

par l'UNICEF dans des pays à revenu faible ou intermédiaire a révélé que près de 18 % des adolescentes âgées de 15 à 19 ans avaient manqué l'école, le travail ou des activités sociales lors de leurs dernières menstruations. Par ailleurs, la prévalence de l'absentéisme lié aux règles est plus élevée chez les adolescentes que chez les femmes plus âgées, ce qui indique une plus grande vulnérabilité chez les jeunes filles<sup>36</sup>.



## En moyenne, les jeunes adolescentes et adolescents sont tout aussi susceptibles d'acquérir les compétences fondamentales en calcul

**Figure 5a** Pourcentage d'adolescents âgés de 10 à 14 ans qui possèdent les compétences fondamentales en lecture, par sexe (2017-2023) (dernières données disponibles)



● Asie de l'Est et Pacifique

● Europe et Asie centrale

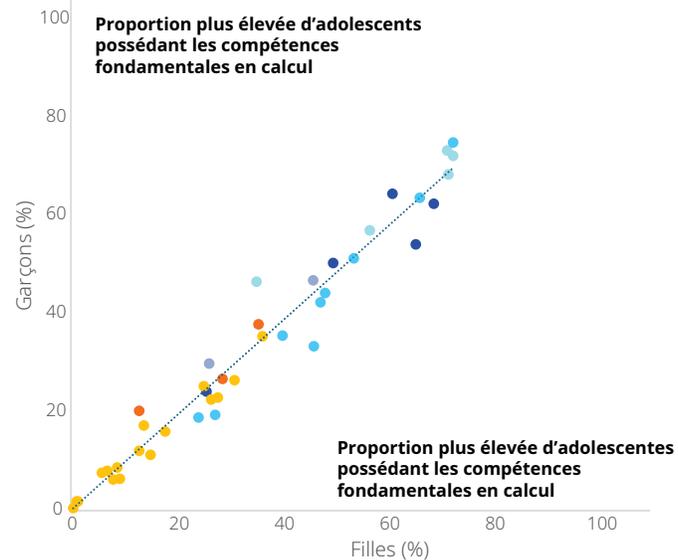
● Amérique latine et Caraïbes

● Moyen-Orient et Afrique du Nord

● Asie du Sud

● Afrique subsaharienne

**Figure 5b** Pourcentage d'adolescents âgés de 10 à 14 ans qui possèdent les compétences fondamentales en calcul, par sexe (2017-2023) (dernières données disponibles)



Source : bases de données mondiales de l'UNICEF, 2024, fondées sur des enquêtes en grappes à indicateurs multiples.

Note : les compétences fondamentales en lecture évaluent la précision et la compréhension de la lecture chez les enfants. Les compétences fondamentales en calcul évaluent la capacité des enfants à lire et discriminer les nombres, à faire des additions et à reconnaître les formes. Chaque point représente un pays, tandis que les axes x et y indiquent respectivement la proportion de filles et de garçons dans le pays qui acquièrent le niveau de compétence minimum. La diagonale représente la ligne de parité entre les genres. Les points de données situés en dessous de la ligne de parité entre les genres représentent les pays où la proportion de filles atteignant le niveau de compétence minimum est plus élevée que celle des garçons.

Les compétences en lecture et en calcul sont essentielles à l'acquisition d'un éventail de compétences nécessaires à l'apprentissage et à l'emploi au XXI<sup>e</sup> siècle, notamment les emplois dans les STIM. La capacité à lire et comprendre un texte simple est l'une des compétences les plus fondamentales qu'un enfant puisse acquérir.

**Pourtant, dans de nombreux pays, des élèves scolarisés depuis six ans sont incapables de lire et de comprendre des textes simples.**

Il est primordial d'acquérir les compétences en lecture et en écriture dès les premières années de scolarité, car les élèves qui prennent du retard auront davantage de mal à

apprendre dans les classes plus élevées. De la même manière, il est essentiel d'acquérir de solides bases en calcul dès le début de la scolarité pour réussir en mathématiques par la suite.

Les figures 5a et 5b présentent les données sur les compétences fondamentales en lecture et en calcul chez les adolescents âgés de 10 à 14 ans issues des enquêtes en grappes à indicateurs multiples menées par l'UNICEF dans les pays à revenu faible ou intermédiaire.

Ces données ont l'avantage d'être comparables au niveau mondial et d'évaluer les compétences fondamentales en lecture et en calcul des enfants, qu'ils soient scolarisés ou non. Dans de nombreux pays d'Afrique subsaharienne (représentés par les points jaunes), on constate une

certaine parité entre les genres, mais le nombre d'adolescentes et d'adolescents à posséder des compétences fondamentales en lecture et en calcul est peu élevé.

En dehors de ces pays peu performants, les adolescentes obtiennent, en moyenne, de meilleurs résultats en lecture que les adolescents. En ce qui concerne les compétences fondamentales en calcul, les écarts sont moins prononcés, ce qui indique qu'avec un soutien adéquat, y compris la remise en question des normes de genre concernant les capacités des filles à exceller dans les STIM, tant à l'école qu'à la maison, les filles peuvent développer les compétences avancées en mathématiques dont elles ont besoin pour réussir<sup>37</sup>.

**Dans le monde, le nombre d'adolescentes et de jeunes femmes (âgées de 15 à 24 ans) analphabètes a presque été divisé par deux entre 1995 et 2023, mais elles sont encore près de 50 millions aujourd'hui à ne pas être en mesure de lire ou d'écrire une phrase simple**

L'alphabétisme est une compétence fondamentale indispensable à la poursuite des études, à l'obtention d'un emploi et à la participation citoyenne.

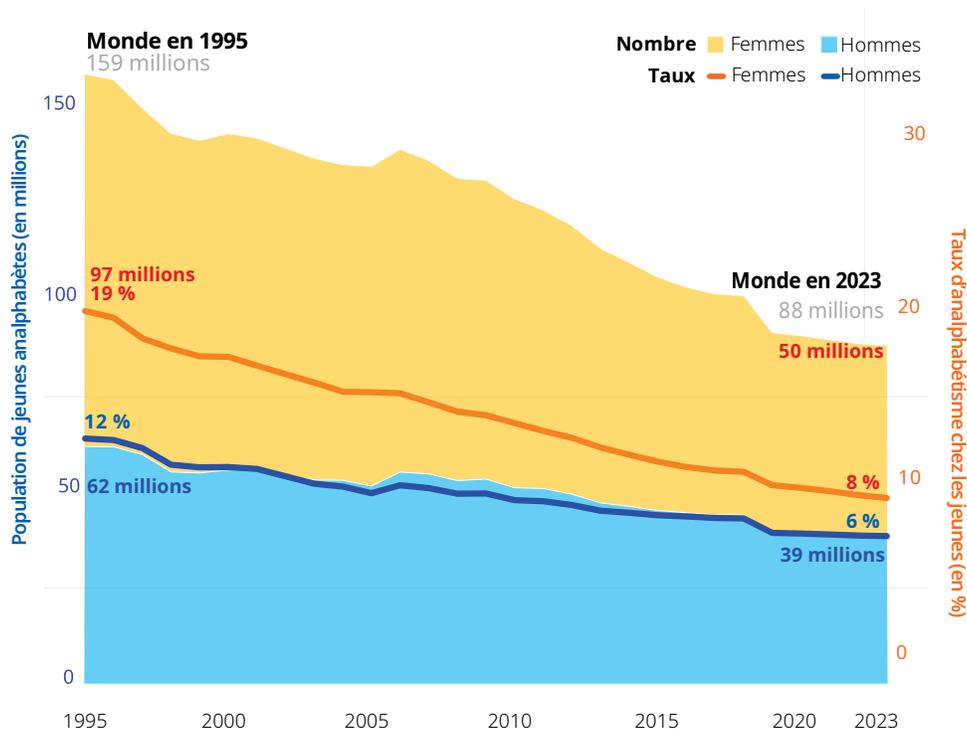
À l'échelle mondiale, le nombre d'adolescentes et de jeunes femmes âgées de 15 à 24 ans analphabètes est passé d'environ 97 millions en 1995 à près de 50 millions en 2023 (soit d'environ 20 % à 8 %) (voir figure 6).

En outre, si l'écart entre les genres en matière d'analphabétisme chez les jeunes s'est réduit au cours de cette période, les adolescentes et les jeunes femmes représentent encore aujourd'hui 56 % des jeunes analphabètes dans le monde, un chiffre qui n'a pas bougé au cours des 10 dernières années.

Au niveau régional, l'Asie du Sud a enregistré les progrès les plus importants, puisque plus de 4 adolescentes et jeunes femmes sur 10 étaient analphabètes en 1995, contre moins de 1 sur 10 aujourd'hui.

En termes absolus, si le nombre d'adolescentes et de jeunes femmes analphabètes a diminué dans presque toutes les régions entre 1995 et 2023, l'Afrique subsaharienne représente une exception notable. En effet, cette région compte aujourd'hui plus d'adolescentes et de jeunes femmes analphabètes qu'en 1995, en raison de son taux de croissance démographique plus important que la baisse du taux d'analphabétisme dans la région.

**Figure 6** Nombre et pourcentage de jeunes analphabètes âgés de 15 à 24 ans, par sexe, 1995-2023

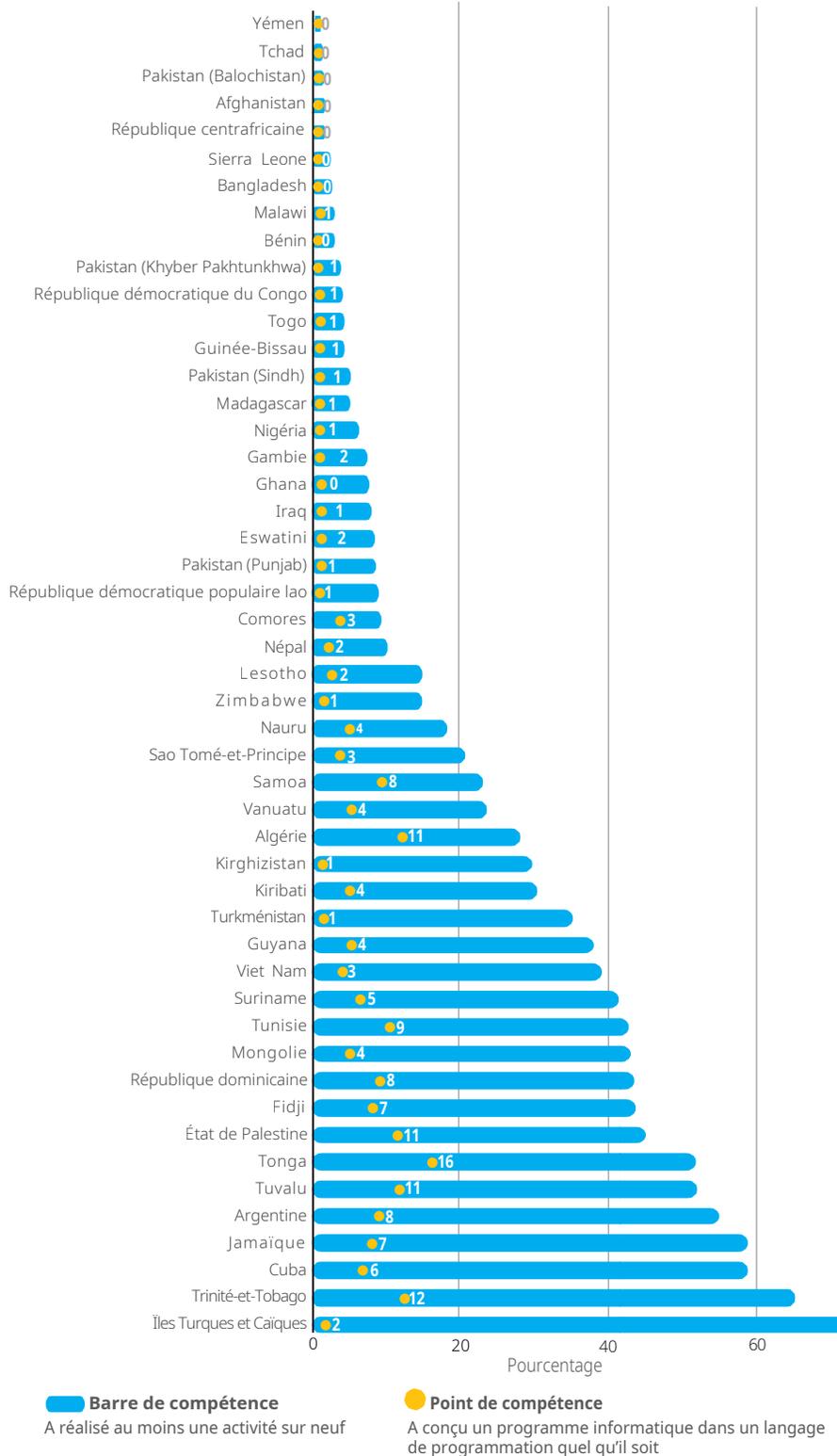


Source : Institut de statistique de l'UNESCO, 2024



## La proportion d'adolescentes et de jeunes femmes ayant des compétences numériques varie considérablement d'un pays à l'autre, mais peu d'entre elles possèdent les compétences numériques avancées requises pour faire carrière dans les STIM

**Figure 7** Pourcentage d'adolescentes et de jeunes femmes âgées de 15 à 24 ans ayant des compétences numériques et des compétences numériques avancées, par pays, 2017-2023 (dernières données disponibles) (ODD 4.4.1)



Intensifié par la pandémie de COVID-19 – au cours de laquelle presque tous les ministères chargés de l'éducation ont adopté une forme ou une autre d'apprentissage à distance pour que les élèves puissent continuer à apprendre pendant la fermeture des écoles –, l'accès aux appareils et aux compétences numériques est devenu un élément de plus en plus ancré dans la vie quotidienne. Cependant, le passage à l'enseignement à distance a amplifié les vulnérabilités préexistantes pour de nombreux enfants, en particulier les adolescentes et les enfants handicapés<sup>38</sup>. En outre, de nombreux jeunes, en particulier dans les pays à revenu faible et intermédiaire, ne possèdent même pas les compétences de base, telles que celles consistant à envoyer un courriel avec une pièce jointe ou à copier un fichier.

**De plus, les adolescentes et les jeunes femmes se heurtent à des obstacles spécifiques pour développer leurs compétences numériques. Dans les pays à faible revenu, 9 adolescentes et jeunes femmes sur 10 n'ont pas accès à Internet, alors que leurs homologues masculins sont deux fois plus susceptibles d'y avoir accès.**

Même au sein d'un même foyer, les adolescentes et les jeunes femmes ont moins accès à Internet et aux technologies numériques que leurs homologues masculins du même âge. Cet écart révèle l'omniprésence de préjugés sexistes qui limitent l'accès des filles au monde numérique<sup>39</sup>.

Parmi les 49 pays et territoires pour lesquels des données sont disponibles, la proportion d'adolescentes et de jeunes femmes ayant des compétences numériques<sup>40</sup> varie de 2 % ou moins (Afghanistan, Bangladesh, République centrafricaine, Sierra Leone, Tchad et Yémen) à plus de 70 % (Îles Turques et Caïques) (voir la figure 7). Mais dans tous ces pays, les adolescentes et les jeunes femmes manquent de compétences avancées en matière de technologies de l'information et de la communication (TIC). Par exemple, dans 29 pays, seulement 1 à 2 % d'entre elles déclarent posséder des compétences en programmation. La proportion la plus élevée d'adolescentes et de jeunes femmes ayant de telles compétences se trouve aux Tonga (16 %).

**Bien que l'on dispose de moins de données sur les compétences des adolescents et des jeunes hommes en matière de TIC, celles qui sont disponibles indiquent également des niveaux globalement faibles. Toutefois, dans la majorité des pays pour lesquelles on dispose de données pour les jeunes des deux sexes, l'écart entre les hommes et les femmes en matière de compétences en TIC penche en défaveur des adolescentes et des jeunes femmes.**

Privées de compétences numériques, les adolescentes ont moins de possibilités dans les domaines STIM, ce qui limite leurs chances non seulement d'obtenir des emplois décents et bien rémunérés, mais aussi de contribuer au développement économique. Selon certaines estimations, le fait de doubler la part de femmes dans le secteur de la technologie pourrait augmenter le PIB de 600 milliards d'euros d'ici 2027<sup>41</sup>. Par exemple, une étude réalisée en 2020 auprès de jeunes filles philippines a démontré que la perte d'intérêt pour les matières STIM apparaissait dès l'âge de 10 ans, lorsque les filles commencent à percevoir les carrières STIM comme dominées par les hommes et à croire qu'elles sont naturellement moins adeptes de ces matières. Le manque relatif de modèles féminins dans les STIM a renforcé ces perceptions<sup>42</sup>.

## Au Cambodge, les filles renforcent leur leadership ainsi que leurs compétences numériques et STIM

L'initiative Skills4Girls de l'UNICEF développe les compétences des filles dans des domaines tels que les STIM, les technologies numériques et l'entrepreneuriat social, en plus des compétences de la vie courante telles que la résolution de problèmes, la négociation, l'estime de soi et la communication. Mise en œuvre dans plus de 20 pays, elle a touché 16 millions d'adolescentes dans le monde depuis 2020 dans le but de combler l'écart entre les genres dans des domaines clés grâce à des approches multisectorielles centrées sur les filles<sup>43</sup>. Partant de là, pour compléter les possibilités des STIM par une éducation numérique de pointe, l'UNICEF et ses partenaires ont créé la Game Changers Coalition (GCC), une initiative destinée à redéfinir l'éducation et les compétences par le biais d'industries innovantes. Le cœur de la stratégie consiste à accélérer la réduction du déficit de compétences numériques chez les adolescentes en exploitant leur créativité, leur ingéniosité et leur autonomie, le tout à travers le monde du développement des jeux vidéo. En enseignant le codage, la conception, l'intelligence artificielle générative, l'écriture narrative et le travail d'équipe, la GCC dote les filles de compétences indispensables au XXI<sup>e</sup> siècle. Jusqu'à présent, la GCC a atteint près de 154 000 personnes dans sept pays et a étendu ses activités de sensibilisation en faveur de l'accès des filles aux secteurs STIAM (STI-Art-M) auprès de 1,3 million de personnes par le biais des médias sociaux.

### Le projet pilote au Cambodge obtient de solides résultats

Au Cambodge, l'initiative Skills4Girls a apporté son soutien au programme d'éducation aux compétences de la vie courante du Gouvernement cambodgien, qui a bénéficié à 21 500 élèves. En s'appuyant sur le contenu pédagogique de ce programme, l'UNICEF offre également des

possibilités d'éducation numérique de pointe avec le nouveau programme d'enseignement des compétences numériques du GCC, fondé sur le jeu. Ce programme a été testé dans 33 écoles publiques de la région de Siem Reap de 2023 à 2024. Les premières consultations avec les enseignants et les parents ont permis de dissiper les stéréotypes courants sur les jeux vidéo, en les présentant comme de puissants outils éducatifs et des voies d'accès à la culture numérique, le tout dans un environnement sûr.

L'UNICEF a formé des enseignants du secteur public pour qu'ils deviennent des mentors en développement de jeux, et ces derniers ont ensuite appris à des filles âgées de 13 à 16 ans à créer leurs propres jeux, dont les thèmes choisis s'étendaient des changements climatiques au patrimoine culturel. Les filles ont démontré et mis en pratique leurs nouvelles compétences lors d'un « game jam » (un hackathon de création de jeux), telles que le travail d'équipe, la gestion du temps et la prise de parole en public. Les élèves ont également utilisé l'intelligence artificielle générative pour créer leurs personnages et développer d'autres éléments visuels du jeu.

### Le succès du projet pilote ouvre la voie à des possibilités d'expansion et à la durabilité

Les acteurs gouvernementaux ont reconnu que le développement de jeux était un moyen attrayant et efficace de transmettre des compétences numériques, une priorité essentielle pour le Ministère de l'éducation, de la jeunesse et des sports. Avec le soutien du Ministère, le programme d'études STIAM a été traduit en khmer et intégré à la plateforme nationale de formation des enseignants, ce qui a permis d'atteindre plus de 93 000 professeurs des écoles publiques.

## Sécurité économique

Si les données sur la sécurité économique des adolescentes sont rares, leur droit de vivre à l'abri de la pauvreté et leur capacité à influencer les décisions financières qui les concernent sont pourtant essentiels à leur autonomisation économique. Bien qu'il n'existe pas de différences statistiquement significatives, que ce soit au niveau mondial ou régional, dans la proportion d'hommes et de femmes en situation de pauvreté monétaire, une analyse par composition des ménages et par groupes d'âge révèle que pour 100 hommes âgés de 25 à 34 ans, 122 femmes du même groupe d'âge vivent dans des ménages qui luttent pour vivre avec moins d'un dollar par jour et par personne. Notons toutefois

que cet écart en défaveur des femmes disparaît après l'âge de 35 ans.

Les femmes des ménages pauvres sur le plan monétaire sont plus susceptibles de vivre avec un homme qui a un revenu, plusieurs enfants et d'autres adultes sans revenu – ce qui correspond aux ménages qui luttent le plus pour survivre avec un dollar par jour et par personne<sup>44</sup>.

La pauvreté monétaire se conjugue toutefois aux inégalités de genre dans la prise de décision au sein du ménage – par exemple, sur la manière de répartir le budget du ménage entre les besoins des garçons et des filles. De plus, les données indiquent que les adolescentes et les femmes en âge de procréer sont

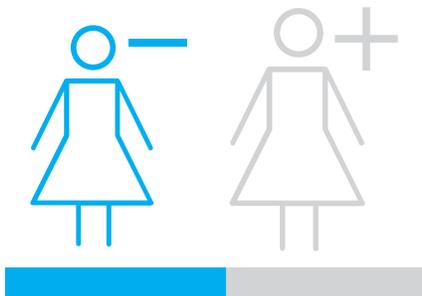
confrontées à des normes sociales discriminatoires dès le plus jeune âge, assument de façon disproportionnée le fardeau des soins non rémunérés et subissent une discrimination à l'entrée et au maintien sur le marché du travail, dans l'emploi et au niveau du salaire<sup>45</sup>.

**Chez les enfants et les adolescents, la pauvreté se traduit par le manque de services et de biens matériels. Ce manque peut s'observer même dans les ménages qui ne sont pas pauvres sur le plan monétaire.**

Ces besoins non satisfaits génèrent souvent des déficits qui sont difficiles à combler plus tard dans la vie.

### Dans les pays pour lesquels on dispose de données historiques, près de la moitié des adolescentes âgées de 10 à 17 ans vivent dans la pauvreté dans toutes ses dimensions

Pauvreté touchant les enfants



\*Moyenne pondérée en fonction de la population de 42 pays avec au moins deux points de données entre 2000 et 2023.

S'il existe des estimations comparables au niveau mondial de la pauvreté multidimensionnelle des enfants pour environ 80 pays, 42 pays disposent de données pour au moins deux périodes depuis 2000 qui permettent d'analyser l'évolution dans le temps de la pauvreté touchant les enfants. Dans cet échantillon, on observe de grandes variations dans la proportion d'adolescentes âgées de 10 à 17 ans vivant dans la pauvreté – de 10 à 94 %. Dans l'ensemble, près d'une adolescente sur deux âgée de 10 à

17 ans vit actuellement dans la pauvreté dans toutes ses dimensions. Les niveaux sont sensiblement les mêmes pour les garçons (47 %).

**Si les projections indiquent que la prévalence de la pauvreté chez les adolescentes est en baisse dans la majorité des pays de l'échantillon, la situation progresse lentement, avec une réduction de la pauvreté de 1 % par an en moyenne.**



## L'éducation des adolescentes et des femmes peut réduire la transmission intergénérationnelle de la pauvreté

**TABLEAU 1** Prévalence de la pauvreté multidimensionnelle chez les adolescentes âgées de 10 à 17 ans, par niveau d'instruction de la mère, 2000-2022 (dernières données disponibles)

Niveau d'instruction de la mère	% d'adolescentes vivant dans la pauvreté
Aucune instruction/ niveau préscolaire	63
Primaire	40
Secondaire	22
Supérieur	8

Source : calculs des auteurs à partir d'ensembles de données harmonisées tirées des enquêtes en grappes à indicateurs multiples (MICS) et des enquêtes démographiques et de santé (EDS) pour 104 pays.

**L'éducation des adolescentes et des jeunes femmes, qui pourront par la suite choisir de devenir mères, est un moyen de réduire le taux de pauvreté des femmes et des filles et de leurs enfants.**

Le tableau 1 estime la prévalence de la pauvreté multidimensionnelle chez les adolescentes âgées de 10 à 17 ans en fonction du niveau d'instruction de leur mère. Sans surprise, compte tenu des effets multiplicateurs bien connus de l'éducation des femmes sur toute une série de résultats en matière de développement, le gradient est assez marqué. Le pourcentage d'adolescentes en situation de pauvreté multidimensionnelle est près de huit fois plus élevé pour les mères sans instruction ou peu instruites (c'est-à-dire qui n'ont pas terminé l'enseignement primaire) que pour les mères qui ont terminé leurs études supérieures (63 et 8 %, respectivement).



## Autonomiser les filles dans les zones urbaines de l'Ouganda grâce aux transferts en espèces

Les adolescentes vivant dans les zones urbaines en Ouganda sont extrêmement vulnérables et confrontées à des défis particuliers : seule une sur trois achève l'enseignement primaire et elles ne sont que 6 % à terminer l'enseignement secondaire. En outre, elles sont confrontées à un risque disproportionnellement plus élevé de violence sexuelle et liée au genre et d'infection par le VIH que leurs homologues masculins. 25 % des filles âgées de 15 à 19 ans sont enceintes ou déjà mères. La situation s'est aggravée pendant la crise de la COVID-19 : les grossesses chez les adolescentes ont été multipliées par plus de 4,5 par rapport au niveau d'avant la pandémie.

Les enfants âgés de 10 à 19 ans représentent 46 % de la population de Kampala, dont 58 % sont des filles. En 2019, les autorités de la ville, en partenariat avec l'UNICEF, ont conçu un projet pilote pour le premier programme de protection sociale en milieu urbain en Ouganda, qui ciblait les adolescentes vulnérables des ménages pauvres confrontées à des privations multidimensionnelles. Le programme Girls Empowering Girls (GEG) vise à lutter contre la grossesse et la maternité chez les adolescentes, l'abandon scolaire, les abus sexuels et l'accès limité aux services sociaux essentiels. Les interventions peuvent prendre plusieurs formes, comme le mentorat par les

pairs pour autonomiser les filles par le biais de séances individuelles, l'orientation vers des services d'éducation, de formation, de soins de santé et de protection, ou encore les transferts en espèces aux ménages. Afin de ne laisser personne de côté, une attention particulière est accordée aux adolescentes handicapées, aux adolescentes réfugiées, aux adolescentes enceintes et aux mères adolescentes.

Le programme a permis d'atteindre un taux de passage de l'école primaire à l'enseignement secondaire de 96 %, contre une moyenne de 30 % dans les mêmes établissements avant le programme. L'initiative a également remporté un grand succès auprès des filles réfugiées, avec un taux de passage dans le secondaire de 98 %. Au moins 71 % des filles du programme GEG qui n'étaient pas scolarisées ont repris leurs études volontairement et restent scolarisées. Ainsi, en associant l'apport d'un soutien financier aux ménages, le mentorat et l'orientation vers les services sociaux essentiels pour les adolescentes, on peut contribuer à instaurer un changement fort et durable dans leur vie. Le retour à l'école est tout à fait possible s'il s'accompagne d'un ensemble complet de mesures pour les adolescentes, en particulier avec un véritable soutien des parents ou des personnes qui s'occupent d'elles<sup>46</sup>.

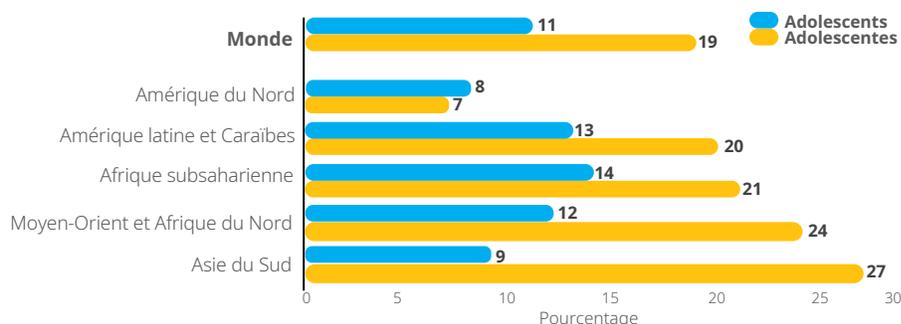
## Les adolescentes et les jeunes femmes continuent d'être surreprésentées parmi les personnes non scolarisées et sans emploi ni formation

Le taux de NEET, qui désigne la proportion de jeunes âgés de 15 à 24 ans non scolarisés, sans emploi et sans formation, est utilisé pour mieux comprendre la dynamique du marché du travail qui affecte les adolescents et les jeunes adultes.

Le taux de NEET se compose de deux éléments : les jeunes qui ne sont ni en études ni en formation et ne recherchent pas d'emploi rémunéré (économiquement inactifs) et les jeunes qui ne sont ni en études ni en formation et qui recherchent un emploi rémunéré, mais n'en trouvent pas (économiquement actifs). L'adolescence est une période où tous les jeunes âgés de 15 à 19 ans devraient être scolarisés ou en formation. Pourtant, des écarts entre les genres sont observés en défaveur des filles dans toutes les régions pour lesquelles des données sont disponibles (voir figure 8). L'écart le plus important est observé en Asie du Sud, où les adolescentes sont trois fois plus susceptibles d'être NEET que les garçons du même âge (27 % contre 9 %), puis au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, où ce taux est deux fois plus élevé chez les filles que chez les garçons (24 % contre 12 %).

Ces disparités se creusent considérablement lorsque les adolescents deviennent de jeunes adultes, principalement en raison du pourcentage disproportionné de jeunes femmes parmi les personnes économiquement

**Figure 8** Taux d'adolescents (âgés de 15 à 19 ans) NEET, par sexe et par région, 2015-2023 (dernières données disponibles) (ODD 8.6)



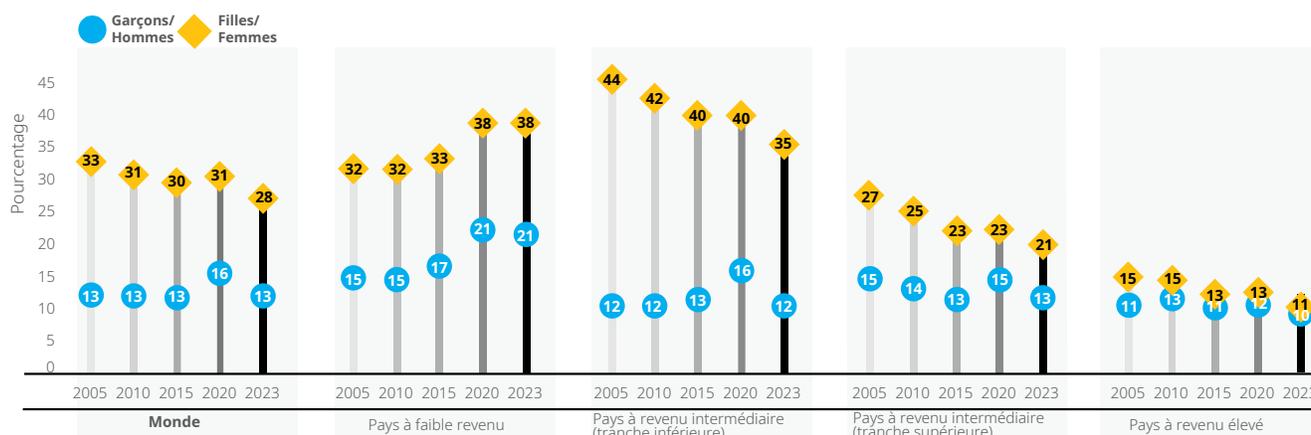
inactives. En d'autres termes, les jeunes hommes sont en moyenne plus susceptibles d'entrer sur le marché du travail et de rechercher un emploi, tandis que les jeunes femmes, même si elles ont terminé leurs études, sont plus susceptibles de ne jamais accéder au marché du travail. Depuis 2005, le taux de NEET mondial est plus de deux fois plus élevé chez les adolescentes et les jeunes femmes âgées de 15 à 24 ans que chez les adolescents et les jeunes hommes du même âge (figure 9)<sup>47</sup>. En 2023, 28 % des jeunes femmes étaient des NEET, contre 13 % des jeunes hommes. Et si des progrès ont été réalisés pour réduire les taux de NEET, la plupart de ces progrès ont plutôt été enregistrés dans les économies avancées, où l'écart entre les genres est le plus faible<sup>48</sup>. Les disparités les plus importantes sont observées dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche

inférieure et dans les pays à faible revenu.

Les jeunes femmes sont non seulement surreprésentées parmi les personnes qui ne sont ni en études, ni en formation et qui ne travaillent pas, mais elles ont également tendance à rester plus longtemps dans cette catégorie.

Cette situation s'explique par la nécessité de se consacrer aux responsabilités familiales (en tant que filles, mais aussi en tant qu'épouses et/ou mères pour certaines) et aux tâches ménagères, ainsi que par des obstacles institutionnels tels que la discrimination sur le lieu de travail, l'accès insuffisant à des services de garde d'enfants abordables et l'absence de politiques de soins telles que le congé parental ou la garantie d'un lieu de travail adapté aux menstruations<sup>49</sup>.

**Figure 9** Taux de NEET chez les jeunes (âgés de 15 à 24 ans), par sexe et par catégorie de revenu, 2005-2023 (ODD 8.6)



Source : Figure 8, données régionales agrégées, calcul de l'UNICEF sur la base des données de l'Organisation internationale du Travail, 2024.

Source : Figure 9, ILOSTAT, estimations modélisées de l'OIT, août 2024.

Note : Figure 9, 2005 est la première année pour laquelle on dispose de données.

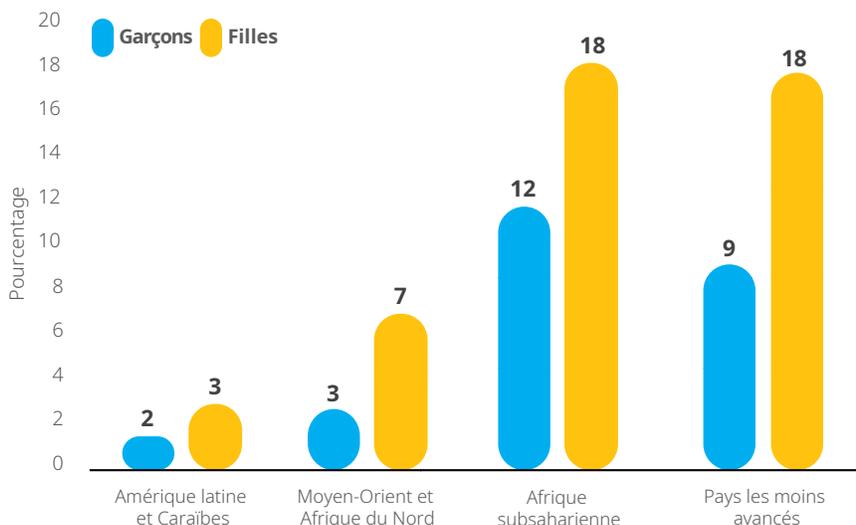
## Dans les pays les moins avancés, les adolescentes âgées de 10 à 14 ans sont deux fois plus susceptibles que les garçons du même âge d'effectuer des tâches ménagères et des soins pendant des durées excessives

Dans les foyers du monde entier, les filles passent plus de temps que les garçons à effectuer des tâches ménagères et à s'occuper des autres.

À l'échelle mondiale, les filles âgées de 10 à 14 ans consacrent collectivement 160 millions d'heures de plus que les garçons du même âge au travail de soins et aux tâches domestiques non rémunérées<sup>50</sup>.

À mesure que les enfants grandissent et entrent dans l'adolescence, les responsabilités des filles s'intensifient et l'écart entre les genres se creuse<sup>51</sup>. Cette répartition inégale des tâches ménagères et du travail de soins entre les enfants a des conséquences importantes sur le bien-être des filles. Le fait d'effectuer des tâches ménagères pendant des durées excessives, définies comme au moins 21 heures par semaine<sup>52</sup>, peut avoir des effets néfastes sur l'apprentissage et les loisirs des enfants. Les types de tâches qui sont généralement délégués aux filles, notamment la cuisine, le ménage et les soins aux enfants plus jeunes ou aux membres de la famille malades, façonnent la vie de celles-ci bien au-delà de l'adolescence en les préparant à assumer une quantité disproportionnée de travaux domestiques et de soins non rémunérés en tant que femmes.

**Figure 10** Pourcentage d'adolescents âgés de 10 à 14 ans qui, au cours de la semaine de référence, ont consacré au moins 21 heures à des tâches ménagères non rémunérées, par sexe et par région, 2015-2023 (dernières données disponibles)



Source : bases de données mondiales de l'UNICEF, 2024.

**En effet, la charge de travail non rémunéré des femmes peut expliquer en partie la plus grande probabilité que les jeunes femmes ne fassent pas d'études, ne suivent pas de formation ou ne travaillent pas, ainsi que leur plus faible taux de participation au marché du travail<sup>53</sup>.**

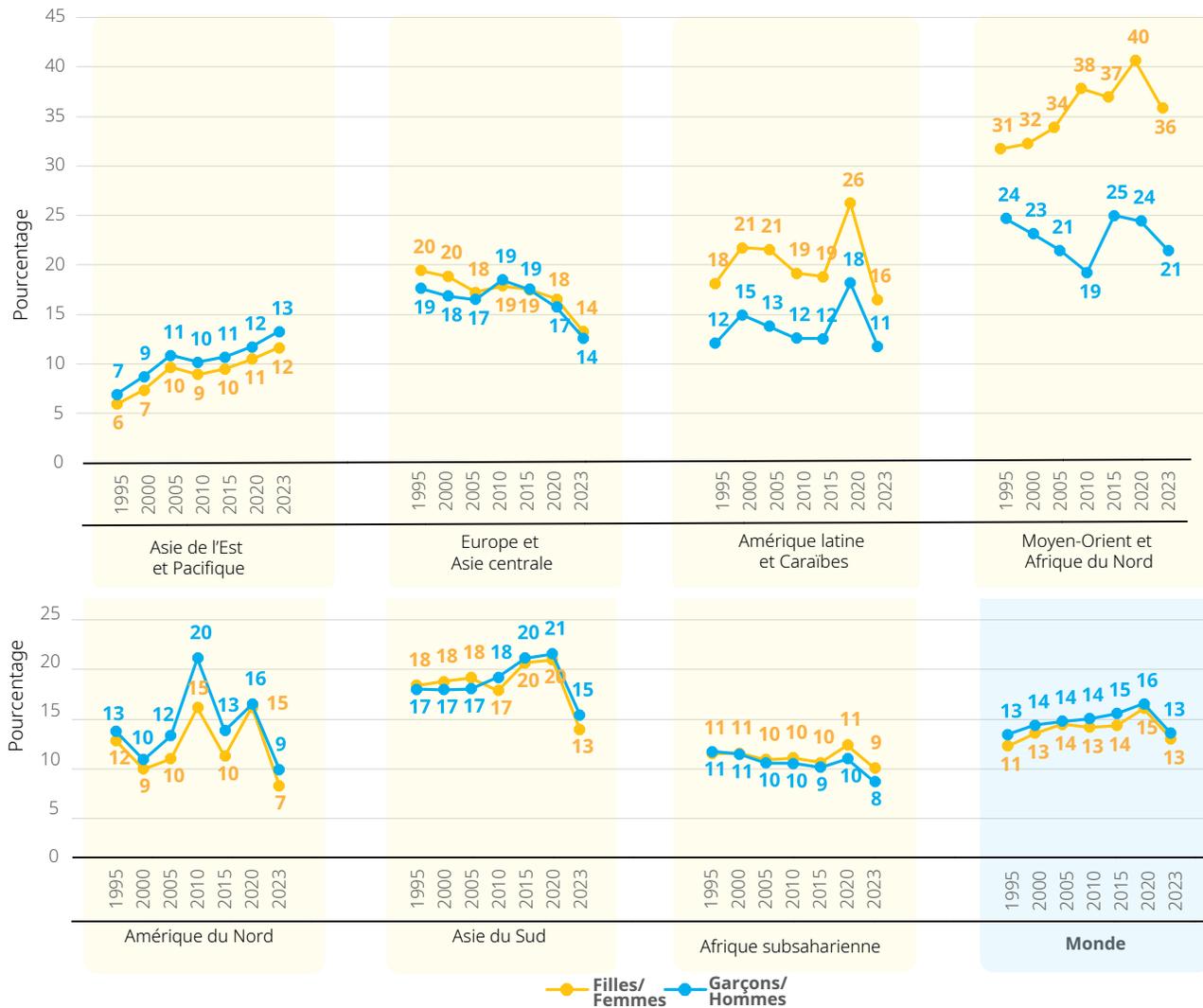
Par ailleurs, les garçons sont aussi touchés : ils peuvent adopter une perception biaisée de la valeur du temps des filles par rapport à celui des garçons et, en tant qu'adultes, assumer de façon limitée leur rôle de

père et d'aidant<sup>54</sup>. Parmi les régions pour lesquelles on dispose de données, c'est en Afrique subsaharienne que l'écart entre les genres au détriment des adolescentes est le plus prononcé (6 points de pourcentage), suivie par le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord (4 points de pourcentage) (voir figure 10). Dans les trois quarts des pays pour lesquels on dispose de données (73), les adolescentes sont plus susceptibles que les adolescents de s'occuper de tâches ménagères sur des durées excessives.



## Si le chômage des adolescentes et des jeunes femmes est en baisse, la plupart des emplois occupés par les jeunes sont précaires

Figure 11 Pourcentage de jeunes âgés de 15 à 24 ans qui sont sans emploi, par sexe et par région, 1995-2023 (ODD 8.5.2)



Source : données régionales agrégées, calcul de l'UNICEF sur la base des données de l'Organisation internationale du Travail, 2024.

### La création de perspectives d'emploi pour les jeunes femmes sur le marché du travail est essentielle à leur émancipation économique ainsi qu'à la croissance économique.

Dans la plupart des régions, le taux de chômage des jeunes est en baisse, chez les femmes comme chez les hommes, ce qui indique une reprise de l'activité après la pandémie de COVID-19, au cours de laquelle davantage de jeunes que d'adultes – et davantage de jeunes femmes que de jeunes hommes – ont perdu leur emploi. Certains de ces jeunes ont complètement quitté le

marché du travail et n'y sont pas encore revenus<sup>55</sup>. À l'échelle mondiale, 13 % des jeunes femmes et des jeunes hommes étaient au chômage en 2023 (figure 11). Cependant, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, où l'écart entre les genres au détriment des jeunes femmes est le plus marqué, plus d'une adolescente et jeune femme sur trois âgée de 15 à 24 ans était au chômage en 2023, contre un peu plus d'un adolescent et jeune homme sur cinq. De plus, si l'on ne peut que se féliciter de la baisse du chômage, l'emploi précaire, notamment le travail temporaire et le travail indépendant, est

généralement la seule forme d'emploi que les jeunes peuvent trouver en dehors des pays à revenu élevé – et les jeunes femmes sont plus susceptibles que les jeunes hommes d'occuper ces emplois<sup>56</sup>. En effet, lorsque les jeunes femmes parviennent à trouver un emploi, il s'agit souvent d'un emploi informel, mal rémunéré, non protégé et peu qualifié. Elles sont généralement confrontées à une plus grande insécurité de l'emploi et ont difficilement accès à la formation, à la protection sociale et à d'autres ressources, ce qui les rend plus vulnérables à la pauvreté et aux chocs économiques<sup>57</sup>.

# Violence et pratiques néfastes

**Près d'une adolescente sur cinq âgée de 15 à 19 ans dans le monde a été victime de violence de la part d'un partenaire intime au cours de l'année écoulée**

La violence liée au genre est l'une des violations des droits humains les plus répandues à travers le monde. Elle touche principalement les femmes et les filles, et trouve son origine dans les déséquilibres de pouvoir entre les sexes. Elle est alimentée par de nombreux facteurs, dont les normes de genre néfastes et des protections juridiques insuffisantes.

Lorsque les filles et les femmes sont victimes de violence liée au genre, elles en subissent les conséquences tout au long de leur vie. Elles courent un risque plus important d'infection par le VIH, de grossesse non désirée, d'usage de drogues, de suicide et de troubles mentaux tels que la dépression et l'anxiété. Elles sont en outre davantage privées de facteurs de protection, notamment de liens sociaux et de cohésion sociale. La violence à l'égard des adolescentes comprend à la fois les formes de violence subies par les enfants et par les femmes adultes. Toutefois, les services d'intervention et les efforts de prévention sont généralement conçus spécifiquement pour les jeunes enfants ou les femmes adultes, et les adolescentes peuvent ainsi passer entre les mailles du filet<sup>58</sup>.

La violence et les pratiques néfastes sont le résultat de facteurs complexes et interdépendants, rattachés à des normes de genre profondément ancrées dans la culture, à l'insécurité économique et à la pauvreté.

Les crises, les conflits et les déplacements augmentent les risques ainsi que les actes de violence liée au genre et certaines pratiques néfastes, telles que les mariages d'enfants et les mutilations génitales féminines (MGF).

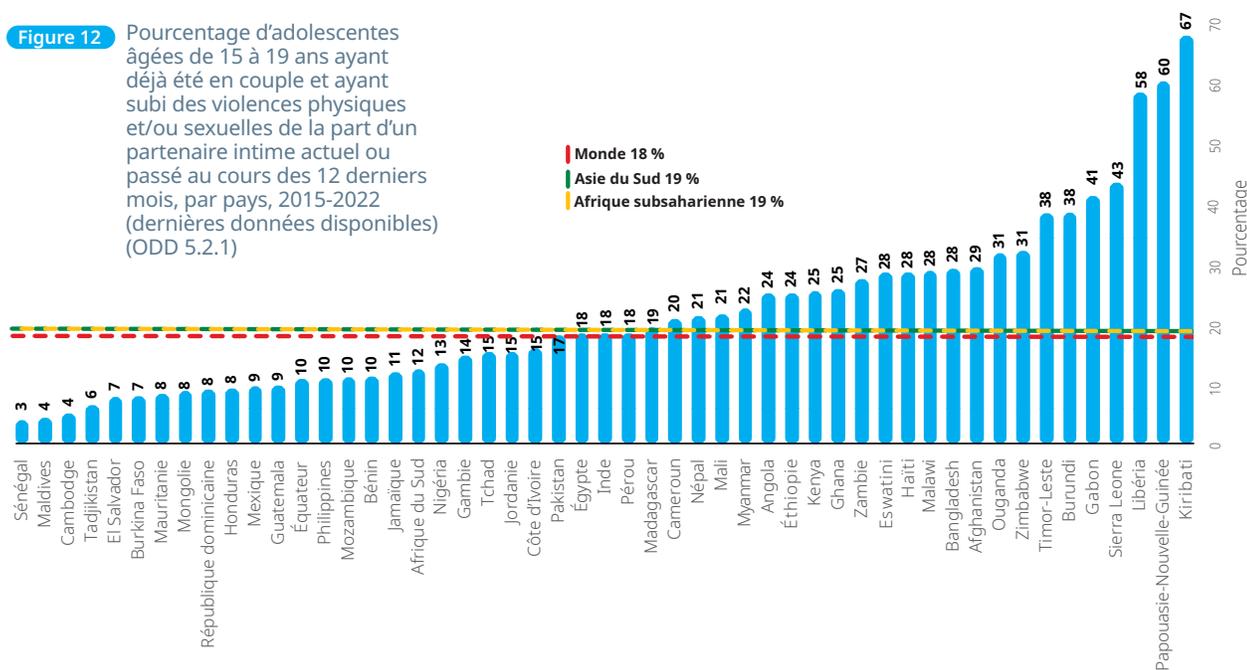
Les filles et les femmes qui perdent leurs systèmes d'appui et leur foyer, sont confrontées à des chocs de revenus et à l'insécurité économique ou sont déplacées vers des environnements dangereux sont exposées à un risque de violence encore plus grand. Par exemple, parmi plus de 850 femmes interrogées dans divers contextes humanitaires et post-conflit en Afrique près d'un an après le début de la pandémie de COVID-19, 73 % ont signalé une augmentation de la violence de la part de leurs partenaires intimes, 51 % ont mentionné une augmentation de la violence sexuelle et 32 % ont observé une augmentation des mariages précoces et forcés depuis le début de la pandémie<sup>59</sup>. En outre, par rapport aux niveaux observés avant la pandémie en 2019, la détection des cas de traite des filles a augmenté de 38 % à l'échelle mondiale en 2022, la majorité de ces victimes étant exploitées à des fins sexuelles<sup>60</sup>. De plus, même chez elles, les filles ne sont pas toujours en sécurité. En 2023, 51 100 femmes et filles – soit 140 femmes et filles chaque jour – ont été tuées par leur partenaire intime ou un autre membre de leur famille.

Bon nombre de ces victimes de féminicide avaient déjà signalé une forme de violence physique, sexuelle ou psychologique de la part de leur partenaire<sup>61</sup>.

Dans le monde, près d'une adolescente sur quatre ayant été mariée ou en couple a, au cours de sa vie, subi des violences de la part d'un partenaire intime. Ces violences sont définies comme tout abus physique ou sexuel perpétré par un partenaire actuel ou passé dans le cadre d'un mariage, d'une cohabitation ou de toute autre union formelle ou informelle<sup>62</sup>.

Au cours de l'année écoulée<sup>63</sup>, près d'une sur cinq a subi de telles violences (voir figure 12). Les taux de prévalence au cours de l'année écoulée varient considérablement d'un pays à l'autre, ce qui indique que la violence entre partenaires intimes n'est pas une caractéristique inéluctable de la vie, mais plutôt un phénomène qui peut être réduit et même évité. Les niveaux de violence exercée par un partenaire intime en Asie du Sud et en Afrique subsaharienne sont similaires (19 %). Dans les pays les moins avancés, ce taux s'élève à une adolescente sur quatre. En outre, parmi les pays disposant de données récentes, les valeurs varient de moins de 5 % des adolescentes dans des pays tels que le Cambodge et le Sénégal à plus de 50 % dans des pays tels que le Libéria, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et Kiribati.

**Figure 12** Pourcentage d'adolescentes âgées de 15 à 19 ans ayant déjà été en couple et ayant subi des violences physiques et/ou sexuelles de la part d'un partenaire intime actuel ou passé au cours des 12 derniers mois, par pays, 2015-2022 (dernières données disponibles) (ODD 5.2.1)



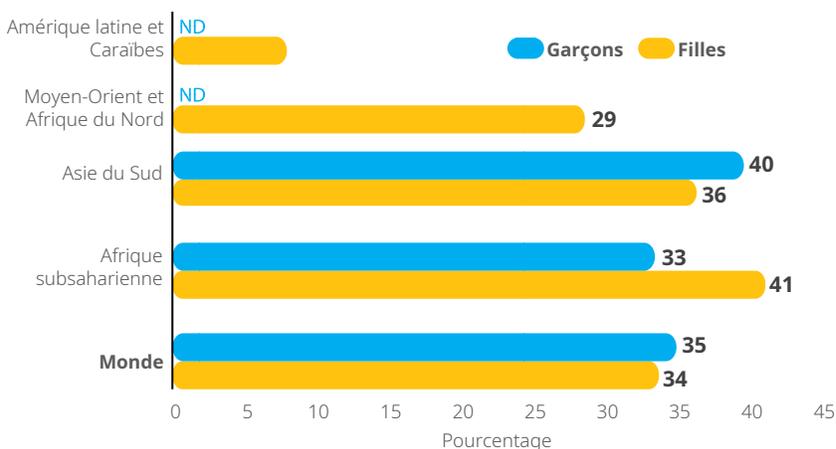
Source : bases de données mondiales de l'UNICEF, 2024, fondées sur des enquêtes en grappes à indicateurs multiples (MICS), des enquêtes démographiques et de santé (EDS) et d'autres enquêtes nationales.

## Dans le monde, les adolescentes et les adolescents sont tout aussi susceptibles de justifier la violence exercée par un partenaire intime

L'acceptabilité sociale de la violence conjugale se reflète dans l'attitude des adolescents – garçons et filles – envers l'idée qu'il peut être justifié pour un mari de frapper ou battre sa femme.

L'acceptation de cette forme de violence par les adolescents montre à quel point les normes de genre néfastes sont omniprésentes et indique qu'il peut être difficile pour les filles mariées victimes de violence de demander de l'aide, que ce soit de manière formelle ou informelle, et pour les filles célibataires de reconnaître et de s'engager dans des relations saines et équilibrées. Dans le monde, près d'un adolescent sur trois – filles et garçons confondus – âgé de 15 à 19 ans, considère qu'un mari a le droit de frapper sa femme dans au moins l'une des circonstances suivantes : si elle brûle la nourriture, si elle se dispute avec lui, si elle sort sans le prévenir, si elle néglige les enfants ou si elle refuse d'avoir des relations sexuelles avec lui (voir figure 13). En Asie du Sud, les garçons adolescents

**Figure 13** Pourcentage d'adolescents âgés de 15 à 19 ans qui considèrent qu'il est justifié pour un mari de frapper ou battre sa femme dans certaines circonstances, par sexe et par région, 2015-2022 (dernières données disponibles)



Source : bases de données mondiales de l'UNICEF, 2024, fondées sur des enquêtes en grappes à indicateurs multiples (MICS), des enquêtes démographiques et de santé (EDS) et d'autres enquêtes nationales.

Note : la couverture des données était insuffisante pour calculer les agrégats des régions non représentées. La couverture des données était insuffisante pour calculer les agrégats régionaux des garçons en Amérique latine et dans les Caraïbes, ainsi qu'au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Les raisons invoquées étaient les suivantes : si l'épouse brûle la nourriture, se dispute avec son mari, sort sans le prévenir, néglige les enfants ou refuse d'avoir des relations sexuelles avec son mari.

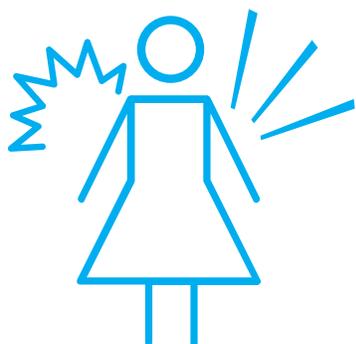
sont plus nombreux que les filles à penser ainsi (respectivement 40 et 36 %), tandis qu'en Afrique subsaharienne, c'est l'inverse : 41 % des adolescentes justifient la violence exercée par un partenaire intime, contre 33 % des garçons.

Cette disparité indique, comme le comportement violent lui-même, que cette norme sociale n'est ni inébranlable, ni limitée aux garçons et aux hommes, mais au contraire qu'elle est malléable et peut évoluer avec le temps.



## Dans le monde, 50 millions de filles en vie à ce jour ont subi des violences sexuelles\*

Violence sexuelle



\*La violence sexuelle comprend les formes de violence avec contact (c'est-à-dire le viol ou l'agression sexuelle) ainsi que les formes de violence sans contact, telles que la violence verbale ou en ligne. Fonds des Nations Unies pour l'enfance, *When Numbers Demand Action: Confronting the global scale of sexual violence against children*, UNICEF, New York, 2024.

On dispose de peu de données fiables et comparables au niveau mondial sur les violences sexuelles subies par les filles, et les données sont encore plus rares en ce qui concerne les garçons.

À l'échelle mondiale, 6 pays sur 10 ont des données nationales sur les violences sexuelles à l'encontre des filles, tandis qu'un pays sur six seulement dispose de données nationales pour les garçons<sup>64</sup>. Des estimations récentes suggèrent toutefois que, dans le monde, 650 millions de filles et de femmes

en vie à ce jour ont subi des violences sexuelles dans leur enfance. Parmi elles, 50 millions sont des filles et 600 millions sont des femmes adultes qui ont subi ces violences lorsqu'elles étaient enfants<sup>65</sup>. Sur ces 650 millions, 370 millions ont été violées ou agressées sexuellement pendant leur enfance. Par ailleurs, si les adolescentes et les jeunes femmes sont touchées de manière disproportionnée par cette forme de violence, de nombreux garçons en sont également victimes : on estime que près de 40 millions de garçons en vie à ce jour ont déjà été victimes de violences sexuelles<sup>66</sup>.

## La violence fondée sur le genre facilitée par la technologie présente de nouveaux risques, en particulier pour les adolescentes

La violence fondée sur le genre facilitée par la technologie est un domaine de recherche en pleine évolution, dont les données indiquent que les adolescentes sont touchées de manière disproportionnée par cette forme de violence<sup>67</sup>.

Alors que la technologie et les plateformes numériques occupent une place de plus en plus importante dans notre vie quotidienne, en particulier dans celle des adolescents, ces espaces deviennent aussi des lieux propices aux abus et au harcèlement sexuel qui offrent de nouvelles

possibilités. L'utilisation généralisée de la technologie et l'anonymat qui la caractérise le plus souvent augmentent la portée, la durée et la gravité de ces formes de violence, tout en rendant leur réglementation et leur répression plus difficiles<sup>68</sup>. La violence fondée sur le genre facilitée par la technologie a de graves conséquences sur la vie des filles et des femmes et peut avoir une lourde incidence sur leur implication effective dans la société<sup>69</sup>. Elle peut conduire les filles à réduire leur participation aux activités publiques et sur les plateformes numériques – auxquelles elles ont déjà moins accès que leurs

homologues masculins – ainsi qu'à s'autocensurer et à se mettre en retrait des espaces en ligne et hors ligne.

À mesure que les plateformes numériques évoluent, il est urgent d'établir des concepts et des instruments de mesure normalisés de cette violence afin de pouvoir mesurer plus efficacement sa prévalence<sup>70</sup>. Il importe par ailleurs de disposer de mécanismes de protection plus solides, de technologies sûres et de programmes d'alphabétisation numérique pour garantir que les espaces numériques soient inclusifs et sûrs pour tous, y compris pour les adolescentes.

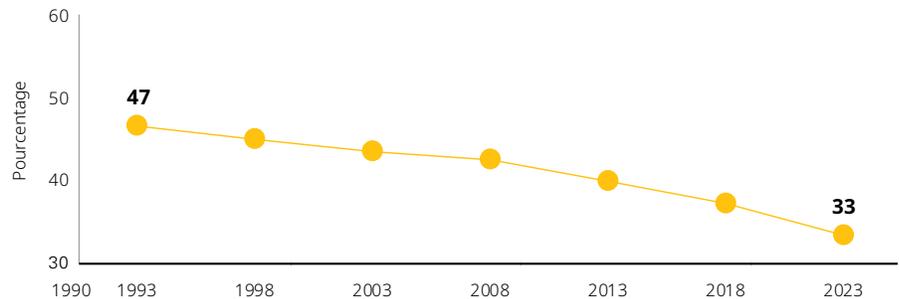


## La pratique des mutilations génitales féminines est en déclin, mais les progrès prennent des décennies

Profondément enracinée dans des normes de genre néfastes, la pratique des mutilations génitales féminines (MGF) constitue une grave violation des droits des filles et entraîne des conséquences physiques et psychologiques à long terme, notamment des infections, l'infertilité et des effets préjudiciables sur la santé mentale, tels que des symptômes d'anxiété, de dépression et de stress post-traumatique, ainsi que des complications liées à la procréation.

Cette pratique a reculé au fil du temps dans de nombreux pays où elle existe, tandis que sa prévalence est restée inchangée dans d'autres. Au cours des 30 dernières années, parmi les pays ayant progressé sur cette question, la prévalence des MGF chez les adolescentes âgées de 15 à 19 ans a diminué de 14 points de pourcentage, passant de 47 % au début des années 1990 à 33 % aujourd'hui (figure 14). Toutefois, pour atteindre l'ODD visant leur élimination d'ici à 2030, le taux de déclin devrait être 27 fois plus rapide. En outre, environ 4 millions de filles subissent cette pratique chaque

**Figure 14** Pourcentage d'adolescentes âgées de 15 à 19 ans qui ont subi des mutilations génitales féminines dans les pays en progrès, 1993-2023 (ODD 5.3.2)



Source : bases de données mondiales de l'UNICEF, 2024, fondées sur des enquêtes en grappes à indicateurs multiples (MICS), des enquêtes démographiques et de santé (EDS) et d'autres enquêtes nationales.  
Note : les valeurs représentent une moyenne pondérée en fonction de la population de la prévalence des mutilations génitales féminines dans 22 pays qui ont collecté des données représentatives au niveau national sur cette pratique et qui ont observé une baisse statistiquement significative de sa prévalence au cours des 30 dernières années.

année – et le nombre de filles nées dans les 31 pays où les MGF sont particulièrement fréquentes devrait continuer à augmenter rapidement, ce qui signifie que davantage de filles seront menacées à l'avenir si la pratique n'est pas éliminée. Pourtant, des progrès sont possibles. Le Bénin, le Burkina Faso, l'Éthiopie, l'Iraq, le Kenya, le Libéria, les Maldives, le Nigéria, la République-Unie de Tanzanie et la Sierra Leone ont fait d'immenses progrès, divisant par deux ou réduisant la prévalence des MGF d'au moins 30 points de pourcentage au cours des 30 dernières années<sup>71</sup>.

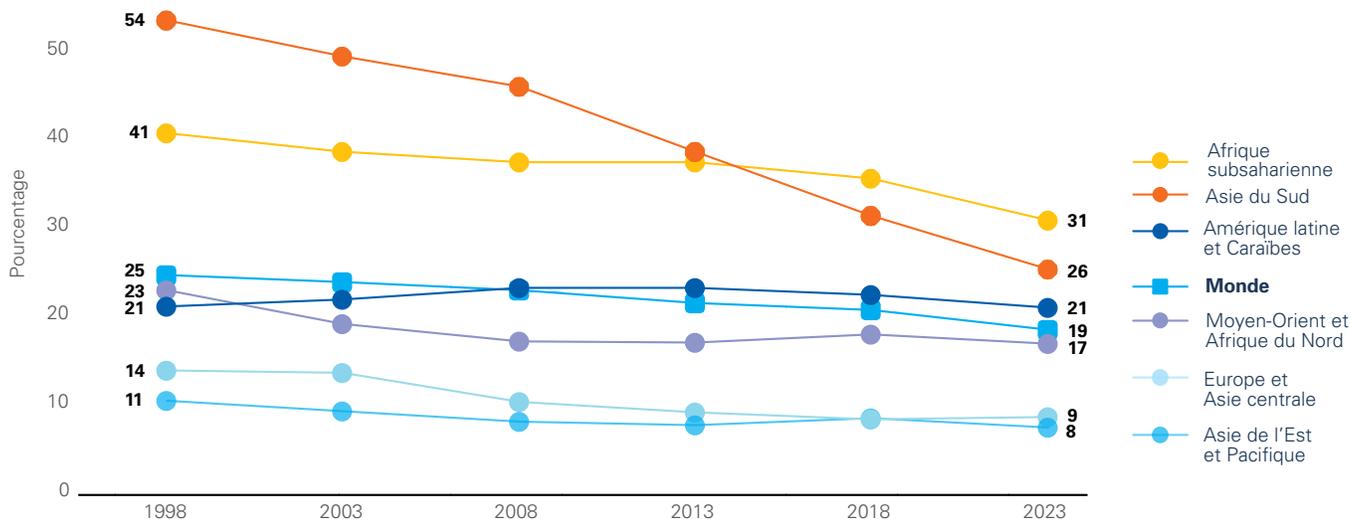
**De plus, 4 victimes de MGF sur 10 vivent dans des environnements fragiles et touchés par des conflits, où la croissance démographique est également rapide.**

Cette combinaison de facteurs peut mettre à rude épreuve les services éducatifs et de santé, détourner les ressources vers les crises et perturber les programmes qui luttent contre les inégalités de genre, ce qui rend plus difficile la lutte contre les MGF<sup>72</sup>.



## À l'échelle mondiale, la prévalence des mariages d'enfants a diminué au cours des 25 dernières années, mais des millions de filles continuent d'être mariées pendant l'enfance

**Figure 15** Pourcentage de jeunes femmes âgées de 20 à 24 ans qui ont été mariées ou ont vécu en union libre pour la première fois avant l'âge de 18 ans, par région, 1998-2023 (ODD 5.3.1)



Source : bases de données mondiales de l'UNICEF, 2024, fondées sur des enquêtes en grappes à indicateurs multiples (MICS), des enquêtes démographiques et de santé (EDS) et d'autres enquêtes nationales.

**Le mariage d'enfants constitue une violation du droit des filles à leur enfance et compromet la transition en bonne santé des adolescentes vers l'âge adulte.**

Les pays où les mariages d'enfants sont les plus répandus sont associés à une prévalence plus élevée de la violence conjugale (que ce soit au cours de l'année écoulée ou tout au long de la vie)<sup>73</sup>. Les mariages d'enfants peuvent isoler les filles de leur famille et de leurs amis et les empêcher de participer à la vie de leur communauté, ce qui a de lourdes conséquences sur leur bien-être physique et psychologique. S'il est indispensable de mettre fin aux mariages d'enfants, il convient également de mettre en place des mécanismes pour garantir que les filles déjà mariées bénéficient des services et du soutien dont elles ont besoin, notamment l'accès aux services de santé et de protection et à l'éducation.

Au cours des 25 dernières années, la prévalence des mariages d'enfants est passée de près d'une fille sur quatre à une sur cinq mariée avant l'âge de 18 ans (figure 15).

**Toutefois, l'essentiel de ces progrès concerne les filles issues des familles les plus riches. En effet, les filles des ménages les plus aisés représentent trois fois plus de cas de mariage d'enfants évités que les filles des ménages les plus pauvres<sup>74</sup>.**

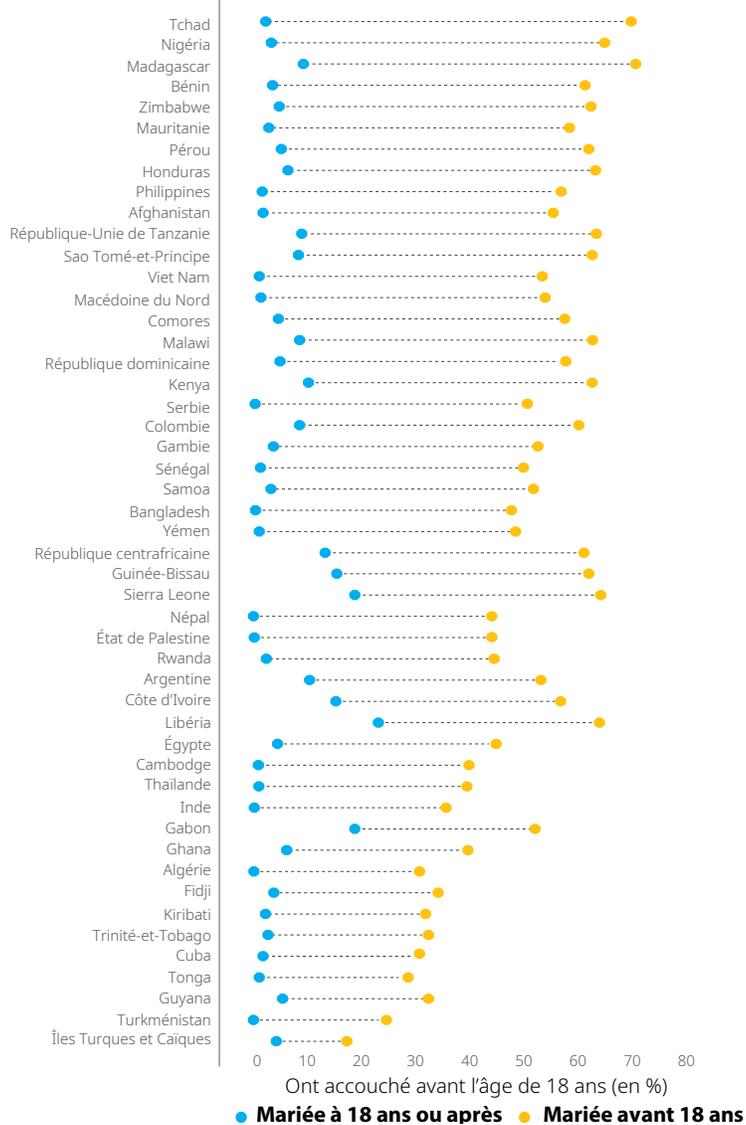
Au niveau régional, les progrès les plus importants ont été observés en Asie du Sud, où le risque pour une fille d'être mariée pendant l'enfance a diminué de moitié au cours des 25 dernières années, passant de 54 à 26 %. Si l'Inde a enregistré la plus grande amélioration, une fille ou une femme sur trois en vie à ce jour et ayant été mariée dans son enfance réside dans ce pays, soit une proportion équivalente à celle des 10 pays suivants réunis<sup>75</sup>. Le rythme des progrès a été plus lent en Afrique subsaharienne, qui devance désormais l'Asie du Sud en tant que région où la prévalence des mariages d'enfants est la plus élevée (31 %). En Amérique latine et dans les Caraïbes, où le mariage d'enfants prend souvent la forme d'une union informelle dans laquelle une fille vit avec son partenaire, aucun progrès n'a été observé au

cours des 25 dernières années. Actuellement, 21 % des jeunes femmes de la région étaient mariées ou en union avant l'âge de 18 ans.



## Il existe une corrélation étroite entre les mariages d'enfants et les grossesses précoces

**Figure 16** Pourcentage de jeunes femmes âgées de 20 à 24 ans ayant accouché avant l'âge de 18 ans, par âge au moment du mariage, par pays, 2019-2023 (dernières données disponibles)



Source : bases de données mondiales de l'UNICEF, 2024, fondées sur des enquêtes en grappes à indicateurs multiples (MICS), des enquêtes démographiques et de santé (EDS) et d'autres enquêtes nationales.

**Les filles qui se marient avant l'âge de 18 ans sont plus susceptibles d'être enceintes à l'adolescence, qu'il s'agisse d'une cause ou d'une conséquence du mariage précoce.**

Dans les 49 pays pour lesquels on dispose de données récentes, on observe que les grossesses précoces sont plus fréquentes chez les épouses enfants ; et l'écart est important dans tous les pays (figure 16). Par exemple, au Tchad, 71 % des jeunes femmes

âgées de 20 à 24 ans qui se sont mariées pendant leur enfance ont également accouché pendant leur enfance, contre seulement 3 % des femmes âgées de 20 à 24 ans qui se sont mariées à 18 ans ou plus. En Afghanistan, les taux respectifs sont de 55 % et de 2 %. Dans certains pays toutefois, le taux de natalité chez les adolescentes non mariées reste élevé. En Sierra Leone, par exemple, une jeune femme sur cinq a accouché avant l'âge de 18 ans, bien qu'elle ne se soit pas mariée avant l'âge de 18 ans ou plus.

## Mettre fin aux mariages d'enfants : l'Inde connaît des changements majeurs

Au cours des 30 dernières années, l'Inde et 15 autres États soutenus depuis 2016 par le Programme mondial UNFPA-UNICEF visant à mettre fin au mariage d'enfants ont pris des mesures concrètes pour éliminer cette pratique. Pendant la dernière décennie, la prévalence des mariages d'enfants a fortement diminué en Inde grâce aux progrès réalisés dans l'éducation des filles, la réduction de la pauvreté, la promotion de normes de genre positives et le renforcement des services sociaux, de la justice et des systèmes d'application de la loi<sup>76</sup>. Malgré ces avancées, 23 % des filles en Inde se marient encore avant l'âge de 18 ans et les progrès stagnent dans certains États, ce qui révèle la nécessité d'élaborer des stratégies ciblées pour atteindre les communautés marginalisées.

### Advika : une approche unique pour mettre fin aux mariages d'enfants dans l'État d'Odisha en Inde

Le programme Advika (« Je suis unique »), lancé en 2020 par le Gouvernement de l'État d'Odisha en collaboration avec l'UNICEF et l'UNFPA, est une initiative transformatrice qui vise à prévenir les mariages d'enfants. L'État d'Odisha, qui compte 8,3 millions d'enfants âgés de 10 à 19 ans, représente 20,5 % des mariages d'enfants signalés en Inde et 7,6 % des adolescentes qui deviennent mères avant l'âge de 19 ans.

Le programme Advika s'attaque à ces pratiques par l'éducation, le développement des compétences, la formation au leadership et la mobilisation communautaire. Des paires influents (appelés Sakhi-Sahelis et Sakha-Bandhus) sont formés aux droits de l'enfant, à la protection de l'enfance, aux compétences de la vie courante et à l'orientation professionnelle, en vue de devenir des champions de l'égalité des genres. En 2023, 230 000 adolescents non scolarisés ont bénéficié d'un soutien éducatif et professionnel. Cette initiative a également permis de former 448 000 travailleurs de première ligne, dont 300 000 paires influents, pour lutter contre les mariages d'enfants, la traite et les mauvais traitements.

Le programme a obtenu des résultats significatifs : en 2024, plus de 2,5 millions d'adolescents ont été sensibilisés, plus de 11 000 villages ont été déclarés exempts de mariages d'enfants et 950 mariages d'enfants ont été évités en une seule année<sup>77</sup>.

## Santé et nutrition

Esperance de vie d'une fille de 15 ans



**80,4 ans**  
d'espérance de vie  
à l'âge de 15 ans  
dans les pays  
à revenu élevé



**72,3 ans**  
d'espérance de vie  
à l'âge de 15 ans  
dans les pays  
à faible revenu  
*30 ans plus tard*

1995

2023

Source : Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies – Division de la population, « Perspectives de la population mondiale 2024 ».

Note : l'espérance de vie est calculée sur la base du nombre moyen d'années qui restent à vivre à une cohorte hypothétique de femmes atteignant l'âge de 15 ans si elles continuent d'être soumises aux taux de mortalité d'une année donnée.

En 1995, lors de l'adoption du Programme d'action de Beijing, une adolescente de 15 ans pouvait espérer vivre 74,6 ans en moyenne à l'échelle mondiale. Aujourd'hui, une adolescente de 15 ans peut espérer vivre 79,1 ans (soit 4,5 ans de plus), ce qui témoigne d'une certaine amélioration de la santé et du bien-être de cette génération. Si elle bénéficie des ressources et des possibilités adéquates, chacune de ces filles a le potentiel de prendre les décisions qui concernent sa vie et son bien-être, de poursuivre ses rêves et de façonner l'avenir collectif de sa famille, de sa communauté et de la société. Mais les ressources et les possibilités ne sont pas réparties de manière égale et les progrès ne sont pas toujours linéaires. Bien que l'espérance de vie des filles de 15 ans ait augmenté depuis 1995 pour toutes les catégories de revenu, les

défis en matière de santé et de bien-être des filles au-delà de l'enfance restent omniprésents, en particulier dans les pays à faible revenu.

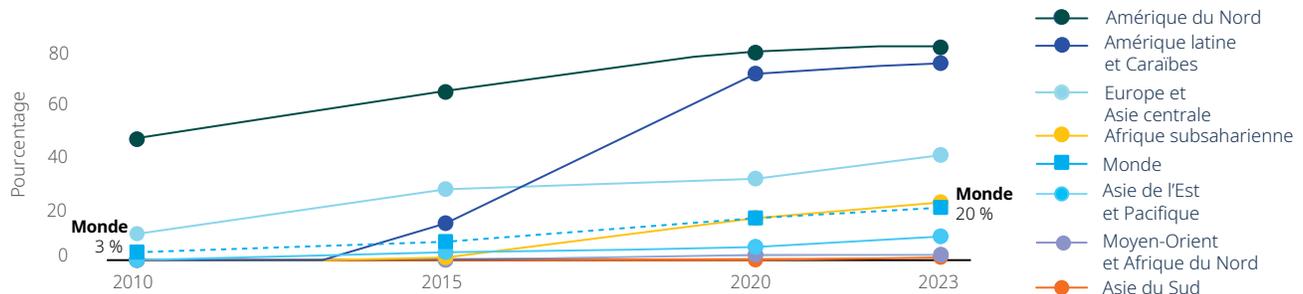
**Les données indiquent que, pour les adolescentes des pays à faible revenu, trois décennies n'ont pas permis de combler les inégalités entre les pays.**

De fait, une fille de 15 ans vivant aujourd'hui dans un pays à faible revenu a une espérance de vie plus courte (8,1 années de moins en moyenne) qu'une adolescente qui vivait dans un pays à revenu élevé il y a 30 ans. Et par rapport à ses homologues qui vivent aujourd'hui dans les pays à revenu élevé, son espérance de vie est plus courte de 12 ans (72,3 ans contre 84,5 ans).



## Si la vaccination des adolescentes contre le cancer du col de l'utérus a progressé depuis 2010, à l'heure actuelle, seule une adolescente sur cinq dans le monde a reçu au moins une dose de vaccin contre le HPV, ce qui souligne la nécessité d'intensifier les efforts

**Figure 17** Pourcentage d'adolescentes qui ont eu 15 ans au cours de l'année de référence et qui ont reçu au moins une dose de vaccin contre le HPV entre 9 et 14 ans, par région, 2010-2023



Source : estimations OMS/UNICEF de la couverture vaccinale contre le HPV, mises à jour en 2023.

**Le papillomavirus humain (HPV) est une infection virale courante qui peut entraîner un certain nombre de cancers, dont le cancer du col de l'utérus, qui constitue le quatrième cancer le plus mortel pour les femmes dans le monde<sup>78</sup>.**

À l'échelle mondiale, le pourcentage d'adolescentes de 15 ans ayant reçu au moins une dose de vaccin contre le HPV – l'un des vaccins les plus efficaces au monde – entre 9

et 14 ans, est passé de 3 % à 20 % entre 2010 et 2023 (figure 17). Dans la région Amérique latine et Caraïbes, qui a marqué la plus forte progression au cours de la dernière décennie, trois adolescentes sur quatre âgées de 15 ans actuellement ont reçu au moins une dose de vaccin. En revanche, pratiquement aucun progrès n'a été réalisé en Asie du Sud et au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, où respectivement 1 % et 2 % des filles de 15 ans ont reçu au moins une dose de vaccin.

**De plus, les données de suivi indiquent que la pandémie de COVID-19 a fait reculer les taux déjà faibles de couverture vaccinale du HPV en Asie de l'Est et dans le Pacifique, en Amérique latine et dans les Caraïbes, ainsi qu'en Afrique subsaharienne, en partie à cause de la fermeture des écoles, où de nombreuses filles sont vaccinées<sup>79</sup>.**

### Programme HPV Plus : mieux protéger la santé des filles au Bangladesh

Le vaccin contre le HPV sauve des vies. C'est un outil essentiel et très efficace pour éliminer le cancer du col de l'utérus. L'Organisation mondiale de la Santé recommande de vacciner les filles âgées de 9 à 14 ans. Outre la prévention du cancer, la vaccination contre le HPV peut être l'occasion de rencontrer des filles difficiles à atteindre pour leur proposer d'autres services de santé, comme un appui à la nutrition. Cependant, des obstacles tels que les contraintes d'approvisionnement, la pauvreté et la méfiance du public entravent les progrès dans de nombreux pays.

En 2023, l'UNICEF a lancé le programme HPV Plus et a investi 10 millions de dollars É.-U. pour soutenir la mise en place du vaccin contre le HPV et son déploiement dans 21 pays d'ici à 2025. Ce programme est venu renforcer l'initiative de vaccination contre le HPV menée par Gavi, qui vise à vacciner 86 millions de filles dans le monde à l'horizon 2025.

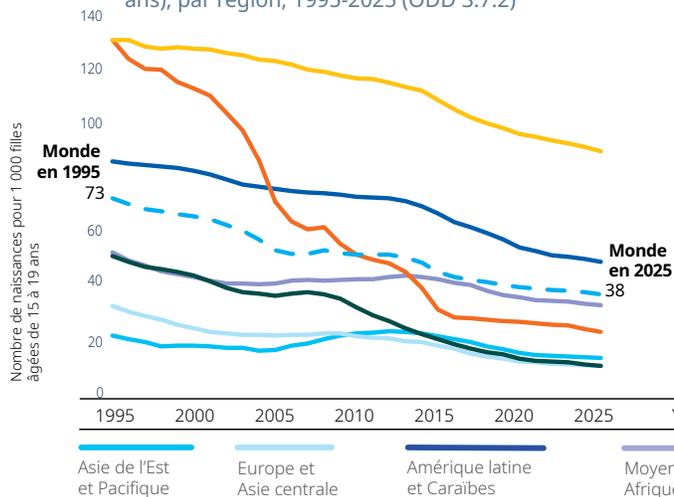
Le programme fournit une assistance et un soutien techniques en s'appuyant sur les systèmes de santé existants pour renforcer les actions en faveur des filles et en établissant des partenariats avec des organisations dirigées par des filles et des femmes<sup>80</sup>.

Au Bangladesh, où le cancer du col de l'utérus est le deuxième cancer le plus fréquent chez les femmes, le programme HPV Plus de l'UNICEF a enregistré des avancées remarquables en 2024. Dans l'ensemble, la campagne de vaccination contre le HPV au Bangladesh a atteint une couverture de 93 %, avec 5,2 millions de filles vaccinées, et le projet pilote HPV Plus a permis d'atteindre les filles les plus vulnérables grâce à un programme complet de santé et de nutrition pour les adolescentes, avec l'appui du Ministère de la santé. L'UNICEF a ainsi soutenu la formation de 1 752 prestataires de soins de santé et permis d'atteindre 291 939 adolescentes et d'en vacciner plus de 124 000. Au total, 1 098 pairs

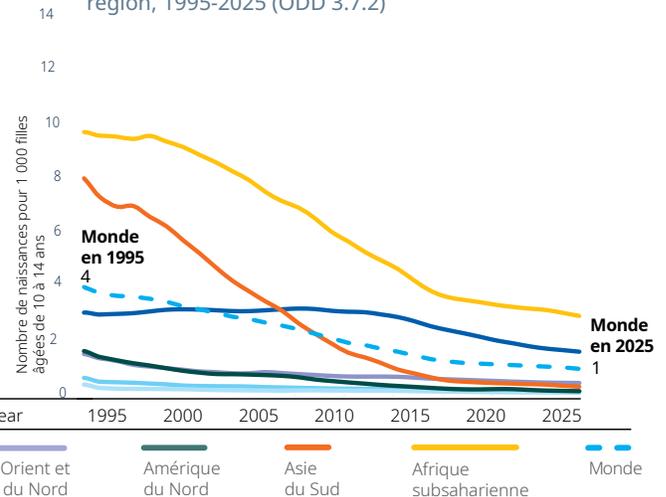
influents, 2 640 membres de clubs d'adolescents et 1 345 enseignants ont été formés ; et 73 871 adolescents ont été sensibilisés dans 210 écoles et madrassas. Le site Web et l'application consacrés à la santé des adolescents ont intégré des informations sur le HPV et ont obtenu 1,5 million de vues l'année dernière. 123 288 personnes ont bénéficié d'un soutien en santé mentale et de services essentiels assurés par la ligne d'assistance téléphonique pour les enfants. Des partenariats noués avec 19 organisations communautaires ont permis de vacciner 2 353 adolescentes vulnérables exposées aux pratiques sexuelles transactionnelles et de former 33 responsables d'organisations communautaires et 600 adolescentes et jeunes femmes vulnérables. Il s'agit d'une expérience d'apprentissage précieuse pour comprendre quelles réponses multisectorielles sont les plus efficaces pour répondre aux besoins des filles et faire progresser leurs droits à moindre coût.

## Le taux de natalité chez les adolescentes âgées de 15 à 19 ans a presque diminué de moitié au cours des 30 dernières années, mais il reste élevé en Afrique subsaharienne, en Amérique latine et dans les Caraïbes

**Figure 18a** Taux de natalité chez les adolescentes (nombre de naissances pour 1 000 filles âgées de 15 à 19 ans), par région, 1995-2025 (ODD 3.7.2)



**Figure 18b** Taux de natalité chez les adolescentes (nombre de naissances pour 1 000 filles âgées de 10 à 14 ans), par région, 1995-2025 (ODD 3.7.2)



Source : Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies – Division de la population, « Perspectives de la population mondiale 2024 ».

Les grossesses précoces, ou les grossesses et accouchements pendant l'adolescence, peuvent avoir de graves conséquences. Les complications liées à la grossesse et à l'accouchement sont à l'origine d'environ 1 décès sur 23 chez les adolescentes âgées de 15 à 19 ans à travers le monde<sup>81</sup>, tandis que le risque qu'une jeune fille de 15 ans meure d'une cause liée à la maternité était de 1 sur 210 en 2020<sup>82</sup>.

**En outre, la grossesse et la maternité peuvent compromettre le développement par ailleurs sain des adolescentes jusqu'à l'âge adulte. En effet, de nombreuses filles enceintes sont contraintes ou forcées d'abandonner l'école, ce qui peut avoir une incidence sur leurs perspectives d'apprentissage et réduire leur participation à la vie active et leur accès à un travail décent à l'âge adulte.**

Ces filles étant plus susceptibles d'être issues de ménages plus pauvres – à l'échelle mondiale, les femmes âgées de 20 à 24 ans appartenant au quintile le plus pauvre sont 3,7 fois plus susceptibles d'accoucher avant l'âge de 18 ans que celles du quintile le plus riche<sup>83</sup> –, leur désavantage économique est d'autant plus aggravé par une maternité précoce.

Les grossesses et les accouchements précoces peuvent également avoir des conséquences sociales négatives pour les filles, notamment la stigmatisation et la dégradation de leur statut au sein de leur foyer et de leur communauté. Les grossesses non désirées chez les adolescentes, en particulier hors mariage, peuvent entraîner le rejet et la violence de la part des membres de la famille, des pairs et des partenaires, et aboutir à des mariages précoces forcés.

Les mères adolescentes courent également le risque d'être des mères célibataires. La proportion de jeunes mères célibataires (moins de 25 ans) à la tête d'un foyer monoparental est de 3 % à travers le monde. Cette proportion, bien que relativement peu élevée, représente quelque 3,8 millions de jeunes femmes extrêmement vulnérables, dont un grand nombre ont moins de 17 ans, et qui vivent seules avec leurs enfants<sup>84</sup>.

Au niveau mondial, le taux de natalité chez les adolescentes a presque diminué de moitié au cours des 30 dernières années, passant de 73 à 38 naissances pour 1 000 adolescentes âgées de 15 à 19 ans (figure 18a). Pourtant, près de 12 millions d'adolescentes âgées de 15 à 19 ans devraient accoucher en 2025. Les progrès les plus importants ont été observés en Asie du Sud, où la proportion de filles âgées de 15 à 19 ans

qui ont un enfant est passée de 13 filles sur 100 en 1995 à seulement 2 sur 100 aujourd'hui. Si les adolescentes d'Asie du Sud et d'Afrique subsaharienne étaient tout aussi susceptibles d'avoir un enfant en 1995, la réduction du nombre de naissances chez les adolescentes a progressé moins vite en Afrique subsaharienne qu'en Asie du Sud. En Afrique subsaharienne aujourd'hui, une adolescente sur neuf âgée de 15 à 19 ans a un enfant. En outre, si la proportion de naissances chez les adolescentes en Afrique subsaharienne a diminué au cours des trois dernières décennies, le nombre de naissances chez les adolescentes a néanmoins augmenté en raison de la croissance démographique dans la région.

Les adolescentes plus jeunes, c'est-à-dire les filles âgées de 10 à 14 ans, seront encore plus de 325 000 à accoucher en 2025, alors même que le fait d'être enceintes leur fait courir un risque encore plus grave. Bien que le taux de natalité chez les adolescentes de ce groupe d'âge ait diminué dans toutes les régions depuis 1995, l'Amérique latine et les Caraïbes ainsi que l'Afrique subsaharienne continuent d'afficher des taux de natalité chez les adolescentes (respectivement 2 et 3 naissances pour 1 000 filles âgées de 10 à 14 ans) supérieurs au taux mondial (1 naissance pour 1 000 filles âgées de 10 à 14 ans) (figure 18b).

### La scolarisation des filles est associée à des taux plus faibles de natalité chez les adolescentes.

Dans les zones rurales du Kenya, par exemple, les adolescentes dont la scolarité a été interrompue en raison de la COVID-19 étaient deux fois plus susceptibles de tomber enceintes avant d'avoir

terminé leurs études secondaires que les filles diplômées juste avant la pandémie de COVID-19.

Ces filles étaient également deux fois plus susceptibles de déclarer que leur premier rapport sexuel n'était pas désiré que les filles qui n'ont pas subi la crise de la COVID-19 pendant leurs études secondaires<sup>85</sup>. Une étude menée au Kenya, en Ouganda, en République-Unie de Tanzanie et au Rwanda a

révéillé que 56 % des adolescentes issues de populations difficiles à atteindre qui avaient abandonné l'école au début de la pandémie étaient actuellement enceintes ou l'avaient été récemment. La pauvreté, le manque de services disponibles, la stigmatisation sociale et les restrictions légales viennent par ailleurs aggraver les difficultés auxquelles les adolescentes sont confrontées<sup>86</sup>.

### Si l'accès des adolescentes à la planification familiale a augmenté de 25 points de pourcentage au cours des 30 dernières années, les besoins de nombreuses filles restent toutefois insatisfaits

#### Les grossesses de nombreuses adolescentes ne sont ni planifiées ni désirées.

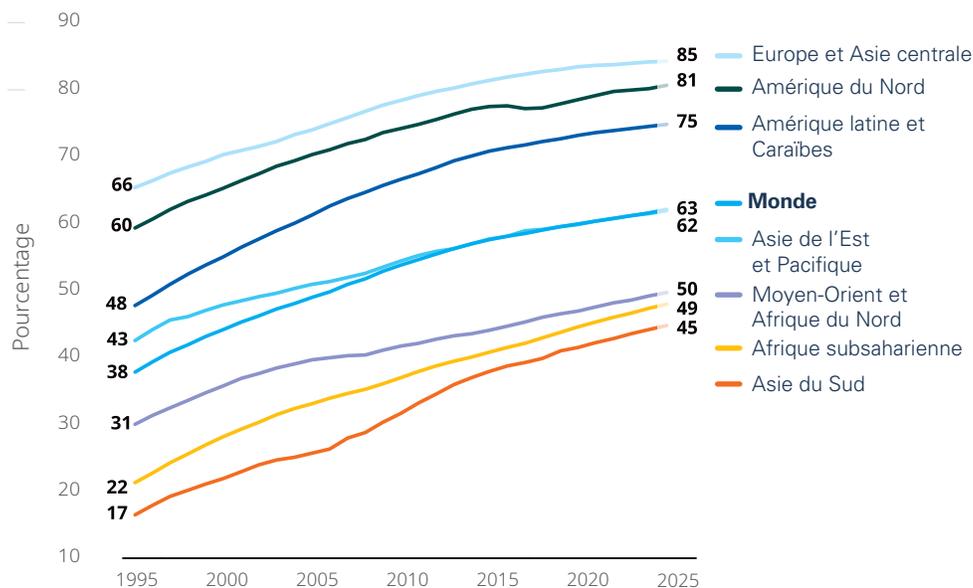
Les adolescentes rencontrent des obstacles pour accéder à des contraceptifs efficaces et les utiliser, notamment le coût, la stigmatisation, le manque d'accès à des informations précises et pertinentes, la crainte des effets secondaires et l'autonomie limitée dans la prise de décision. Cependant, lorsqu'elles disposent du soutien, des outils et des ressources

nécessaires, les adolescentes prennent des décisions concernant leur santé. Aussi, pour répondre aux besoins des adolescentes et les aider à prévenir ou à reporter une grossesse, il est crucial de s'attaquer à tous ces obstacles.

Au niveau mondial, la proportion d'adolescentes âgées de 15 à 19 ans dont les besoins en planification familiale ont été satisfaits par des méthodes modernes est passée de 38 à 63 % au cours des 30 dernières années (figure 19). Si la satisfaction des besoins des filles a progressé

dans toutes les régions depuis 1995, il existe néanmoins d'importantes disparités. Dans les régions du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, de l'Asie du Sud et de l'Afrique subsaharienne, la situation s'est améliorée pour une adolescente sur deux ou moins, alors qu'elles sont trois sur quatre à voir leurs besoins en matière de contraception moderne satisfaits en Amérique latine et dans les Caraïbes, et plus de 80 % en Amérique du Nord, en Europe et en Asie centrale.

**Figure 19** Pourcentage d'adolescentes âgées de 15 à 19 ans dont les besoins en planification familiale sont satisfaits par des méthodes modernes, par région, 1995-2025 (ODD 3.7.1)



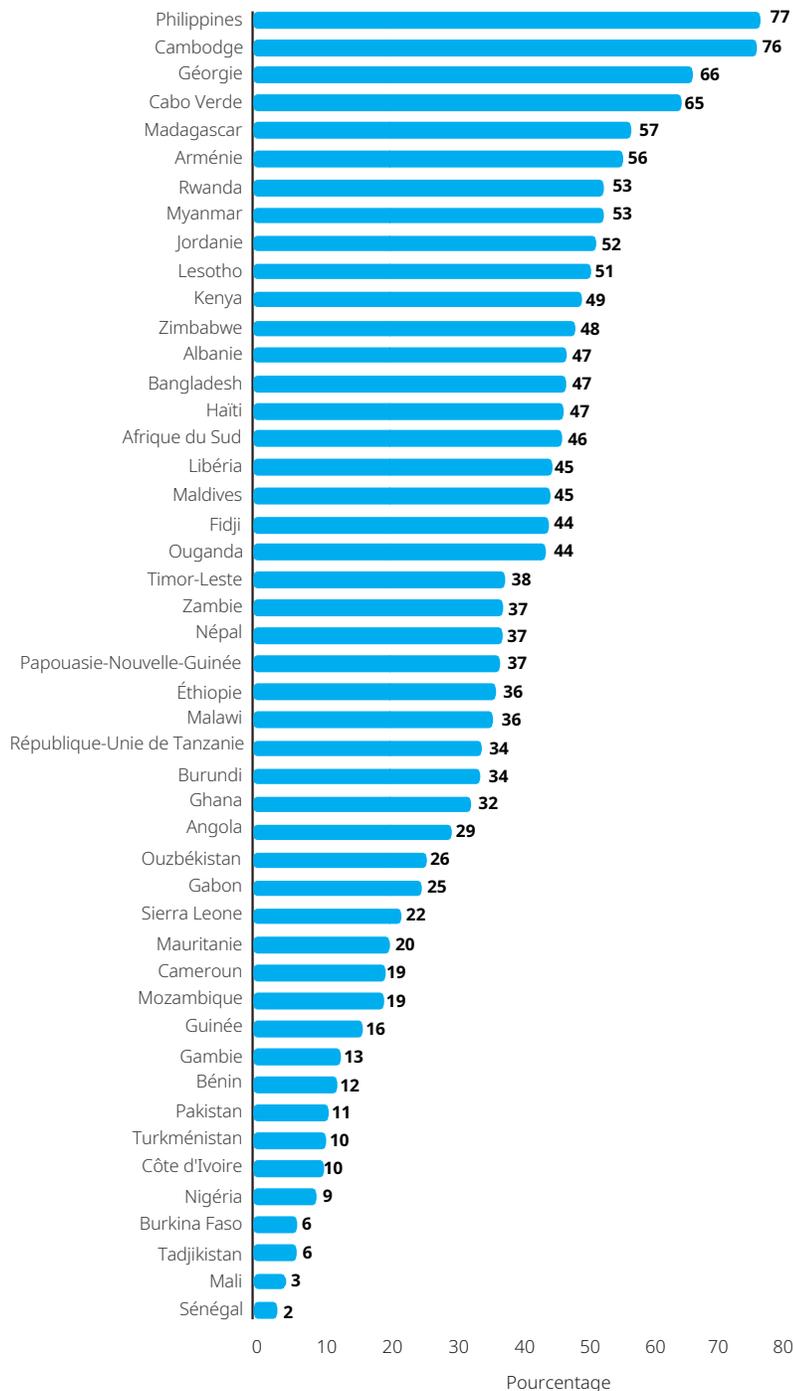
Source : données agrégées calculées par le Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies – Division de la population, à partir des données compilées dans World Contraceptive Use 2024.

Note : Les méthodes modernes de contraception comprennent la stérilisation féminine et masculine, le dispositif intra-utérin (DIU), l'implant, les injectables, les pilules contraceptives orales, les préservatifs masculins et féminins, les méthodes de barrière vaginale (y compris le diaphragme, la cape cervicale et la mousse spermicide, la gelée, la crème et l'éponge), la méthode de l'allaitement maternel et de l'aménorrhée (MAMA), la contraception d'urgence et d'autres méthodes modernes non déclarées séparément (par exemple, le timbre contraceptif ou l'anneau vaginal).



## Dans la plupart des pays pour lesquels des données sont disponibles, peu d'adolescentes mariées prennent des décisions concernant leur propre santé sexuelle et procréative

**Figure 20** Pourcentage d'adolescentes âgées de 15 à 19 ans actuellement mariées qui prennent des décisions éclairées à propos de leur santé procréative, par pays, 2015-2024 (dernières données disponibles) (ODD 5.6.1)



Dans 37 des 47 pays pour lesquels on dispose de données (figure 20), moins d'une adolescente sur deux âgée de 15 à 19 ans qui est mariée ou en couple prend actuellement des décisions éclairées concernant sa propre santé sexuelle et procréative, qu'il s'agisse de leur capacité à choisir ses soins de santé, à utiliser ou non des contraceptifs ou encore à refuser des rapports sexuels. Le Sénégal est le pays le moins avancé sur cette question, avec seulement 2 % des filles prenant des décisions éclairées, tandis que les Philippines sont à l'avant-garde, avec un taux de 77 %.

L'accès à une éducation complète à la sexualité (ECS) est un élément essentiel pour garantir que les adolescentes et les adolescents ont les connaissances, les compétences et la capacité de prendre des décisions autonomes et saines à propos de leur corps, de leur activité sexuelle et de leurs relations. Elle permet également de remettre en question les tabous et les mythes et normes néfastes sur la sexualité et la grossesse chez les adolescentes<sup>87</sup>.

### Définitions : Éducation complète à la sexualité

L'éducation complète à la sexualité (ECS) est un processus d'enseignement et d'apprentissage intégré au programme scolaire qui porte sur les aspects cognitifs, émotionnels, physiques et sociaux de la sexualité. Elle vise à doter les enfants et les jeunes des connaissances, des compétences, des attitudes et des valeurs qui leur permettent de vivre en bonne santé, dans le bien-être et la dignité ; d'instaurer des relations sociales et sexuelles respectueuses ; d'envisager l'impact de leurs choix sur leur propre bien-être et celui des autres ; et de comprendre et d'assurer la protection de leurs droits tout au long de leur vie. Elle doit s'adapter à l'âge et au stade de développement de l'apprenant<sup>88</sup>.

Source : bases de données mondiales de l'UNICEF, 2024, fondées sur des enquêtes en grappes à indicateurs multiples (MICS), des enquêtes démographiques et de santé (EDS) et d'autres enquêtes nationales.

Note : les adolescentes sont considérées comme capables de prendre leurs propres décisions éclairées si : 1) elles décident des soins de santé pour elles-mêmes, seules ou conjointement avec leur mari ou leur partenaire ; 2) elles décident d'utiliser ou non une contraception, seules ou conjointement avec leur mari ou leur partenaire ; et 3) elles peuvent refuser d'avoir des relations sexuelles avec leur mari ou leur partenaire.

## Aperçu de l'étude menée par Plan International, *Real Choices, Real Lives*

L'étude qualitative et longitudinale de Plan International *Real Choices, Real Lives* constitue une source d'information unique sur l'accès des adolescentes à l'ECS, notamment sur la menstruation, les grossesses à l'adolescence et les sujets connexes, dans neuf pays du monde<sup>89,90</sup>. Elle révèle d'importants changements intergénérationnels dans l'accès à l'information et souligne l'importance pour les parents d'avoir accès à une ECS de qualité afin de faciliter un dialogue intergénérationnel sain et réduire les taux de grossesse précoce<sup>91</sup>.

Des progrès prometteurs ont été constatés dans la réduction des grossesses à l'adolescence dans les familles de la cohorte. Dans quatre pays (le Bénin, le Brésil, l'Ouganda et El Salvador), la plupart des mères des filles ont accouché avant l'âge de 18 ans, certaines dès l'âge de 13 ans. Au Bénin, au Brésil et en Ouganda, aucune des filles de la cohorte n'a accouché avant 18 ans, ce qui marque une évolution positive pour l'âge de la première grossesse. On observe des progrès similaires à El Salvador. Toutes les mères des filles de la cohorte ont accouché avant l'âge de 18 ans – dont un grand nombre entre 13 et 15 ans, souvent en tant que mères célibataires dans les ménages dirigés par une femme –, alors que sur les 12 filles de la cohorte, 2 seulement sont devenues mères avant l'âge de 18 ans.

Les filles ont identifié un certain nombre de facteurs clés dans la réduction des grossesses chez les adolescentes d'une génération à l'autre : 1) les filles restent plus longtemps à l'école et ont davantage accès à l'ECS pendant leur scolarité (10 % seulement des mères avaient suivi une ECS à l'école, contre plus de 50 % des filles de la cohorte) ; et 2) les filles cherchent activement des informations sur la santé auprès des personnes qui s'occupent d'elles, de leurs amis, sur Internet ou dans le cadre d'ateliers et de séminaires proposés par des organisations de la société civile.

Cependant, toutes les familles de la cohorte n'enregistrent pas les mêmes progrès dans la réduction des grossesses chez les adolescentes. On observe notamment une certaine

continuité transgénérationnelle de la maternité précoce en République dominicaine et au Togo. Beaucoup de filles suivent la trajectoire/les traces de leur mère, avec des taux élevés de mariages et d'unions précoces et forcés dès l'âge de 13 ans. En outre, 19 % des filles sont déjà mères à 18 ans. Plus de la moitié des filles ont déclaré que l'ECS n'était pas enseignée dans leur école, tandis qu'un certain nombre d'entre elles ont quitté l'école prématurément parce qu'elles étaient enceintes. De nombreuses filles ont souligné l'importance de recevoir des informations pour pouvoir prendre des décisions éclairées au début de l'adolescence, même si cette réponse varie selon les pays. L'une des principales lacunes concerne l'exhaustivité de l'éducation dont bénéficient les filles de la cohorte étudiée sur la manière de prévenir les grossesses à l'adolescence et les infections sexuellement transmissibles. Beaucoup de filles confient avoir l'impression de ne pas disposer de suffisamment d'information.

Les filles et leurs parents ont indiqué que le manque d'accès des filles à ces informations cruciales est en partie dû à un manque de dialogue entre les filles et les personnes qui s'occupent d'elles. Dans l'ensemble de la cohorte, les parents ont précisé qu'il était tabou pour les pères de parler de sexualité et de puberté avec leurs filles et qu'il revenait aux mères ou aux femmes qui s'occupent d'elles de leur parler de menstruation, de procréation et de contraception. Dans les neuf pays, les mères ont exprimé leur hésitation et leur malaise à avoir de telles conversations. Bien que les mères reconnaissent qu'il est indispensable que leurs filles aient accès à l'ECS, elles se sentent mal équipées pour fournir cette éducation en raison de leur propre manque de connaissances.

Les filles et leurs mères ont formulé des recommandations sur ce qui, selon elles, pourrait les aider à parler librement de ces sujets. Il peut s'agir d'ateliers destinés à fournir aux parents les outils adéquats pour transmettre ces informations à leurs filles, ou de séances d'information conjointes permettant aux parents et aux filles d'aborder ensemble ces sujets, ce qui favoriserait un dialogue intergénérationnel plus ouvert.

“

**J'aimerais en savoir plus pour mieux me protéger et éviter les erreurs. J'aimerais savoir ce que je dois faire pour ne pas retomber enceinte involontairement. »**

Ayomide,\* 17 ans  
Togo, 2024

“

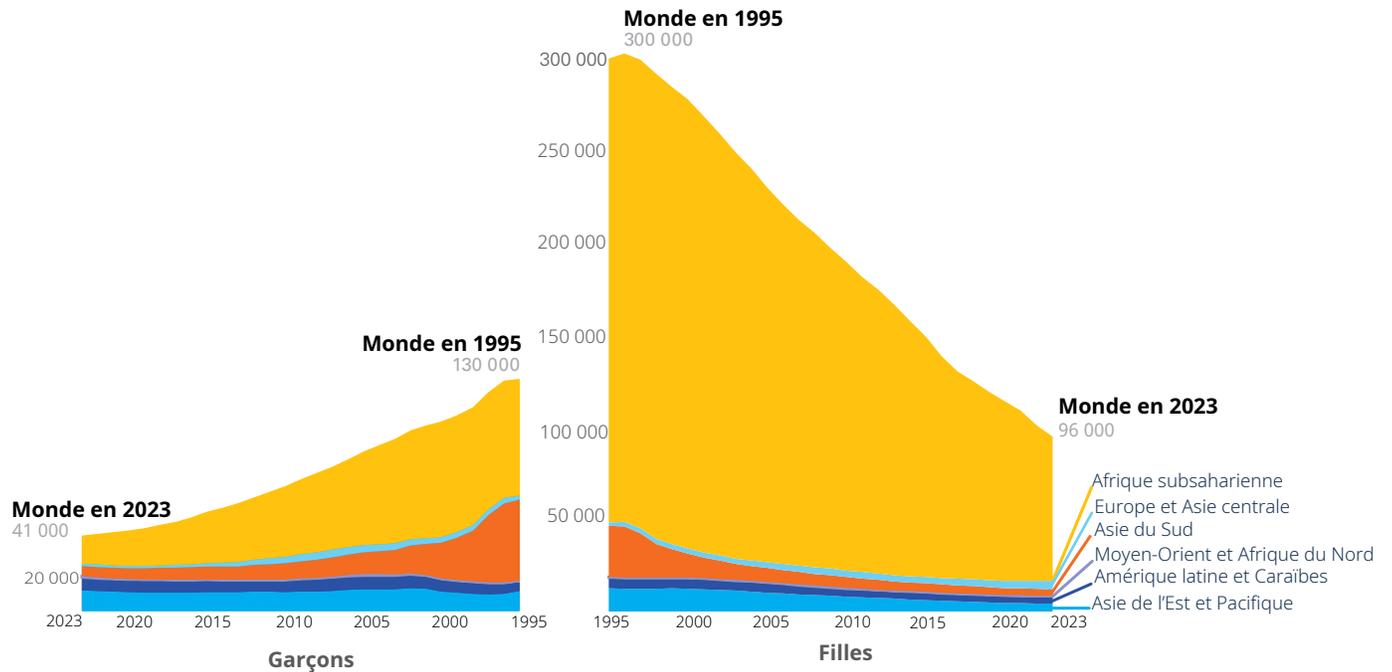
**La plupart des parents sont gênés d'aborder ces sujets et ceux qui sont à l'aise ont de toute façon peu d'informations à partager avec leurs filles [...] nous sommes moins informés sur ces questions. »**

Mère de Justine  
Ouganda, 2021

\*Les noms des participants à l'étude ont été modifiés pour préserver leur anonymat.

## Bien que le nombre de nouvelles infections par le VIH chez les adolescentes plus âgées ait diminué au cours des 30 dernières années, celles-ci continuent de porter le fardeau de l'épidémie de VIH chez les adolescents

**Figure 21** Nombre de nouvelles infections par le VIH par an chez les adolescents âgés de 15 à 19 ans, par sexe et par région, 1995-2023 (ODD 3.3.1)



Source : estimations ONUSIDA 2024.

On observe généralement peu de disparités entre les genres au cours des 10 premières années de l'enfance en ce qui concerne l'épidémie du VIH. C'est à l'adolescence que l'écart se creuse très nettement en raison d'un large éventail d'inégalités entre garçons et filles. Celles-ci comprennent les mariages précoces et forcés, la violence liée au genre, les inégalités d'accès aux services et à l'information, ainsi qu'un manque de pouvoir de négociation et d'autonomie économique.

À l'échelle mondiale, le nombre de nouvelles infections par le VIH chez les adolescentes âgées de 15 à 19 ans a diminué de 68 % depuis 1995 (passant de 305 000 à 96 000 – voir la figure 21). Pourtant, en 2023, les adolescentes représentaient 7 nouvelles infections sur 10 dans le monde, contre 3 sur 10 chez les adolescents. En Afrique subsaharienne, la région qui compte le plus grand nombre d'adolescents séropositifs (environ 840 000), les filles sont près de six fois plus nombreuses que les garçons à contracter le VIH.

Les services de prévention, de conseil et de traitement sont autant d'investissements essentiels pour les adolescentes, et les efforts de prévention doivent être multisectoriels dans toutes les communautés. Cela implique notamment de travailler avec les hommes et les garçons, le personnel de première ligne, les adolescentes elles-mêmes et les personnes qui s'occupent d'elles.



## En 2000 comme en 2021, l'automutilation était l'une des principales causes de décès chez les adolescentes

**TABLEAU 2** Les cinq premières causes de décès chez les adolescents âgés de 15 à 19 ans, par sexe, 2000 et 2021

Taux	2000		2021		Taux
	2000		2021		
111	1. Autres MNT		1. Autres MNT		90
89	2. Autres maladies transmissibles		2. Automutilation		44
62	3. Automutilation		3. Autres maladies transmissibles		31
58	4. Tuberculose		4. Néoplasmes/cancers		28
47	5. Autres blessures		5. Violence interpersonnelle		26

**Filles**

Taux	2000		2021		Taux
	2000		2021		
117	1. Blessures liées aux accidents de la route		1. Blessures liées aux accidents de la route		77
89	2. Autres maladies transmissibles		2. Autres maladies transmissibles		71
80	3. Autres MNT		3. Autres MNT		68
73	4. Violence interpersonnelle		4. Violence interpersonnelle		58
72	5. Tuberculose		5. Autres blessures		48

**Garçons**

Source : Villavicencio, Francisco *et al.*, « Global, Regional, and National Causes of Death in Children and Adolescents Younger than 20 Years: An open data portal with estimates for 2000–2021 », *Lancet Global Health*, vol. 12, n° 1, janvier 2024, p. e16–e17.

Note : Maladies non transmissibles (MNT) : les MNT sont des maladies chroniques, qui comprennent principalement les maladies cardiovasculaires, le cancer, le diabète et les maladies respiratoires chroniques.

La santé mentale est une dimension essentielle de la santé et du bien-être psychosocial des adolescents. Or, les adolescentes sont confrontées à un ensemble particulier de facteurs de risque qui peuvent affecter leur santé mentale, notamment la discrimination et la violence fondées sur le genre, la pauvreté, le manque d'éducation, le mariage et la maternité précoces, sans oublier l'accès insuffisant aux services de santé mentale.

**Certains événements de la vie – tels que les mariages d'enfants et les grossesses précoces et non désirées, qui touchent particulièrement les filles – sont susceptibles d'entraîner des troubles mentaux tels que la dépression et l'anxiété, en particulier dans les pays à revenu faible ou intermédiaire.**

**Au niveau mondial, la dépression est la principale cause de handicap chez les adolescentes âgées de 15 à 19 ans<sup>92</sup>.**

Bon nombre de ces filles réagissent à ce fardeau par l'automutilation, un comportement qui peut constituer la manifestation visible de la lutte qu'elles mènent en silence contre leurs problèmes de santé mentale et qui peut avoir des conséquences dévastatrices.

Si le taux de suicide est plus élevé chez les garçons au niveau mondial, les adolescentes sont beaucoup plus susceptibles de s'automutiler,

ce qui souligne l'importance de procéder à des analyses de genre pour comprendre les défis auxquels les enfants sont confrontés.

Si le taux de mortalité due à l'automutilation est passé de 62 à 44 décès pour 100 000 adolescentes âgées de 15 à 19 ans entre 2000 et 2021 (voir tableau 2), près de 27 000 filles sont mortes à la suite d'actes d'automutilation en 2021. Malgré la grave incidence de l'automutilation et du suicide sur les adolescentes, on ne dispose malheureusement que de peu de données sur ces phénomènes, les suicides étant depuis toujours insuffisamment déclarés et la qualité des données disponibles demeurant médiocre, en particulier dans les milieux à faibles ressources. Sur les 194 États membres de l'Organisation mondiale de la Santé, seuls 80 disposent de données d'état civil de bonne qualité pour estimer les taux de suicide<sup>93</sup>. Cela signifie que l'ampleur réelle de l'automutilation chez les adolescentes pourrait être encore plus importante que les estimations actuelles ne semblent l'indiquer.

**Une étude systématique et une méta-analyse révèlent qu'un enfant et adolescent sur cinq souffre de troubles alimentaires ; ce taux est plus élevé chez les filles et tend à augmenter avec l'âge<sup>94</sup>.**

Les filles sont également plus susceptibles de présenter des symptômes qui ne répondent pas nécessairement aux critères des diagnostics de troubles mentaux classiques, tels que la détresse psychologique, l'insatisfaction dans la vie ou l'absence de sentiment d'épanouissement et de bonheur<sup>95</sup>. Pour autant, malgré les nombreux défis à relever, la majorité des filles dans le monde restent optimistes quant à l'avenir<sup>96</sup>.

Comme dans d'autres domaines programmatiques, les services de santé mentale ne sont pas toujours conçus pour répondre aux besoins et aux expériences des adolescentes ni aux différents problèmes auxquels elles sont confrontées de manière disproportionnée. Une formation spécialisée sur des sujets tels que la violence exercée par un partenaire intime chez les adolescents, les mariages d'enfants ou les troubles alimentaires peut aider les services à mieux répondre aux besoins des filles.

Le rendement des interventions en faveur de la santé mentale des adolescents réalisées en milieu scolaire qui traitent de l'anxiété, de la dépression et du suicide est significatif (22,60 dollars par dollar investi sur 80 ans)<sup>97</sup>.

### La nutrition est à la fois un facteur et un résultat du bien-être des adolescentes

La nutrition, les filles et le bien-être des adolescentes sont interdépendants, car des filles bien nourries sont plus susceptibles de lutter contre les infections grâce à un système immunitaire plus fort et d'obtenir de meilleurs résultats scolaires, et sont moins susceptibles de souffrir de troubles mentaux. À l'inverse, la malnutrition réduit le potentiel d'apprentissage des adolescentes, leur productivité et, lorsqu'elles atteignent l'âge adulte, leurs revenus, ce qui ne fait qu'aggraver les inégalités de genre existantes<sup>98,99</sup>.

Si les besoins nutritionnels des filles et des garçons sont sensiblement les mêmes pendant la petite enfance, les filles sont particulièrement vulnérables à la malnutrition pendant l'adolescence, une période caractérisée par une croissance physique rapide et l'apparition des menstruations. La grossesse accroît aussi les risques liés à la malnutrition pour les adolescentes et leurs enfants. Par exemple, un faible indice de masse corporelle expose les adolescentes à un risque plus élevé de complications

pendant la grossesse, tandis que le surpoids pendant la grossesse augmente la probabilité que leurs enfants souffrent plus tard de maladies chroniques<sup>100</sup>. Pourtant, les programmes de nutrition destinés aux adolescentes n'ont jamais reçu l'attention qu'ils méritent, car la plupart des interventions conçues pour ce groupe d'âge portent essentiellement sur la fourniture de repas scolaires.

**L'anémie ferriprive est l'une des principales causes d'années de vie ajustées sur l'incapacité chez les adolescentes âgées de 10 à 19 ans<sup>101,102</sup>.**

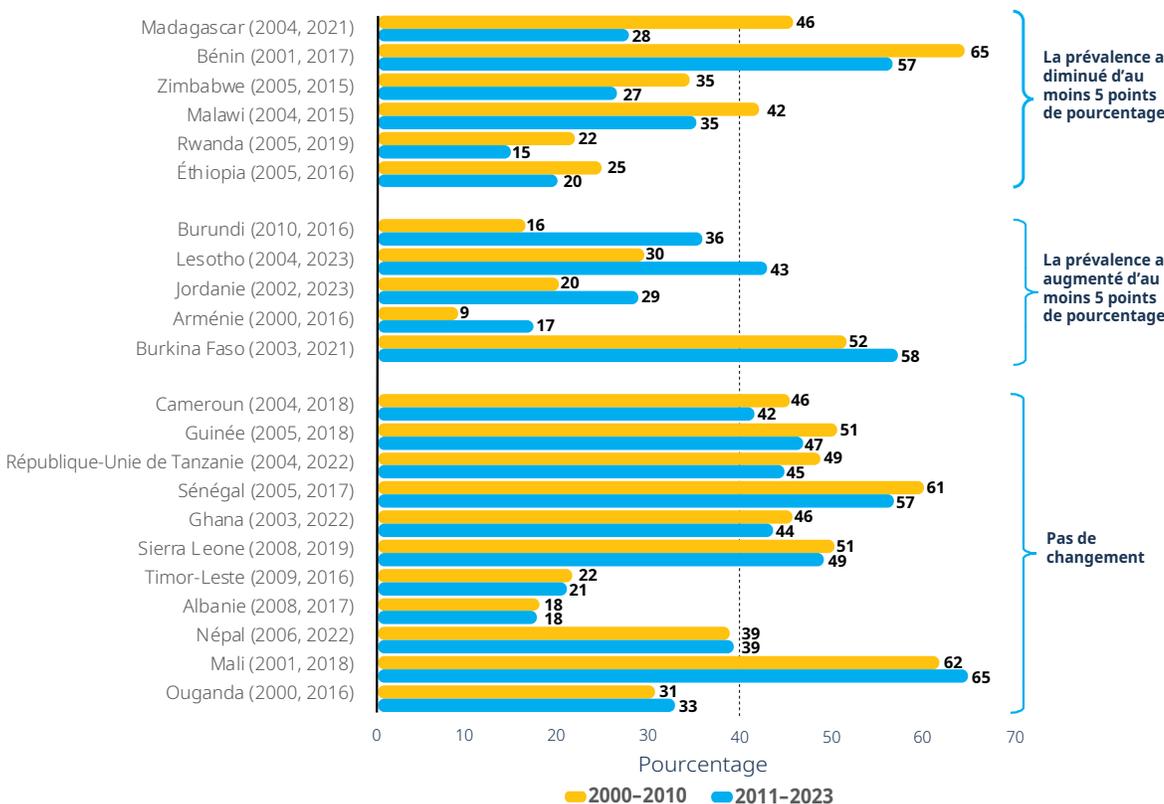
Les adolescentes enceintes sont particulièrement vulnérables à l'anémie, car elles ont deux fois plus de besoins en fer – pour leur propre croissance et celle du fœtus. L'anémie pendant la grossesse est associée à un risque de mortalité et de morbidité chez la mère et le bébé, y compris à un risque de fausses couches, de mortinaissance, de prématurité et de faible poids à la naissance.

Sur les 22 pays pour lesquels on dispose de données sur la prévalence de l'anémie pour au moins deux périodes entre 2000 et 2023, 11 pays n'ont constaté aucun changement dans le pourcentage d'adolescentes âgées de 15 à 19 ans souffrant d'anémie (figure 22). Plus déconcertant encore, la proportion de filles souffrant d'une forme d'anémie a augmenté d'au moins 5 points de pourcentage dans cinq pays. Par exemple, le pourcentage d'adolescentes âgées de 15 à 19 ans souffrant d'anémie a plus que doublé au Burundi (passant de 16 % en 2010 à 36 % en 2016).

Cependant, certains progrès ont été observés. Ainsi, à Madagascar, la proportion d'adolescentes souffrant d'une forme d'anémie est passée de 46 % en 2004 à 28 % en 2021 et n'est plus considérée comme un problème de santé publique. Pour autant, sur les 22 pays étudiés, la prévalence de l'anémie chez les adolescentes constitue à l'heure actuelle un grave problème de santé publique – défini comme une prévalence de 40 % ou plus – dans 10 pays.

### Les taux d'anémie chez les adolescentes restent élevés et ont même augmenté dans certains pays depuis 2000

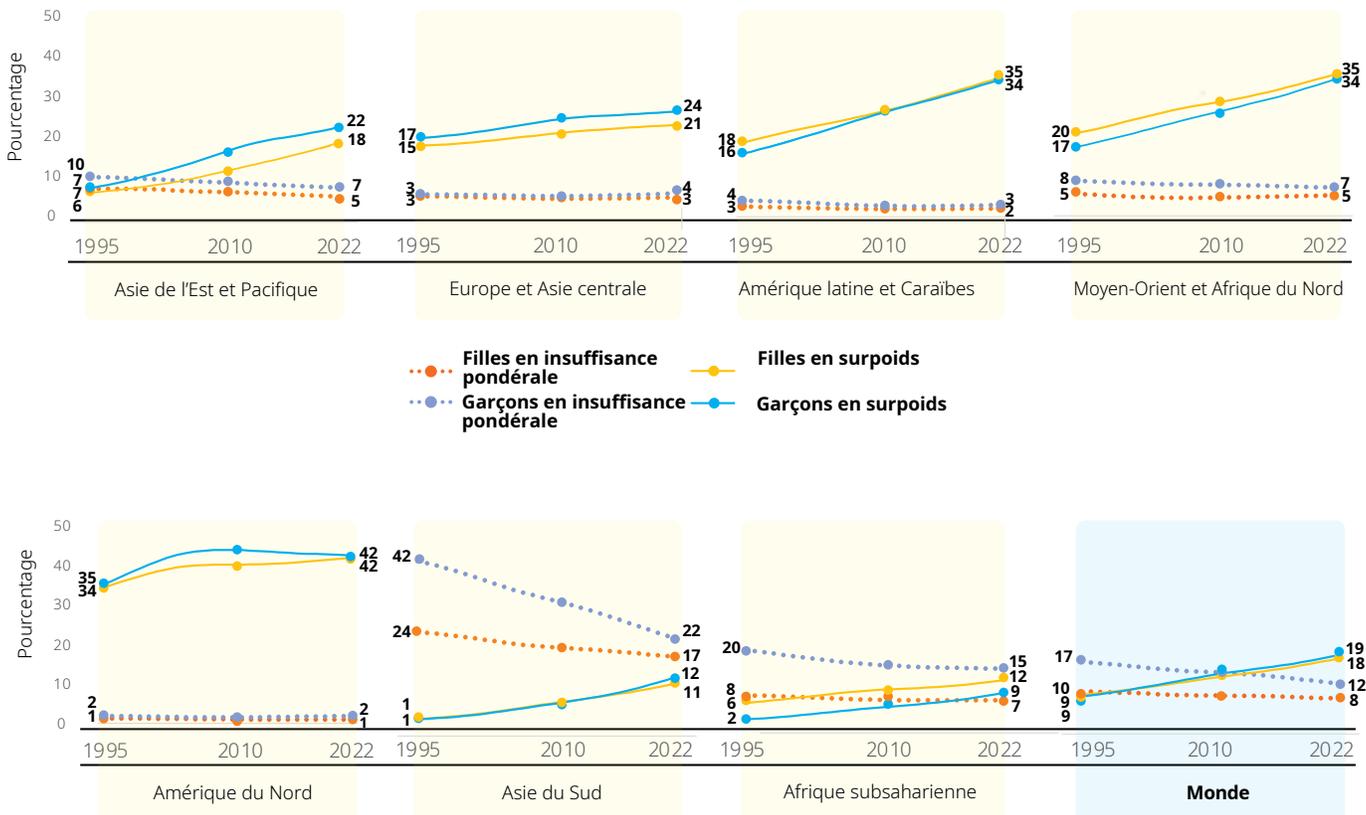
**Figure 22** Pourcentage d'adolescentes âgées de 15 à 19 ans souffrant d'une forme d'anémie, par pays, 2000-2010 et 2011-2023 (Indicateur ODD 2.2.3)



Source : Demographic Health Survey STATcompiler, 2025.  
 Note : \*données insuffisantes pour analyser la prévalence de l'anémie chez les garçons adolescents au fil du temps ; on parle d'« une forme d'anémie » lorsque le taux est < 12,0 g/dL pour les femmes non enceintes et < 11,0 g/dL pour les femmes enceintes ; l'anémie est considérée comme un grave problème de santé publique lorsque la prévalence est de ≥ 40 %, comme l'illustre la ligne pointillée verticale dans le graphique.

## Au cours des 30 dernières années, la prévalence de l'insuffisance pondérale a légèrement diminué tandis que celle de la surcharge pondérale a augmenté chez les adolescentes

**Figure 23** Évolution de la prévalence de l'insuffisance pondérale et du surpoids chez les adolescents âgés de 10 à 19 ans, par sexe et par région, 1995-2022.



Source : analyse de l'UNICEF à partir des données NCD-RisC 2022 de NCD Risk Factor Collaboration.

Note : l'insuffisance pondérale modérée ou sévère désigne le pourcentage d'adolescents âgés de 10 à 19 ans dont l'IMC est inférieur de moins de 2 écarts-types à la médiane selon les normes de croissance de l'OMS. Le surpoids désigne le pourcentage d'enfants âgés de 5 à 19 ans dont l'IMC est supérieur de plus d'un écart-type à la médiane selon les normes de croissance de l'OMS.

**Au niveau mondial, la proportion d'adolescentes âgées de 10 à 19 ans en insuffisance pondérale a légèrement diminué, passant de 10 % en 1995 à 8 % en 2022 (figure 23).**

L'Asie du Sud a connu la plus forte baisse (7 points de pourcentage) au cours de cette période, mais la région compte toujours la plus grande proportion d'adolescentes en insuffisance pondérale (17 %, soit environ 30 millions). Elle compte également la plus grande proportion de garçons adolescents en insuffisance pondérale (22 %).

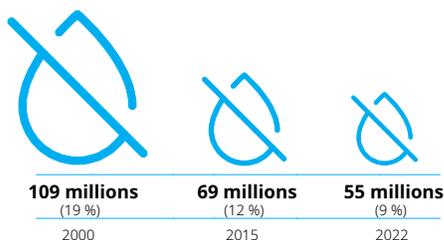
En revanche, le pourcentage d'adolescentes âgées de 10 à 19 ans en surpoids a doublé depuis 1995, passant de 9 à 18 % dans le monde (figure 23). Toutes les régions ont connu une augmentation, la plus forte étant observée en Amérique latine et dans les Caraïbes, où 35 % des adolescentes sont aujourd'hui en surpoids, contre 18 % il y a 30 ans. Vient ensuite la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (35 % aujourd'hui contre 20 % en 1995). Le taux de garçons adolescents en surpoids a également plus que doublé depuis 1995 et il a augmenté dans toutes les régions, signe que le surpoids devient une épidémie de plus en plus répandue à travers le monde pour tous les adolescents.



# EAH et santé et hygiène menstruelles

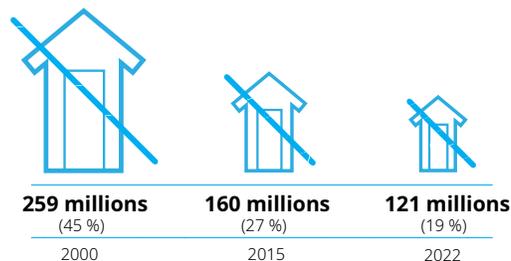
**Malgré les progrès réalisés depuis 2000, des millions d'adolescentes dans le monde n'ont toujours pas accès à des services de base pour l'approvisionnement en eau de boisson, l'assainissement et l'hygiène, ce qui compromet leur santé et leur bien-être**

## Eau de boisson



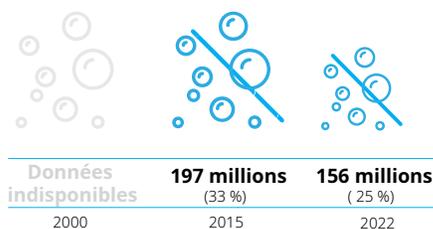
Dans le monde, près de 1 adolescente sur 10 (soit plus de 55 millions) âgées de 10 à 19 ans n'avait pas accès à au moins des services de base d'approvisionnement en eau de boisson en 2022.\*

## Assainissement de base



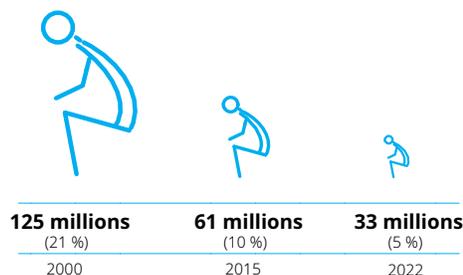
Dans le monde, près de 1 adolescente sur 5 (environ 121 millions) âgées de 10 à 19 ans n'avait pas accès à au moins des services de base en matière d'assainissement en 2022.\*\*

## Hygiène de base



Dans le monde, près de 1 adolescente sur 4 (environ 156 millions) âgées de 10 à 19 ans n'avait pas accès à au moins des services de base en matière d'hygiène en 2022.\*\*\*

## Défécation en plein air



Dans le monde, près de 1 adolescente sur 20 (près de 33 millions) âgées de 10 à 19 ans pratiquait la défécation en plein air en 2022.\*\*\*\*

Si l'insuffisance des services d'approvisionnement en eau de boisson, d'assainissement et d'hygiène (EAH) présente des risques sanitaires critiques pour tous les enfants, elle a des implications supplémentaires pour la santé, le bien-être psychosocial et la mobilité des filles. En effet, il est désormais largement reconnu que les progrès en matière d'accès universel et équitable à une eau de boisson sûre et abordable, ainsi qu'à des services d'assainissement et d'hygiène adéquats et équitables pour tous, sont essentiels

pour atteindre l'ODD relatif à l'égalité des genres et à l'autonomisation des femmes et des filles<sup>103</sup>.

Entre 2000 et 2022, 54 millions d'adolescentes âgées de 10 à 19 ans ont obtenu un accès à des services de base d'approvisionnement en eau de boisson, mais près de 1 adolescente sur 10 (55 millions) n'y avait toujours pas accès en 2022. La majorité d'entre elles résident en Afrique subsaharienne<sup>104</sup>.



Source pour les quatre graphiques : Estimations 2023 du Programme commun OMS/UNICEF de suivi de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et de l'hygiène.

\*Note : les services de base d'approvisionnement en eau de boisson désignent la collecte d'eau potable provenant d'une source améliorée située à moins de 30 minutes aller-retour, y compris la file d'attente. Les sources améliorées comprennent l'eau courante, les forages ou les puits tubulaires, les puits creusés protégés, les sources protégées, l'eau de pluie et l'eau en bouteille ou distribuée.

\*\*Note : les services de base en matière d'assainissement désignent des installations sanitaires améliorées qui ne sont pas partagées avec d'autres ménages. Les installations d'assainissement améliorées comprennent les technologies d'assainissement fonctionnant à l'eau, telles que les toilettes à chasse d'eau manuelle ou mécanique raccordées au système d'égouts, à une fosse septique ou à une fosse ; et les technologies d'assainissement sèches, telles que les toilettes sèches à fosse avec dalle (construites à l'aide de matériaux durables et faciles d'entretien), les latrines à fosse améliorées avec ventilation, les latrines à fosse avec dalle, les toilettes à compostage et les toilettes à réservoirs amovibles.

\*\*\*Note : les services de base en matière d'hygiène désignent la présence au domicile d'une installation de lavage des mains avec du savon et de l'eau.

\*\*\*\*Note : la défécation en plein air désigne le fait de déverser les matières fécales humaines dans les champs, les forêts, les buissons ou des espaces ouverts, ou de les jeter avec les déchets solides.

## Les adolescentes sont plus susceptibles d'être chargées de l'approvisionnement en eau que leurs homologues masculins, une pratique qui les mène à assumer ces responsabilités à l'âge adulte

Dans les foyers qui ne disposent pas d'eau potable sur place, la corvée d'eau incombe souvent aux femmes et aux filles.

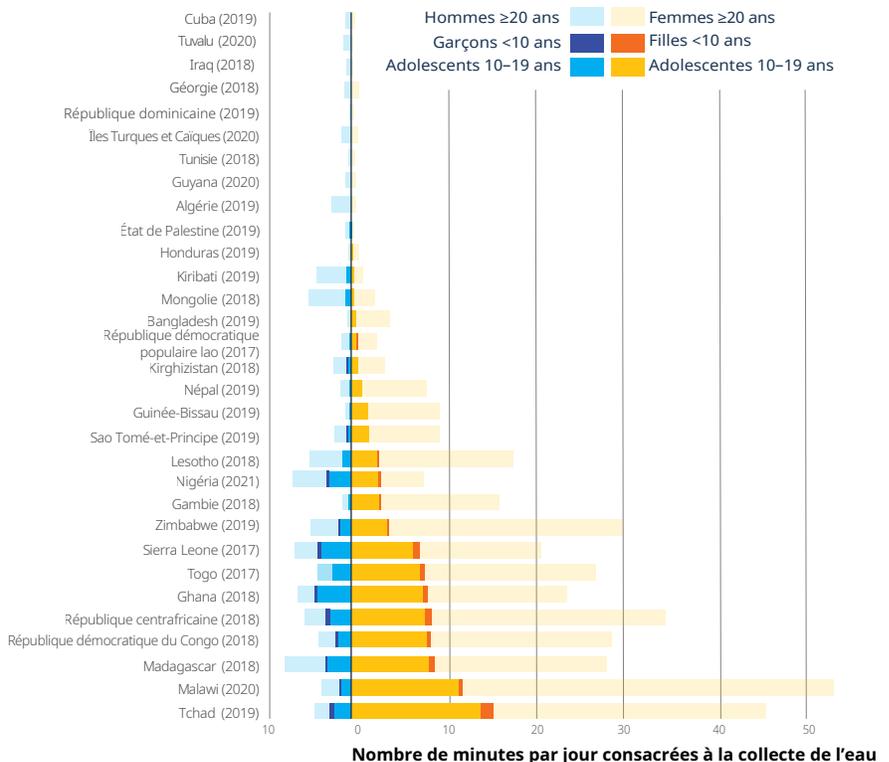
Dans 7 ménages sur 10 qui n'ont pas accès à l'eau, les femmes et les adolescentes de 15 ans et plus sont chargées de la collecte de l'eau<sup>105</sup>. La ventilation plus poussée des groupes d'âge dans une analyse des données d'enquêtes auprès des ménages de 31 pays montre que si peu de filles et de garçons de moins de 10 ans sont responsables de la collecte de l'eau dans leur foyer, cette activité devient fortement sexospécifique à l'adolescence. Ainsi, dans 20 pays, les adolescentes sont plus susceptibles que les garçons d'être chargées de la collecte de l'eau et d'y consacrer plus de temps – et dans certains pays, les adolescentes passent même plus de temps à transporter l'eau que les hommes adultes (figure 24). Or, la collecte de l'eau pendant des durées excessives peut peser sur la scolarisation des filles.

Dans les régions rurales du Népal, par exemple, une augmentation d'une heure du temps passé à aller chercher de l'eau diminue d'environ 17 points de pourcentage la probabilité que les filles terminent l'école primaire<sup>106</sup>.

De plus, même les petites différences au détriment des filles peuvent les amener à penser que les tâches domestiques sont principalement de la responsabilité des femmes et des filles, ce qui compromet la continuité de leur éducation et leur entrée sur le marché du travail à l'âge adulte.

De même, le manque d'accès à des installations de lavage des mains pèse de façon disproportionnée sur la vie des adolescentes qui, dans de nombreux pays du monde, sont plus susceptibles que leurs homologues masculins d'être les premières responsables de la garde d'enfants et des tâches ménagères, ou d'aider leur mère dans ce domaine. Si, entre 2015<sup>107</sup> et 2022, plus de 40 millions d'adolescentes et leurs familles ont accédé à des services de base en matière d'hygiène, une adolescente sur

**Figure 24** Temps consacré à la collecte de l'eau potable, par sexe, âge et pays, 2017-2021 (dernières données disponibles)



Source : Fonds des Nations Unies pour l'enfance, « Adolescent Girls' Access to Water, Sanitation & Hygiene: Data Snapshot and Recommendations for Gender-Responsive Actions », UNICEF, New York, 2023.

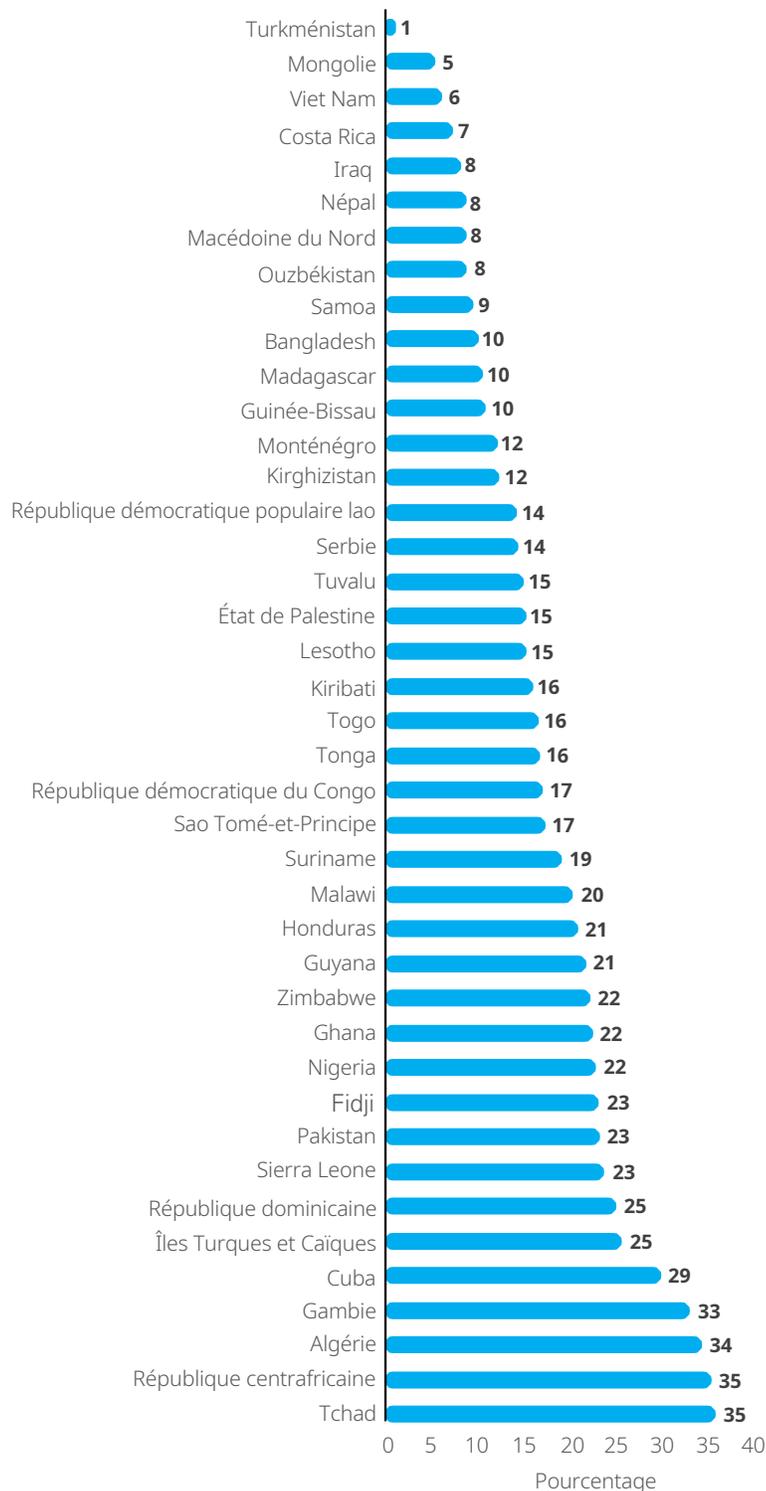
Note : le graphique présente les pays pour lesquels au moins 5 % des ménages collectent de l'eau.

quatre dans le monde (156 millions) n'y avait toujours pas accès en 2022. Des progrès ont également été observés en matière d'accès aux services de base en matière d'assainissement, qui ont bénéficié à environ 138 millions d'adolescentes entre 2000 et 2022. Pourtant, près d'une adolescente sur cinq dans le monde (121 millions) n'avait toujours pas accès à ces services en 2022. En l'absence d'installations sanitaires, les adolescentes peuvent être contraintes de déféquer en plein air, ce qui les expose à des complications de santé ainsi qu'au risque d'agression physique et de violence sexuelle lorsqu'elles cherchent un endroit isolé pour se soulager. Si, à l'échelle mondiale, la proportion d'adolescentes âgées de 10 à 19 ans pratiquant la défécation en plein air a diminué de 16 points de pourcentage depuis 2000, près de 33 millions d'adolescentes y étaient toujours contraintes en 2022.

À la lumière de ces données, l'élargissement de l'accès à des services d'approvisionnement en eau de boisson gérés en toute sécurité sur place contribuera de manière significative à réduire le fardeau que représente la collecte de l'eau à l'extérieur du domicile, et aura un effet positif sur la santé et le bien-être des filles. En outre, la fourniture de services EAH de base dans les écoles est un investissement indispensable pour créer un environnement sûr et sain où les filles peuvent apprendre et s'épanouir. Actuellement, 77 % des écoles ont accès à un service de base d'approvisionnement en eau de boisson, 78 % à un service de base en matière d'assainissement et 67 % à un service de base en matière d'hygiène. En Afrique subsaharienne, moins de la moitié (49 %) des écoles de la région ont accès à des services de base en matière d'approvisionnement en eau de boisson et d'assainissement (50 %), et seulement deux écoles sur cinq (37 %) ont accès à des services de base en matière d'hygiène<sup>108</sup>.

## Des millions d'adolescentes ont manqué l'école, le travail ou des loisirs pendant leurs règles

**Figure 25** Pourcentage d'adolescentes âgées de 15 à 19 ans qui n'ont pas participé à des activités scolaires, professionnelles ou sociales pendant leurs dernières règles, par pays, 2016-2022 (dernières données disponibles)



Les adolescentes ont besoin d'avoir accès à des installations, des fournitures et des informations adéquates en matière d'hygiène menstruelle, et d'évoluer dans un environnement social favorable, sans stigmatisation ni tabou. Si leurs besoins menstruels ne sont pas satisfaits, elles risquent de ne pas pouvoir profiter d'importantes possibilités éducatives, sociales et économiques.

Entre 2016 et 2022, plus de 10 millions d'adolescentes âgées de 15 à 19 ans dans 41 pays ont manqué l'école, le travail ou des activités sociales pendant leurs dernières règles (figure 25). Dans 32 de ces 41 pays, ce phénomène a concerné 10 % ou plus des adolescentes âgées de 15 à 19 ans. En Gambie, en Algérie, en République centrafricaine et au Tchad, jusqu'à une fille sur trois n'a pas participé à des activités scolaires, professionnelles ou sociales au cours de ses dernières règles.





## Transformer les programmes EAH et de santé menstruelle dans les écoles pour les filles en Éthiopie

Malgré l'amélioration de l'accès universel à des installations EAH dans les écoles, l'absentéisme lié aux menstruations reste très répandu, en particulier chez les adolescentes qui vivent en Asie et en Afrique. Les investissements en faveur de la santé et de l'hygiène menstruelles (SHM) changent véritablement la donne pour la santé, le bien-être et la sécurité des filles, et ont une incidence directe sur leur capacité à aller à l'école<sup>109</sup>. 39 % seulement des écoles dispensent une éducation à la santé menstruelle ; moins d'un tiers équipent les toilettes des filles de poubelles pour les déchets menstruels ; et des millions de filles n'ont toujours pas accès à des produits d'hygiène menstruelle et à des installations propres et privées<sup>110</sup>.

### Impulser le changement une école après l'autre sur tout le continent

Pour répondre à ce défi, l'UNICEF et ses partenaires déploient des programmes EAH dans 36 pays d'Afrique subsaharienne et fournissent des services EAH de base à près de 13 000 écoles. En outre, les initiatives de SHM menées dans 24 pays ont permis de soutenir plus de 16 millions de femmes et de filles.

Depuis 2022, plus de 157 000 filles et femmes ont bénéficié de services complets de santé menstruelle dans 538 écoles et communautés en Éthiopie, à savoir d'un accès à des produits d'hygiène menstruelle, à de l'eau et à des toilettes adaptées aux menstruations, ainsi qu'à un endroit pour se reposer en cas de besoin. Les filles comme les garçons participent à des clubs scolaires consacrés à l'égalité des genres, où ils reçoivent des informations sur les menstruations.

L'action de l'UNICEF a contribué à accroître la fréquentation scolaire des filles et à leur rendre leur dignité. L'UNICEF s'est donné pour mission d'adapter de plus en plus d'écoles à la gestion des menstruations en Éthiopie et en Afrique subsaharienne, une école après l'autre, afin que les filles puissent poursuivre leur scolarité et réaliser leur plein potentiel.



**Il m'est arrivé de rester jusqu'à 7 jours à la maison quand j'avais mes règles, et donc de manquer les cours. Nous n'avions pas l'habitude de parler des règles en public. C'était un sujet tabou. »**

Workalem Weshkaro, une fille scolarisée à l'école primaire d'Anka, dans la région des Nations, Nationalités et Peuples du Sud en Éthiopie<sup>111</sup>

Évaluation des progrès  
nécessaires pour  
atteindre certaines  
cibles des ODD  
essentiels au bien-être  
des adolescentes

**LES FILLES INSPIRENT**



## Évaluation des progrès vers les cibles des ODD

Cette section du rapport présente les résultats de l'analyse comparative des progrès historiques réalisés et des efforts que les pays doivent encore déployer pour atteindre les cibles des ODD relatives aux adolescentes.

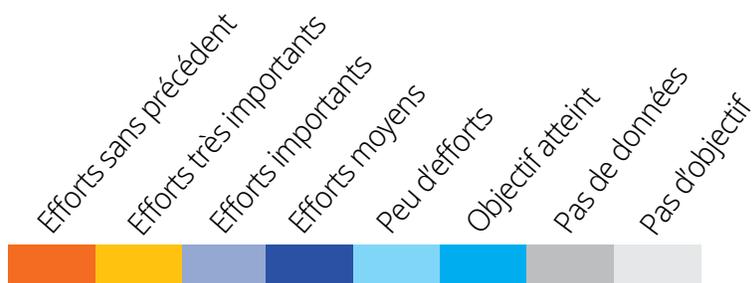
L'analyse comparative permet d'évaluer les efforts requis pour atteindre une cible donnée en les comparant aux données historiques sur les progrès réalisés<sup>12</sup>. En d'autres termes, au lieu de mesurer les efforts nécessaires en évaluant la distance qui sépare un pays de la réalisation d'une cible d'ODD (par exemple, 15 ou 20 points de pourcentage par rapport à la valeur cible), l'évaluation se fonde sur le fait de savoir si les efforts

qui restent à faire sont inférieurs, similaires, légèrement supérieurs, largement supérieurs ou sans précédent par rapport aux tendances historiques de tous les autres pays.

L'un des avantages de cette approche est qu'elle permet une comparaison universelle d'indicateurs qui ne sont intrinsèquement pas comparables, car ils utilisent des échelles différentes et ont parfois des sens de variation différents (par exemple, une augmentation de la proportion d'élèves qui apprennent indique un progrès, alors qu'une baisse de la proportion d'enfants qui ne sont ni à l'école, ni en emploi, ni en formation indique aussi un progrès). En outre, elle prend en compte le taux de progression dont un pays a besoin

pour atteindre les cibles des ODD et le compare aux performances observées dans les différents pays au cours des 20 dernières années. Cette analyse permet de déterminer si l'accélération requise par les pays, par rapport aux tendances observées historiquement, peut être considérée comme relevant d'un effort raisonnable ou irréaliste.

En outre, dans des environnements soumis à des contraintes budgétaires, l'analyse peut orienter les gouvernements vers des investissements dans les secteurs et les domaines où les lacunes sont les plus importantes et les plus urgentes pour les adolescentes, entre autres critères.



Aux fins de l'analyse, les indicateurs des ODD ont été sélectionnés en fonction de leur pertinence conceptuelle pour le bien-être des adolescentes, tel qu'abordé précédemment dans ce rapport, ainsi que de la disponibilité suffisante des données sur les tendances (c'est-à-dire au moins plus d'une observation pour la période 2000-2022)<sup>113</sup> pour la majorité des pays. Au total, 16 des 48 indicateurs des ODD relatifs aux enfants répondent à ces critères.

La figure 26 classe les pays par centile<sup>114</sup> pour chacun des 16 indicateurs, en fonction du niveau d'effort requis pour atteindre la cible des ODD par rapport aux autres pays pour lesquels on dispose de données. La classification est comme suit :

- ▶ **Orange** : l'effort requis est sans précédent (il doit être supérieur à ce que n'importe quel pays a réussi à fournir au cours des 20 dernières années)
  - ▶ **Doré** : un effort très important est nécessaire (il doit être supérieur au 80<sup>e</sup> centile des taux de changement historiques affichés par les pays à l'échelle mondiale pour atteindre l'objectif)
  - ▶ **Bleu lavande** : un effort important est nécessaire (il doit être supérieur au 60<sup>e</sup> centile, mais inférieur ou égal au 80<sup>e</sup> centile des taux de changement historiques affichés par les pays à l'échelle mondiale pour atteindre l'objectif)
  - ▶ **Bleu foncé** : un effort moyen est requis (il doit être supérieur au 40<sup>e</sup> centile, mais inférieur ou égal au 60<sup>e</sup> centile des taux de changement historiques affichés par les pays à l'échelle mondiale dans la réalisation de l'objectif)
  - ▶ **Bleu clair** : peu d'efforts sont requis (ils doivent être supérieurs au 20<sup>e</sup> centile, mais inférieurs ou égaux au 40<sup>e</sup> centile des taux de changement historiques affichés par les pays à l'échelle mondiale pour atteindre l'objectif)
- En outre, les pays qui ont atteint la cible de l'ODD pour un indicateur donné sont présentés en **turquoise**, tandis que les pays qui ne disposent pas de données pour mesurer un indicateur sont présentés en **gris foncé**. Enfin, lorsqu'il n'existe pas d'objectif pour un indicateur donné, celui-ci est présenté en **gris clair**<sup>115</sup>.



## À seulement cinq ans de l'échéance fixée par le Programme de développement durable à l'horizon 2030, aucun pays n'a atteint ne serait-ce que la moitié des 16 cibles des ODD essentielles au bien-être des adolescentes

**Figure 26** Tableau thermique affichant les résultats de l'analyse comparative des efforts requis pour atteindre les cibles 2030 des ODD relatives aux adolescentes, par pays et par indicateur

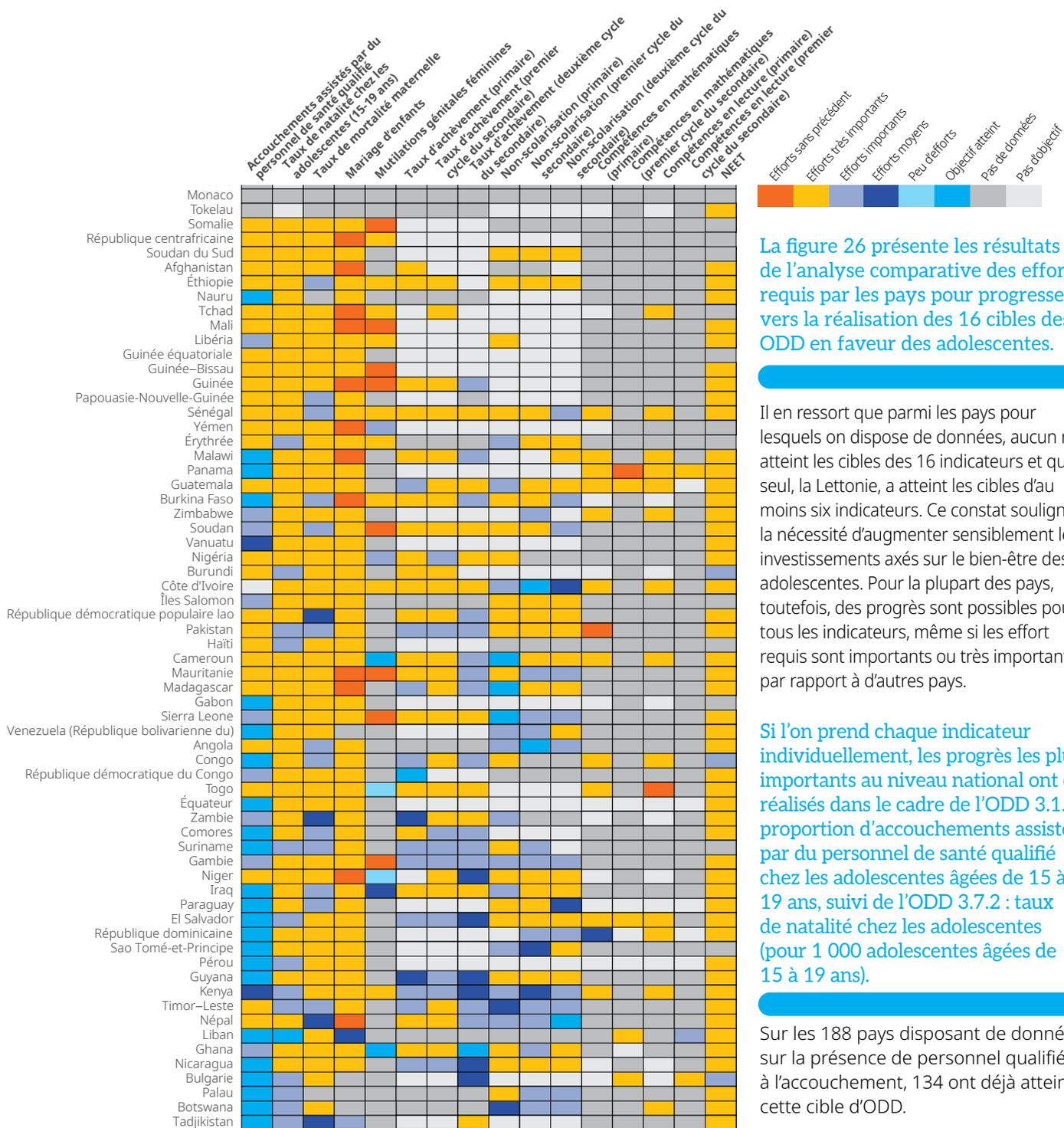
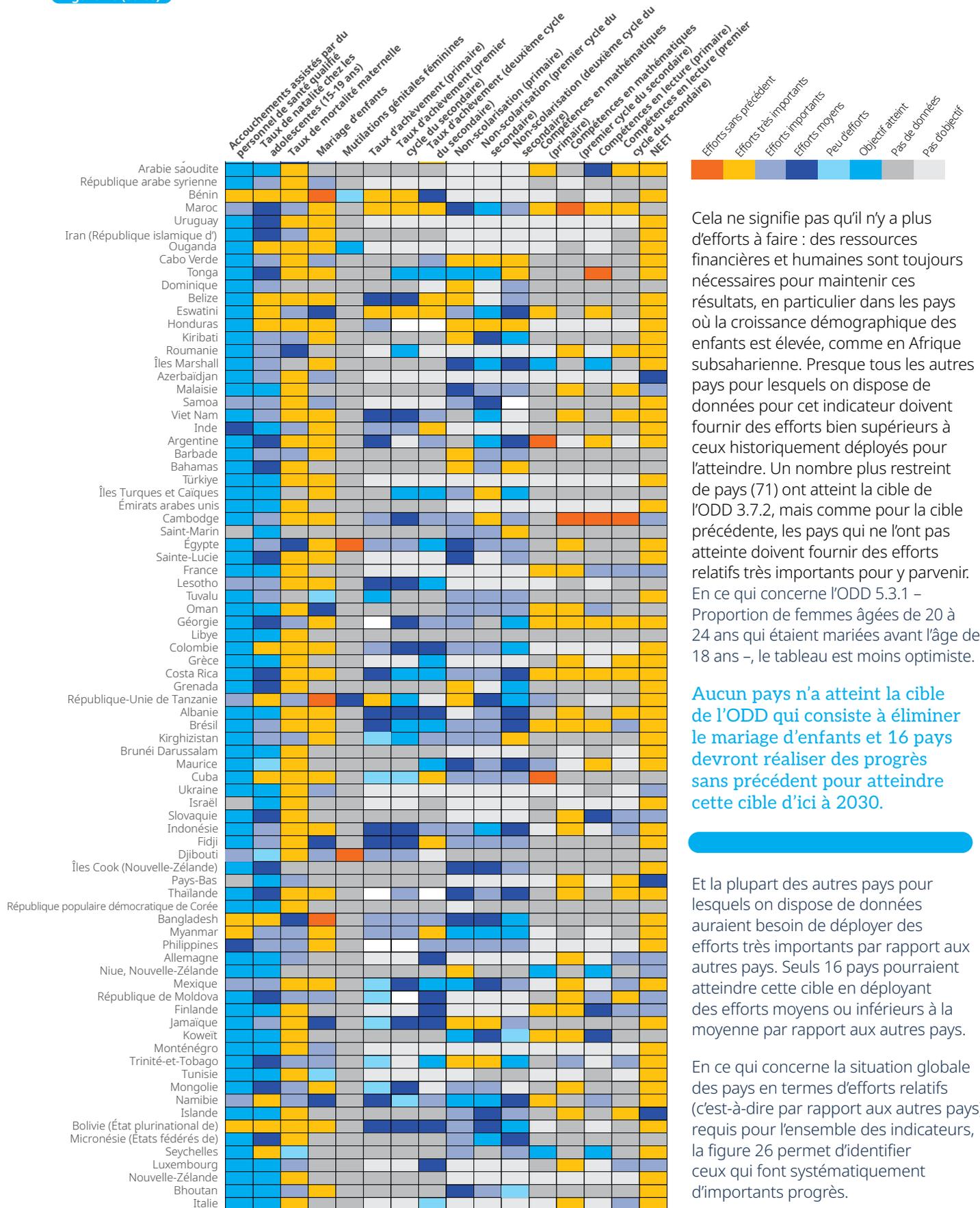


Figure 26 (suite)



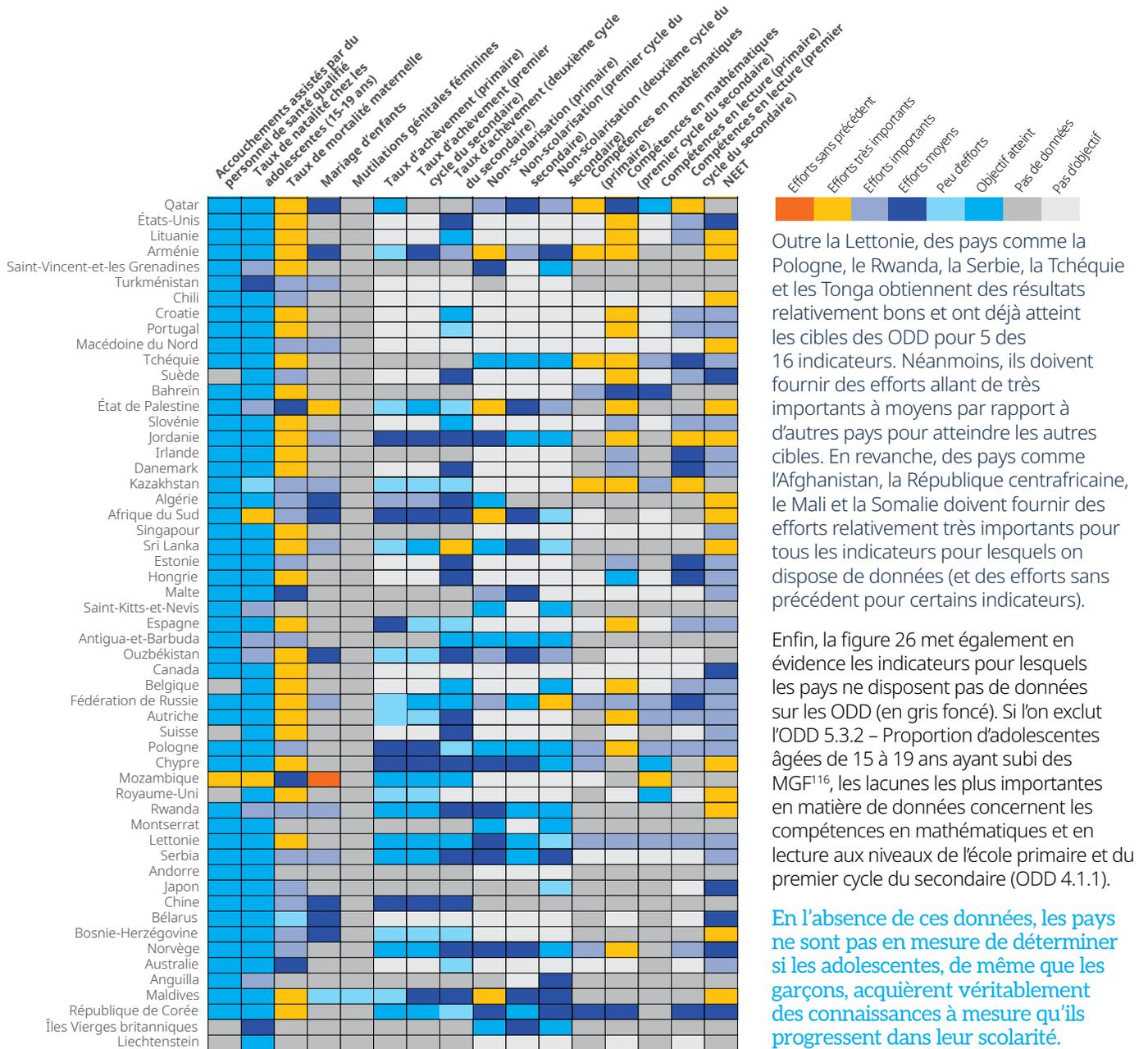
Cela ne signifie pas qu'il n'y a pas d'efforts à faire : des ressources financières et humaines sont toujours nécessaires pour maintenir ces résultats, en particulier dans les pays où la croissance démographique des enfants est élevée, comme en Afrique subsaharienne. Presque tous les autres pays pour lesquels on dispose de données pour cet indicateur doivent fournir des efforts bien supérieurs à ceux historiquement déployés pour l'atteindre. Un nombre plus restreint de pays (71) ont atteint la cible de l'ODD 3.7.2, mais comme pour la cible précédente, les pays qui ne l'ont pas atteinte doivent fournir des efforts relatifs très importants pour y parvenir. En ce qui concerne l'ODD 5.3.1 – Proportion de femmes âgées de 20 à 24 ans qui étaient mariées avant l'âge de 18 ans –, le tableau est moins optimiste.

**Aucun pays n'a atteint la cible de l'ODD qui consiste à éliminer le mariage d'enfants et 16 pays devront réaliser des progrès sans précédent pour atteindre cette cible d'ici à 2030.**

Et la plupart des autres pays pour lesquels on dispose de données auraient besoin de déployer des efforts très importants par rapport aux autres pays. Seuls 16 pays pourraient atteindre cette cible en déployant des efforts moyens ou inférieurs à la moyenne par rapport aux autres pays.

En ce qui concerne la situation globale des pays en termes d'efforts relatifs (c'est-à-dire par rapport aux autres pays) requis pour l'ensemble des indicateurs, la figure 26 permet d'identifier ceux qui font systématiquement d'importants progrès.

Figure 26 (suite)



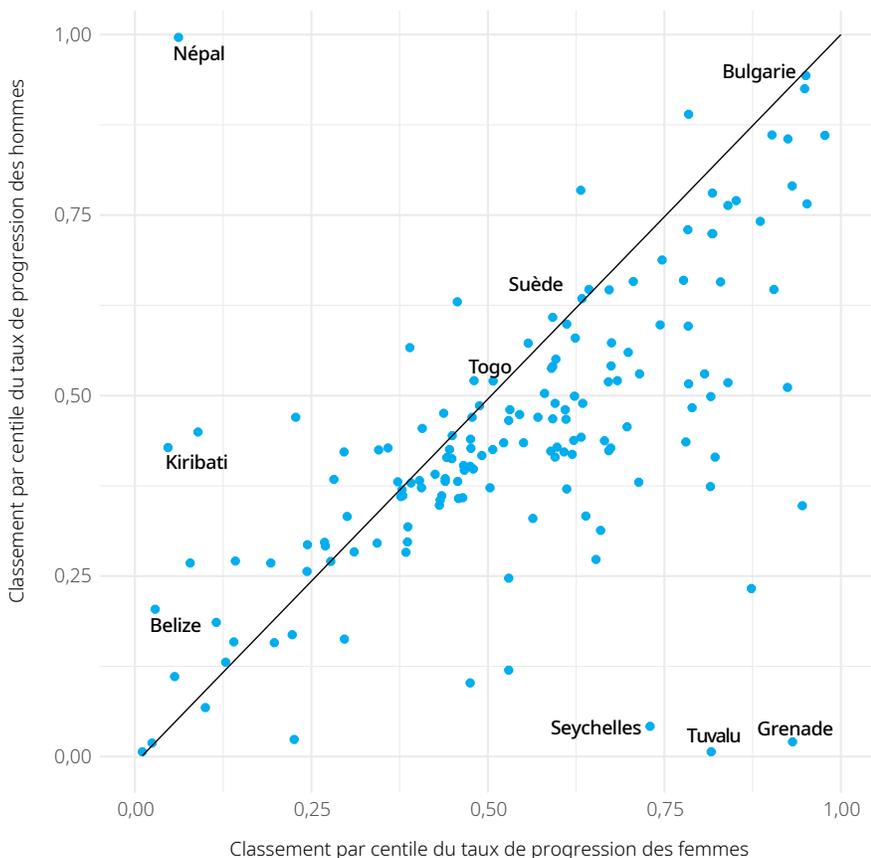
## Analyse comparative des inégalités de genre en ce qui concerne les progrès réalisés et les efforts nécessaires pour atteindre certains ODD en faveur des adolescents, par pays

Si la figure 26 met en évidence les efforts relatifs requis par les pays pour atteindre les cibles des ODD en faveur des adolescentes, il est également utile de comparer l'évolution des progrès et des efforts requis pour les adolescentes et les adolescents pour les indicateurs applicables (c'est-à-dire ceux qui peuvent être ventilés par sexe). Ce type d'analyse, présentée dans les figures 27 et 28 à titre d'illustration, peut permettre de déterminer s'il existe des différences dans les taux de progression observés pour les

adolescentes et les adolescents, ainsi que dans les efforts qui restent à fournir pour atteindre les cibles des ODD. Lorsque des différences entre les genres sont observées, en particulier lorsque des niveaux d'effort relatif différents sont requis pour atteindre les cibles des ODD pour les filles et les garçons, les pays peuvent avoir besoin d'adapter leurs interventions pour « rattraper » le groupe le plus en retard. Cette approche peut elle-même nécessiter des interventions ou des niveaux d'investissement différenciés.

### L'évolution des progrès n'a pas été uniforme pour les adolescentes et les adolescents

**Figure 27** Nuage de points présentant les résultats de l'analyse comparative du taux de progression historique observé pour l'ODD 8.6.1 (NEET), par sexe



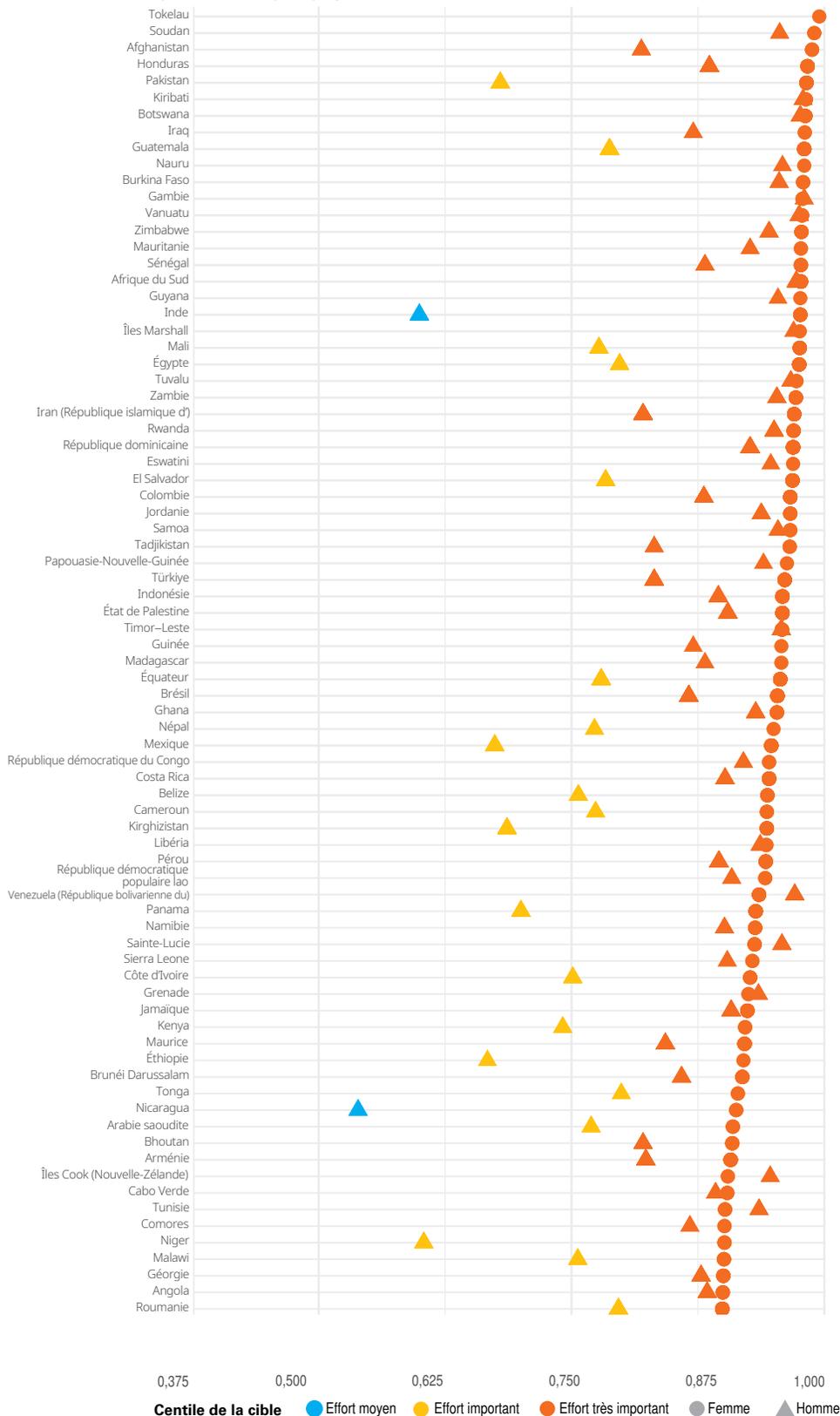
La figure 27 illustre l'évolution des progrès (depuis 2000) réalisés par les pays dans la réduction du taux de NEET (ODD 8.6.1 : Proportion de jeunes non scolarisés et sans emploi ni formation) chez les jeunes femmes et les jeunes hommes.

Les points situés sous la ligne diagonale représentent les pays dans lesquels le taux de progression a favorisé les jeunes femmes, tandis que les points situés au-dessus de la ligne diagonale représentent les pays dans lesquels le taux de progression a favorisé les jeunes hommes. La figure indique que, si certains pays affichent une parité entre les genres dans la réduction du taux de jeunes hommes et femmes NEET, par exemple, la Bulgarie, la Suède et le Togo, les progrès pour les jeunes femmes et les jeunes hommes ont été inégaux dans la plupart des pays. Des pays tels que le Belize, Kiribati et le Népal ont ainsi fait beaucoup plus de progrès dans la réduction du taux de NEET chez les jeunes hommes que chez les jeunes femmes, tandis que d'autres pays, dont la Grenade, les Seychelles et Tuvalu, affichent la tendance inverse.

De manière générale, dans la plupart des pays, les taux historiques de progression dans la réduction des taux de NEET ont néanmoins favorisé les jeunes femmes. Étant donné que celles-ci étaient plus susceptibles d'être non scolarisées et sans emploi ni formation, cette accélération des efforts pour combler les écarts est une véritable avancée et une condition indispensable pour atteindre la parité.

## Les pays doivent souvent déployer différents niveaux d'effort pour atteindre les cibles des ODD en faveur des adolescentes et des adolescents

**Figure 28** Résultats de l'analyse comparative du niveau d'effort requis pour atteindre les cibles NEET de l'ODD 8.6.1, par sexe et par pays



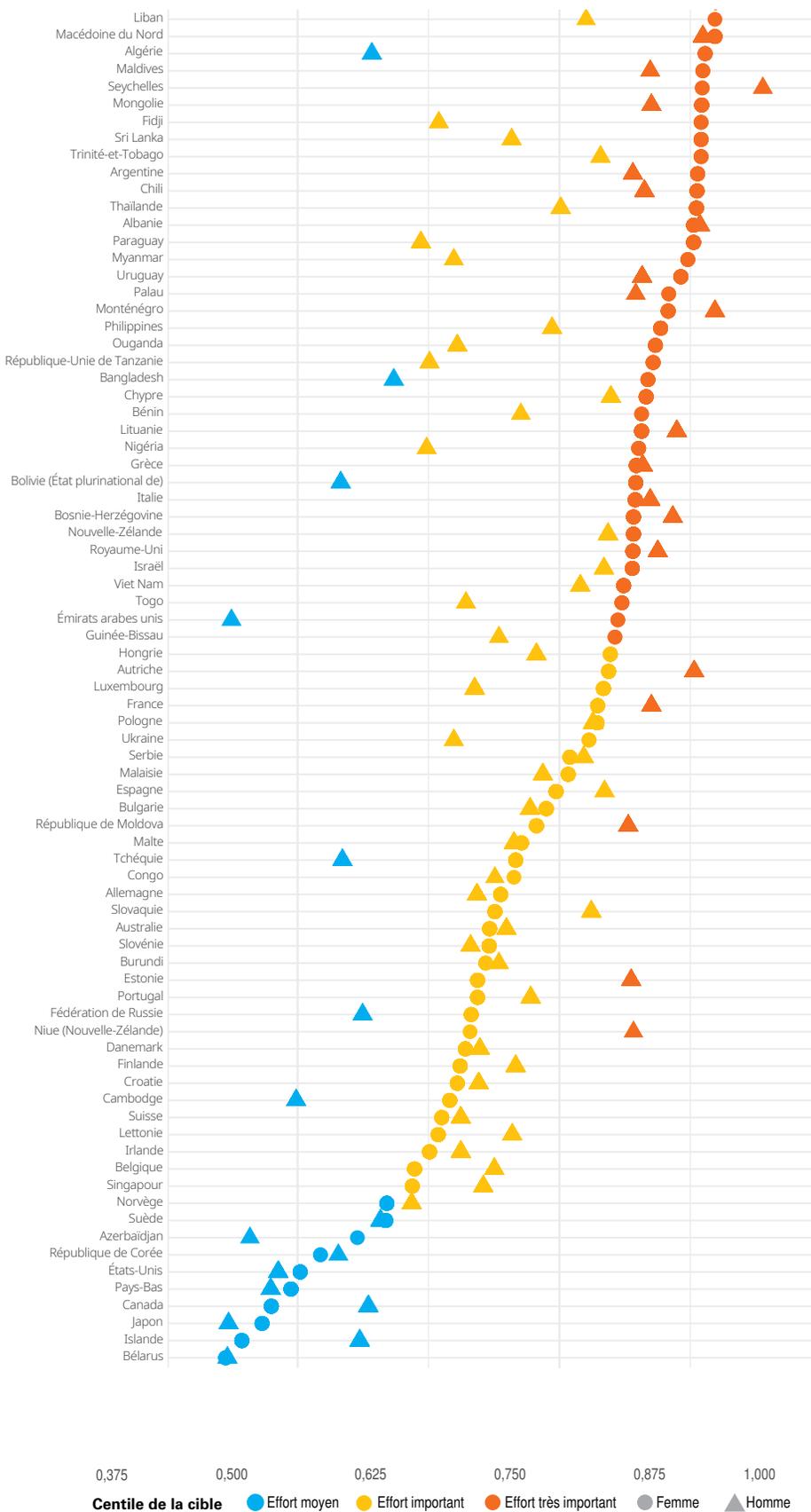
Les différences de progression observées pour les jeunes femmes et les jeunes hommes dans la figure 27 éclairent la figure 28 qui révèle des disparités de genre dans l'effort relatif requis par les pays pour atteindre les cibles NEET pour 157 pays disposant de données à la fois pour les jeunes hommes et les jeunes femmes. Comme aucune cible universelle ou par pays n'a été établie pour l'ODD 8.6.1, c'est la meilleure valeur (la plus faible) observée dans chaque région depuis 2000 qui sert de cible pour les pays de cette région.

Les progrès vers la cible NEET pour les jeunes femmes sont représentés par un cercle, tandis que les progrès pour les jeunes hommes sont représentés par un triangle. Lorsque le cercle est situé plus à droite que le triangle (c'est-à-dire qu'il a la valeur la plus élevée sur l'axe des X), cela signifie que l'effort requis pour atteindre la cible NEET est plus important pour les adolescentes et les jeunes femmes que pour les adolescents et les jeunes hommes – et vice versa. La couleur des cercles et des triangles illustre le niveau d'effort relatif nécessaire pour atteindre la cible NEET pour les jeunes femmes et les jeunes hommes, respectivement.

**La majorité des pays doivent déployer des efforts très importants par rapport aux autres pays pour atteindre la cible NEET pour les jeunes femmes et les jeunes hommes – en d'autres termes, de nombreux pays parmi les moins performants affichent de mauvais résultats tant pour les jeunes femmes que pour les jeunes hommes.**

Cependant, quel que soit le niveau d'effort relatif requis (très important, important ou moyen), les filles sont toujours moins bien loties que les garçons dans la plupart des pays. Plus précisément, 71 % des pays (111) exigent un niveau d'effort relativement plus élevé pour atteindre la cible NEET pour les jeunes femmes que pour les jeunes hommes. Par exemple, le Kirghizistan, le Mexique, le Tadjikistan et l'Inde exigent un niveau d'effort très important pour atteindre la cible NEET pour les jeunes femmes, mais seulement un niveau d'effort relatif moyen pour les jeunes hommes.

Figure 28 (suite)



Dans 22 % des pays (35), c'est l'inverse : un niveau d'effort relatif plus important est nécessaire pour atteindre la cible NEET pour les jeunes hommes que pour les jeunes femmes. Dans 11 pays seulement, le niveau d'effort requis est le même pour les deux sexes.

L'observation des taux historiques de progression (figure 27) et du niveau d'effort requis pour atteindre les cibles (figure 28) indique que des progrès élevés ne se traduisent pas toujours par un niveau d'effort relatif plus faible pour atteindre les cibles des ODD.

Comme le montre la figure 28, de nombreux pays doivent fournir un effort relatif plus important pour atteindre la cible NEET pour les filles que pour les garçons, ce même si la figure 27 montre que les progrès réalisés ont été plus importants pour les filles. Cette situation peut s'expliquer par le fait que les taux de NEET pour les adolescentes et les jeunes femmes étaient plus élevés que pour les adolescents et les jeunes hommes dans la plupart des pays. Comme le point de départ des adolescentes et des jeunes femmes se situe à un niveau plus élevé que celui des adolescents et des jeunes hommes dans ce domaine, leur taux doit être réduit plus rapidement (même dans les pays où leurs progrès ont été plus rapides que pour les adolescents et les jeunes hommes, si elles ne les ont pas encore rattrapés)<sup>117</sup>.

**Pris dans leur ensemble, ces résultats démontrent l'intérêt de décomposer les données agrégées pour mieux comprendre les progrès réalisés et les efforts supplémentaires nécessaires pour atteindre les cibles des ODD pour différentes sous-populations (dans le cas présent, les adolescentes et les jeunes femmes et les adolescents et les jeunes hommes).**

De plus, les pays peuvent utiliser ces informations pour concevoir des interventions qui tiennent compte des points de départ des différents groupes, des progrès réalisés et du niveau d'effort requis pour atteindre les cibles des ODD en faveur des adolescentes et des adolescents afin de s'assurer que personne n'est laissé de côté.



Les filles  
inspirent : respecter  
les engagements  
mondiaux pris  
à l'égard des  
adolescentes

**LES FILLES INSPIRENT**



Les gouvernements devraient investir davantage dans les programmes d'autonomisation des filles et soutenir les initiatives qui renforcent leurs capacités, leurs droits, leur leadership, leur esprit d'entreprise et leur sécurité. Votre soutien est essentiel si l'on veut créer un avenir meilleur pour toutes les filles. »

*Menghorn, 18 ans, Cambodge, membre du Groupe consultatif mondial des filles leaders (GGLAG)*

## Recommandations politiques clés pour

## pour une action accélérée

Malgré certains progrès, 30 ans après le Programme d'action de Beijing et les engagements pris à l'époque en faveur des filles, nombre d'entre elles vivent encore dans des conditions désastreuses. Pourtant, un changement transformateur est possible.

Après avoir dressé un état des lieux des progrès, des défis et des lacunes, le présent rapport s'achève sur un ensemble de recommandations politiques clés destinées à accélérer la prise de mesures en faveur des adolescentes et à libérer l'énorme potentiel et les avantages qui en découlent pour la société et l'économie.

Ces recommandations s'appuient sur l'étroite collaboration et les partenariats que les organisations co-auteurs ont noués avec les filles elles-mêmes, les gouvernements, d'autres organisations multilatérales, le secteur privé et la société civile, y compris des organisations de défense des droits des filles et des femmes, qui sont les premières à défendre autant de changements.

Ces recommandations tiennent également compte des grandes tendances et des transitions auxquelles les adolescentes sont confrontées à l'heure actuelle, notamment des contraintes budgétaires et des réalités économiques du monde dans

lequel nous vivons. Elles mettent l'accent sur les raisons pour lesquelles il est dans l'intérêt des responsables politiques et des populations en général d'agir, au-delà du simple impératif fondé sur les droits humains.

Elles visent aussi à indiquer comment les principales lacunes concernant les progrès en faveur des adolescentes peuvent être comblées de façon réaliste dans un contexte où de nombreuses urgences concurrentes, bien qu'interconnectées, ne sont ni financées ni traitées comme telles.

## Pourquoi agir en priorité en faveur des adolescentes ?



Les données présentées dans ce rapport montrent clairement que la communauté internationale et les gouvernements nationaux n'atteindront pas les objectifs pour les cohortes actuelles ou futures d'enfants et la population en général sans des investissements ciblés en faveur des adolescentes. En effet, si les sociétés veulent mettre fin à la mortalité maternelle et au VIH et prévenir les mariages d'enfants ou toute une série d'autres problèmes qui touchent les adolescentes, des mesures adaptées s'imposent. Elles constituent une condition préalable pour respecter les engagements pris il y a 30 ans au titre du Programme d'action de Beijing et il y a 10 ans dans le cadre des ODD.



Les adolescentes représentent une cohorte énorme de potentiel inexploité et insuffisamment financé. Il a été prouvé que les investissements en faveur des adolescentes ont un effet multiplicateur pour les enfants, les communautés et les économies. Par exemple, en réalisant plusieurs investissements clés en faveur des adolescentes d'ici à 2040, les pays africains pourraient débloquer 2 400 milliards de dollars de revenus supplémentaires<sup>118</sup>. Une collaboration entre l'université d'Oxford, l'université du Cap et l'UNICEF démontre que l'investissement dans un modèle de programme éprouvé et reproductible à grande échelle pour les adolescentes permettrait de multiplier par plus de quatre le retour sur investissement, y compris pour de nombreux résultats

des ODD tels que les grossesses chez les adolescentes, les mariages d'enfants, les violences sexuelles, les années supplémentaires de scolarisation et la productivité sur le marché du travail<sup>119</sup>. Par ailleurs, investir dans l'éducation secondaire des adolescentes permettrait d'accroître les revenus futurs des filles jusqu'à 20 % et de débloquer la croissance économique des pays<sup>120</sup>. Les investissements dans les droits des adolescentes ont également des effets importants sur la démographie – l'une des principales mégatendances qui concernent les enfants aujourd'hui – et contribuent à faire baisser les coûts de protection sociale pour les États. En retour, ces derniers peuvent ainsi investir davantage dans chaque enfant par habitant et améliorer la qualité des systèmes et services de santé, d'éducation et autres.



Des éléments solides indiquent que l'adolescence présente une « deuxième fenêtre de possibilités et d'avantages »<sup>121</sup> dans laquelle les gouvernements et d'autres acteurs peuvent investir pour accompagner les changements biologiques (du développement du cerveau à la puberté) et sociaux (où les pairs deviennent d'une importance capitale) qui exposent les enfants à de nouvelles vulnérabilités et opportunités (les risques liés au VIH, la mortalité maternelle, les mariages d'enfants, mais aussi la possibilité de poursuivre des études et de mener des initiatives communautaires). Les enfants doivent être équipés pour s'épanouir dans un monde qui évolue rapidement, que ce soit en raison des avancées technologiques ou des changements climatiques, et l'adolescence est la période critique

pour agir. Dans la mesure du possible, il importe aussi de veiller à donner une seconde chance aux adolescentes.

## Comment agir rapidement et de façon réaliste en faveur des adolescentes ?

### 1

#### Faire entendre la voix des adolescentes et apporter un soutien concret à leur plaidoyer et à leur action

Partout dans le monde, les filles revendiquent haut et fort les changements dont elles ont besoin dans leur vie, qu'il s'agisse d'initiatives pour lutter contre la crise climatique, la violence sexuelle ou les mariages d'enfants. Les filles ont clairement exprimé leurs priorités et les moyens d'action pour libérer leur potentiel, notamment par le biais d'un sondage de masse sur les droits des filles, auquel ont répondu plus d'un demi-million d'adolescentes, de garçons et de jeunes<sup>122</sup>. Leurs priorités politiques reflètent les constatations factuelles de ce qui fonctionne à grande échelle : l'investissement dans l'accès à l'éducation, y compris l'éducation sur le corps, et dans les compétences pratiques, notamment les aptitudes professionnelles et la culture financière. Le soutien aux parents, y compris via des cours et une aide financière, est également une priorité absolue. Dans tous les pays, communautés, écoles et ménages, les filles détiennent une quantité d'informations considérable sur leur réalité quotidienne, leurs priorités, leurs besoins et les solutions qui pourraient résoudre les problèmes qui se posent à elles et à leurs pairs.

Le point de vue des filles doit être intégré dans le processus d'élaboration des politiques et nous devons soutenir et financer leur plaidoyer ainsi que les organisations qui permettent à leurs voix, à leurs idées et à leurs actions d'être vues et entendues. Il ne s'agit pas de demander aux filles de devenir des fonctionnaires ou des responsables politiques à plein temps ou d'assumer d'autres rôles professionnels, ni de faire passer leur voix avant celle des autres. En revanche, un ensemble d'outils et d'approches peut permettre aux adolescentes de contribuer au changement dans la société et à l'élaboration des politiques aux côtés d'autres groupes marginalisés, que ce soit par les actions directes qu'elles entreprennent dans leurs communautés ou par leur engagement dans des processus politiques réalisables, tels que les consultations, les discussions de groupe, les conseils d'école, les groupes consultatifs au niveau ministériel et les sondages et enquêtes de masse.

## 2

**Définir des objectifs explicites pour faire bouger les lignes en faveur des adolescentes qui sont trop souvent invisibles et reléguées au second plan**

Dans un climat de pression économique mondiale, de fragilité et d'instabilité, de conflits et de changements climatiques, on observe aussi une tendance inquiétante chez les jeunes hommes qui adoptent des attitudes contraires à l'égalité des genres (par exemple en ce qui concerne les rôles des hommes et des femmes au sein du foyer et le recours à la violence)<sup>123</sup>. Dans ce contexte, nous avons besoin d'une double approche pour lutter contre la pauvreté et les normes de genre négatives qui sont néfastes pour toutes et tous et constituent des obstacles structurels au changement – notamment

à l'élimination des mariages d'enfants et de la violence. Il est par conséquent essentiel d'investir dans la protection sociale, l'autonomisation économique et de doter davantage d'adolescentes des compétences nécessaires pour entrer sur le marché du travail à l'âge adulte, tout en travaillant avec les hommes et les garçons qui se trouvent aussi lésés par ces normes. Le fossé numérique entre les genres, et plus largement l'écart de compétences STIM entre les garçons et les filles, constitue une menace pour les droits des filles aujourd'hui. Pour générer des dividendes économiques et sociaux et pérenniser les progrès, il convient donc de se concentrer sur la réduction des disparités en matière d'éducation, de compétences et de formation des filles, en particulier dans les STIM (y compris dans les technologies numériques).

Les questions délicates et qui tardent à se régler nécessitent par ailleurs une attention particulière : ainsi, une action concertée est indispensable pour lutter contre la mortalité maternelle et l'anémie, en particulier dans les régions où les progrès sont au point mort. L'expérience de certains pays à faible revenu, à revenu intermédiaire et à revenu élevé a démontré l'efficacité des mécanismes de responsabilité fondés sur des données pour impulser le changement sur des sujets difficiles à faire évoluer, notamment grâce à des plans de suivi et de mise en œuvre nationaux et infranationaux.

Pour poursuivre ces objectifs avec détermination et vérifier si des changements se produisent, il est essentiel d'investir dans de meilleurs données et éléments de preuve. Nos éléments de mesure regroupent souvent les expériences des femmes et des filles dans une seule et même catégorie, or les adolescentes ont des expériences et des besoins spécifiques. Les lacunes concernent notamment les filles âgées de 10 à 14 ans et les filles les plus marginalisées de nos sociétés.

## 3

**Allouer et mobiliser les ressources de manière stratégique afin de générer des retombées sociales et économiques**

Les gouvernements peuvent contribuer à générer de nombreux bénéfices en investissant en faveur des adolescentes. Toutefois, dans un contexte de fortes contraintes budgétaires, où les capacités existantes sont déjà fortement sollicitées, il est essentiel d'investir ces ressources de manière aussi judicieuse que possible. Pour ce faire, les données probantes et les différentes expériences menées montrent qu'il convient notamment :

- ▶ **D'investir là où les lacunes sont les plus importantes et les plus urgentes pour les adolescentes en déployant des programmes qui contribuent à plusieurs ODD** (par exemple, en investissant dans l'éducation et les compétences, ou dans des dispositifs de transferts en espèces et d'autonomisation économique conçus pour soutenir les filles et accélérer les progrès à grande échelle pour plusieurs ODD)<sup>124</sup>.
- ▶ **D'investir dans des changements systémiques à grande échelle, en délaissant les petits projets au profit d'un soutien à plusieurs niveaux.** Plusieurs interventions clés peuvent être combinées lorsqu'elles s'appuient sur un système, une plateforme programmatique ou une main-d'œuvre existants, et qu'un soutien supplémentaire – sans être démesuré – est mis en place. Par exemple, les centres de santé maternelle existants pourraient assurer la distribution de suppléments de fer et d'acide folique aux mères adolescentes et les orienter vers des conseillers ou conseillères en nutrition. Un autre exemple consiste à investir dans des programmes conjoints de

santé, de nutrition et de mesures EAH en milieu scolaire qui répondent aux besoins menstruels des filles.

- **De mener une action ciblée visant à adapter la roue plutôt qu'à la réinventer.** Nous devons mettre fin à l'invisibilité et à la mise à l'écart des adolescentes, qui ne sont considérées ni comme des enfants ni comme des femmes dans les services classiques (et qui sont donc souvent prises en charge dans le cadre de petits projets ponctuels conçus pour répondre à leurs besoins spécifiques), et mettre en place des actions ciblées pour répondre à leurs besoins à grande échelle. L'idée n'est pas de créer de nouveaux programmes ou systèmes – qui ne seraient probablement pas réalisables à grande échelle – uniquement pour les adolescentes, mais plutôt d'ajuster ou d'adapter les systèmes existants pour mieux répondre aux besoins des filles. Ces actions peuvent par exemple inclure des modules de formation

supplémentaires pour les agents de santé communautaires ou les sages-femmes sur les besoins de santé des filles et des mères adolescentes ; une participation active aux projets existants de réforme des programmes scolaires pour garantir que le contenu général des STIM présente des modèles positifs pour les filles comme pour les garçons qui aspirent à ces domaines ; ou, dans les clubs périscolaires sur le codage et les STIM, l'ajout de contenus conçus pour atteindre les filles et leur enseigner ces matières sur un pied d'égalité.

- **De renforcer les collaborations pour passer d'un travail fragmenté et cloisonné à des solutions à grande échelle et fondées sur des preuves.** Cette approche nécessitera une meilleure coordination entre l'écosystème des ministères concernés, le secteur privé, les partenaires de

développement et la société civile. Elle devrait également inclure, dans la mesure du possible, les institutions qui mutualisent des ressources dans le cadre d'une vision commune pour intensifier l'action en faveur des adolescentes.

En appuyant la voix et les mouvements des adolescentes, en fixant des cibles explicites pour améliorer leur situation et en investissant de façon stratégique dans des solutions éprouvées pour faire bouger les lignes à grande échelle, nous pouvons changer le monde, avec et pour les filles. Ces investissements, étayés par ceux qui ont permis de faire progresser les droits des filles au cours des 30 dernières années, peuvent être transformateurs pour les filles, leurs familles, leurs communautés et les économies dans leur ensemble. Nous avons tout ce qu'il faut pour agir, il n'y a plus de temps à perdre.



# LES FILLES INSPIRENT

## Notes de fin et crédits photo

- 1 Nations Unies, Déclaration et du Programme d'action de Beijing, Nations Unies, Beijing, 15 septembre 1995.
- 2 UNICEF Innocenti – Centre mondial de la recherche et de la prospective, *The Adolescent Brain: A second window of opportunity*, UNICEF Innocenti, Florence, 2017.
- 3 Kostelyn, K., et al., « *Worse than the War* » : An ethnographic study of the impact of the Ebola crisis on life, sex, teenage pregnancy, and a community-driven intervention in rural Sierra Leone, Save the Children, Londres, 2016.
- 4 Samji, Hasina, et al., « Mental Health Impacts of the COVID-19 Pandemic on Children and Youth: A systematic review », *Children and Adolescent Mental Health*, vol. 27, n° 2, mai 2022, p. 173 à 189.
- 5 Estimations d'ONUSIDA 2024.
- 6 Girl Effect, *Girls and Mobile Report*, Girl Effect, Londres, 2023.
- 7 Eady, Gregory et Anne Rasmussen, « Gendered Perceptions and the Costs of Political Toxicity: Experimental evidence from politicians and citizens in four democracies », *American Political Science Review*, publié en ligne, 2024.
- 8 Fonds des Nations Unies pour l'enfance, *Bridging the Gender Digital Divide: Challenges and an urgent call for action for equitable digital skills development*, UNICEF, New York, 2023.
- 9 Équipe du Secrétaire général des Nations Unies pour l'action climatique, « United Nations Secretary-General's Call To Action on Extreme Heat », Nations Unies, New York, 25 juillet 2024.
- 10 Fonds des Nations Unies pour l'enfance, *La Situation des enfants dans le monde 2024 : L'avenir de l'enfance dans un monde en mutation*, UNICEF, New York, 2024.
- 11 Riyad Fatema, Syadani, et al., « Women's Health-Related Vulnerabilities in Natural Disasters: A systematic review protocol », *BMJ Open*, vol. 9, n° 12, art. e032079, 29 décembre 2019.
- 12 Fonds des Nations Unies pour la population, « Child Marriage and Environmental Crises: An evidence brief », UNFPA, Johannesburg, 2021.
- 13 McAuliffe, Marie et Linda Adhiambo Oucho, éd., *État de la migration dans le monde 2024*, Organisation internationale pour les migrations, Genève, 2024.
- 14 Filles, pas épouses, *Le mariage des enfants dans les situations de conflit et de crise – Données et pratiques*, Filles, pas épouses, Londres, octobre 2024.
- 15 ONU-Femmes et Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies, *Progrès vers la réalisation des Objectifs de développement durable : Gros plan sur l'égalité des sexes 2024*, ONU-Femmes et DESA, New York, 2024.
- 16 Devonald, Megan, Silvia Guglielmi et Nicola Jones, *Investing in Adolescent Girls: Mapping global and national funding patterns from 2016–2020, Gender and Adolescence: Global Evidence*, Londres, janvier 2023.
- 17 Fonds des Nations Unies pour l'enfance, ONU-Femmes et Plan International, *A New Era for Girls: Taking stock of 25 years of progress*, UNICEF, New York, mars 2020.
- 18 Les données régionales agrégées sont présentées par région de l'UNICEF. Pour consulter la liste des pays de chaque région, voir : <<https://data.unicef.org/regionalclassifications/>>. Pour obtenir des estimations régionales et mondiales, les auteurs ont utilisé des moyennes pondérées en fonction de la population, puisque les données nationales sont pondérées par la taille totale de la population concernée (par exemple, les adolescentes âgées de 10 à 19 ans ou les jeunes femmes âgées de 15 à 24 ans). Les estimations régionales et mondiales ne sont présentées que lorsque les données représentent au moins 50 % de la population correspondante.
- 19 Dans toutes les figures qui présentent des données au niveau national, la sélection des pays inclut tous ceux qui ont collecté des données comparables au niveau mondial pour l'indicateur au cours de la période considérée et qui disposent d'un nombre suffisant de cas pour effectuer des analyses fiables. Les données nationales présentées dans ce rapport peuvent différer de celles disponibles au sein des pays. Bien qu'elles proviennent principalement de statistiques officielles fournies par les gouvernements, les données compilées par les organisations internationales sont parfois ajustées pour permettre une comparaison mondiale. En outre, les pays peuvent disposer de données plus récentes que celles disponibles au moment de l'analyse.
- 20 UNICEF, Division des données, de l'analytique, de la planification et du suivi – Section des données et de l'analytique, *Progress on Children's Well-Being: Centering child rights in the 2030 agenda – For every child, a sustainable future*, UNICEF, New York, septembre 2023.
- 21 *Progrès vers la réalisation des objectifs de développement durable : Gros plan sur l'égalité des sexes 2024*.
- 22 Deininger, Klaus, Aparajita Goyal et Hari Nagarajan, « Women's Inheritance Rights and Intergenerational Transmission of Resources in India », *Journal of Human Resources*, vol. 48, n° 1, hiver 2013, p. 114 à 141.
- 23 ONU-Femmes et Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies, Division de la statistique, *Progrès vers la réalisation des Objectifs de développement durable : Gros plan sur l'égalité des sexes 2024*, ONU-Femmes et DESA, New York, 2024.
- 24 *Progrès vers la réalisation des objectifs de développement durable : Gros plan sur l'égalité des sexes 2024*.
- 25 Fonds des Nations Unies pour l'enfance, Technical Note on Adolescent Empowerment, UNICEF, New York, n.d.
- 26 Banque mondiale, *Les femmes, l'entreprise et le droit 2024*, Banque mondiale, Washington, D.C., 2024.
- 27 Wodon, Quentin, et al., *Missed Opportunities : The high cost of not educating girls*, The Cost of Not Educating Girls Series, Banque mondiale, Washington, D.C., 2018.
- 28 Fonds des Nations Unies pour l'enfance, « The Power of Education to End Child Marriage », UNICEF, New York, 2022.
- 29 Fonds des Nations Unies pour l'enfance, *Dénutries et oubliées : Une crise nutritionnelle mondiale pour les adolescentes et les femmes*, Série de rapports de l'UNICEF sur la nutrition des enfants, UNICEF, New York, 2023.
- 30 ONU-Femmes et Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies, Division de la statistique, *Progrès vers la réalisation des Objectifs de développement durable : Gros plan sur l'égalité des sexes 2022*, ONU-Femmes et Division de la statistique du DESA, 2022.
- 31 Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, *Rapport mondial de suivi sur l'éducation : La technologie à ses conditions : égalité des genres et inclusion*, UNESCO, Paris, 2024.
- 32 Bases de données mondiales de l'UNICEF, 2024.
- 33 Banque mondiale, *Safe & Learning in the Midst of Fragility, Conflict and Violence: A World Bank Group approach paper*, Banque mondiale, Washington, D.C., 2022.
- 34 *Progrès vers la réalisation des objectifs de développement durable : gros plan sur l'égalité des sexes 2023*.
- 35 Bases de données mondiales de l'UNICEF, 2024.
- 36 Starr, Miranda, et al., « Epidemiology of Menstrual-Related Absenteeism in 44 Low-Income and Middle-Income Countries: A cross-sectional analysis of Multiple Indicator Cluster Surveys », *Lancet Global Health*, vol. 13, n° 2, février 2025, p. e285 à e297.
- 37 Duncan, G. J., et al., « School Readiness and Later Achievement », *Developmental Psychology*, vol. 43, n° 6, novembre 2007, p. 1428 à 1446.
- 38 Jones, Nicola, et al., « Intersecting Barriers to Adolescents' Educational Access during COVID-19: Exploring the role of gender, disability and poverty », *International Journal of Educational Development*, vol. 85, art. 102428, septembre 2021.
- 39 *Bridging the Gender Digital Divide*.
- 40 Note : les jeunes âgés de 15 à 24 ans sont considérés comme ayant des compétences numériques s'ils ont entrepris au moins une des neuf activités suivantes au cours des trois derniers mois : copier ou déplacer un fichier ou un dossier ; utiliser des outils de copier-coller pour dupliquer ou déplacer des informations dans un document ; envoyer des courriels avec une pièce jointe ; transférer des fichiers entre un ordinateur et d'autres périphériques ; utiliser des formules arithmétiques de base dans un tableur ; connecter et installer de nouveaux périphériques ; créer des présentations électroniques avec un logiciel de présentation ; rechercher, télécharger, installer et configurer des logiciels ; ou écrire un programme informatique à l'aide d'un langage de programmation spécialisé – cette dernière compétence étant considérée comme une compétence numérique avancée. Étant donné que la mesure des compétences numériques est basée sur le fait que le répondant à la question de l'enquête a utilisé l'une de ces compétences au cours des trois derniers mois, les personnes qui possèdent des compétences numériques mais ne les ont pas utilisées au cours des trois derniers mois ne sont pas comptabilisées.
- 41 *Progrès vers la réalisation des objectifs de développement durable : Gros plan sur l'égalité des sexes 2024*.
- 42 *Progrès vers la réalisation des objectifs de développement durable : gros plan sur l'égalité des sexes 2022*.
- 43 Pour plus d'informations sur le programme Skills4Girls de l'UNICEF, voir <[www.unicef.org/gender-equality/skills4girls](http://www.unicef.org/gender-equality/skills4girls)>.
- 44 Munoz Boudet, Ana Maria et al., « Gender Differences in Poverty and Household Composition through the Life-Cycle: A global perspective », Policy Research Working Paper n° 8360, Banque mondiale, Washington, D.C., 7 mars 2018.
- 45 Staab, S., et al., *Harnessing Social Protection for Gender Equality, Resilience and Transformation*, ONU-Femmes, New York, 2024.
- 46 White, Roisin et al., « GirlsEmpoweringGirls: A First in Urban Social Protection Programming in Uganda », chapitre 9 dans *Social Protection in East Asia and Pacific: From Evidence to Action for Children*, Andrea

- Rossi et Ruben Villanueva, UNICEF, 2023, p. 128 à 145. Consulté le 28 février 2025 : <[https://www.unicef.org/eap/media/13721/file/Chapter%209\\_Urban%20Social%20Protection%20in%20Uganda.pdf](https://www.unicef.org/eap/media/13721/file/Chapter%209_Urban%20Social%20Protection%20in%20Uganda.pdf)>
- 47 La ligne de tendance complète n'est pas représentée.
- 48 Organisation internationale du Travail, *Tendances mondiales de l'emploi des jeunes 2024 : Des emplois décents pour un avenir meilleur*, OIT, Genève, 2024.
- 49 *Progrès vers la réalisation des objectifs de développement durable : gros plan sur l'égalité des sexes 2023*.
- 50 Fonds des Nations Unies pour l'enfance, *Harnessing the Power of Data for Girls: Taking stock and looking ahead to 2030*, UNICEF, New York, 2016.
- 51 *Ibid.*
- 52 Les tâches ménagères peuvent être considérées comme dangereuses, c'est-à-dire potentiellement préjudiciables au développement physique, social, psychologique ou éducatif des enfants, lorsqu'elles sont effectuées au moins 21 heures par semaine. Voir : Dayioğlu, Meltem, *Impact of Unpaid Household Services on the Measurement of Child Labour*, MICS Methodological Papers, n° 2, Section de la statistique et du suivi, Division des Politiques et de la Stratégie, Fonds des Nations Unies pour l'enfance, New York, 2013.
- 53 Organisation de coopération et de développement économiques, *The Pursuit of Gender Equality: An uphill battle*, OCDE, Paris, 2017.
- 54 Fonds des Nations Unies pour l'enfance, *Uneven Expectations: Measuring gender norms to address children's engagement in unpaid work*, UNICEF, New York, 2021.
- 55 *Tendances mondiales de l'emploi des jeunes 2024*.
- 56 *Ibid.*
- 57 Organisation internationale du Travail, *Briser les entraves à l'emploi des jeunes hommes et femmes*, OIT, Genève, 2008.
- 58 Guedes, Alessandra, et al., « Bridging the Gaps: A global review of intersections of violence against women and violence against children », *Global Health Action*, vol. 9, n° 1, art. 31516, 20 juin 2016.
- 59 International Rescue Committee, *Que s'est-il passé ? L'impact du COVID-19 sur la sécurité des femmes et des filles et la réponse humanitaire y relative*, IRC, New York, octobre 2020.
- 60 Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, *Global Report on Trafficking in Persons 2024*, Nations Unies, Vienne, décembre 2024.
- 61 Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et ONU-Femmes, *Femicides in 2023: Global estimates of intimate partner/family member femicides*, Nations Unies, Vienne, 2024.
- 62 Organisation mondiale de la Santé, *Violence against Women Prevalence Estimates, 2018: Global, regional and national prevalence estimates for intimate partner violence against women and global and regional prevalence estimates for non-partner sexual violence against women*, OMS, Genève, 2021.
- 63 Le terme « année écoulée » désigne une période de référence de 12 mois à compter de la date de l'entretien.
- 64 Fonds des Nations Unies pour l'enfance, *When Numbers Demand Action: Confronting the global scale of sexual violence against children*, UNICEF, New York, 2024.
- 65 La violence sexuelle comprend les formes de violence avec contact (c'est-à-dire le viol ou l'agression sexuelle) ainsi que les formes de violence sans contact, telles que la violence verbale ou en ligne. Voir : *When Numbers Demand Action*.
- 66 *When Numbers Demand Action*.
- 67 Fonds des Nations Unies pour la population, *An Infographic Guide to Technology-Facilitated Gender-Based Violence*, UNFPA, New York, janvier 2025.
- 68 Fonds des Nations Unies pour la population, Division technique, *La violence basée sur le genre facilitée par la technologie : rendre tous les espaces sûrs*, UNFPA, New York, décembre 2021 ; *An Infographic Guide to Technology-Facilitated Gender-Based Violence*.
- 69 *La violence basée sur le genre facilitée par la technologie : rendre tous les espaces sûrs*.
- 70 Reconnaisant l'existence de lacunes critiques dans la mesure de la violence basée sur le genre facilitée par la technologie, la Commission de statistique des Nations Unies a demandé en 2024 à ONU-Femmes, à l'OMS, à l'UNFPA et à d'autres partenaires : (i) de mener des consultations techniques, des tests et des projets pilotes, en étroite collaboration avec les bureaux nationaux de statistique et avec leur contribution active ; et (ii) de proposer un cadre statistique pour des mesures normalisées et comparables au niveau mondial sur la violence basée sur le genre facilitée par la technologie. Ces normes de mesure sont élaborées dans le cadre de consultations technique avec d'autres tests et mises à l'essai de mesures et de production de connaissances.
- 71 Fonds des Nations Unies pour l'enfance, *Female Genital Mutilation: A global concern – 2024 update*, UNICEF, New York, 2024.
- 72 *Female Genital Mutilation: A global concern – 2024 update*.
- 73 Sardinha, LynnMarie et al., « Intimate Partner Violence against Adolescent Girls: Regional and national prevalence estimates and associated country-level factors », *Lancet Child & Adolescent Health*, vol. 8, n° 9, septembre 2024, p. 636 à 646.
- 74 Fonds des Nations Unies pour l'enfance, *Is an End to Child Marriage within Reach? Latest trends and future prospects – 2023 update*, UNICEF, New York, 2023.
- 75 *Ibid.*
- 76 Fonds des Nations Unies pour l'enfance, *Ending Child Marriage: A profile of progress in India – 2023 update*, UNICEF, New York, 2023.
- 77 Advika – Empowering Girls in a Unique Way, UNICEF Inde, <<https://www.unicef.org/india/stories/advika-empowering-girls-unique-way>>, consulté le 21 février 2025.
- 78 Fonds des Nations Unies pour l'enfance, *La Situation des enfants dans le monde 2023 : Pour chaque enfant, des vaccins*, UNICEF Innocenti – Centre mondial de la recherche et de la prospective, Florence, avril 2023.
- 79 *Ibid.*
- 80 Pour plus d'informations, voir <<https://www.unicef.org/stories/generations-unite-nigerias-hpv-vaccine-campaign>>, consulté le 28 février 2025.
- 81 Groupe interinstitutions des Nations Unies pour l'estimation de la mortalité juvénile (UN-IGME), *Levels & Trends in Child Mortality: Report 2023, Estimates developed by the United Nations Inter-agency Group for Child Mortality Estimation*, Fonds des Nations Unies pour l'enfance, New York, 2024.
- 82 Organisation mondiale de la Santé, Fonds des Nations Unies pour l'enfance, Fonds des Nations Unies pour la population, Groupe de la Banque mondiale et Division de la population du Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies, *Tendances de la mortalité maternelle de 2000 à 2020 : Estimations de l'OMS, de l'UNICEF, de l'UNFPA, du groupe de la Banque mondiale et de la Division de la population de l'UNDESA*, OMS, Genève, 2023.
- 83 *Progrès vers la réalisation des objectifs de développement durable : gros plan sur l'égalité des sexes 2023*.
- 84 ONU-Femmes, *Le progrès des femmes dans le monde 2019-2020 : les familles dans un monde en changement*, ONU-Femmes, New York, 2019.
- 85 ONU-Femmes et Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies, Division de la statistique, *Progrès vers la réalisation des Objectifs de développement durable : Gros plan sur l'égalité des sexes 2022*, ONU-Femmes et Division de la statistique du DESA, 2022.
- 86 *Ibid.*
- 87 Plan International, *Sexual and Reproductive Health and Rights: Plan International's position paper*, Woking, Royaume-Uni, 2016.
- 88 Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida, Fonds des Nations Unies pour la population, Fonds des Nations Unies pour l'enfance, ONU-Femmes et Organisation mondiale pour la Santé, *Principes directeurs internationaux sur l'éducation à la sexualité : une approche factuelle*, UNESCO, Paris, 2018.
- 89 Bénin, Brésil, Cambodge, République dominicaine, El Salvador, Ouganda, Philippines, Togo et Vietnam.
- 90 En tant qu'étude de recherche qualitative et longitudinale, les principales méthodes de *Real Choices, Real Lives* sont des entretiens semi-structurés, menés chaque année avec les personnes qui s'occupent des filles de la cohorte (généralement les mères des filles, mais pas toujours) et avec les filles de la cohorte elles-mêmes à partir de 5 ans. Les entretiens sont complétés par des inventaires des ménages qui permettent de saisir l'évolution de la situation des ménages au fil du temps. Pour en savoir plus sur la méthodologie de *Real Choices, Real Lives* voir : Plan International, « *Real Choices, Real Lives: Research study methodology* », Plan International, Woking, Royaume-Uni, 2024.
- 91 Lire les rapports de l'étude *Real Choices, Real Lives* de Plan International sur <<https://plan-international.org/publications/real-choices-real-lives/>> consulté le 28 février 2025.
- 92 Fonds des Nations Unies pour l'enfance, *La Situation des enfants dans le monde 2021 : Dans ma tête – Promouvoir, protéger et prendre en charge la santé mentale des enfants*, UNICEF, New York, octobre 2021.
- 93 *Ibid.*
- 94 López-Gil, José Francisco et al., « Global Proportion of Disordered Eating in Children and Adolescents: A systematic review and meta-analysis », *JAMA Pediatrics*, vol. 177, n° 4, avril 2023, p. 363-372.
- 95 Campbell, Olympia L. K., David Bann et Praveetha Patalay, « The Gender Gap in Adolescent Mental Health: A cross-national investigation of 566,829 adolescents across 73 countries », *SSM – Population Health*, vol. 13, article 100742, mars 2021.
- 96 Fonds des Nations Unies pour l'enfance, « *In Pursuit of Happiness: Girls' striking optimism in a time of crisis – A data and policy brief on adolescent girls' life satisfaction and happiness* », UNICEF, New York, 2024.
- 97 Fonds des Nations Unies pour l'enfance, *La*

*Situation des enfants dans le monde 2021 : Dans ma tête – Promouvoir, protéger et prendre en charge la santé mentale des enfants*, UNICEF, New York, octobre 2021.

98 *Dénutriés et oubliés*.

99 De plus en plus de données mettent en évidence le lien entre l'exposition à la violence exercée par un partenaire intime et la nutrition des enfants, mais un grand nombre d'études ne disposent pas de données suffisamment ventilées pour permettre une analyse spécifique aux adolescentes. Fonds des Nations Unies pour l'enfance, « Evidence on the Linkages Between Gender-Based Violence and Nutrition: Summary of findings specific to adolescent girls », UNICEF, New York, 2023.

100 *Ibid*.

101 Organisation mondiale de la Santé, « Global Health Estimates », <[www.who.int/data/global-health-estimates](http://www.who.int/data/global-health-estimates)>, consulté le 18 février 2025.

102 Une année de vie ajustée sur l'incapacité peut être considérée comme une année perdue de vie « en bonne santé ».

103 Fonds des Nations Unies pour l'enfance et Organisation mondiale de la Santé, *Progrès en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène des ménages, 2000-2022 : Gros plan sur les questions de genre*, UNICEF et OMS, New York, 2023.

104 Fonds des Nations Unies pour l'enfance, « Adolescent Girls' Access to Water, Sanitation & Hygiene: Data Snapshot and Recommendations for Gender-Responsive Actions », UNICEF, New York, 2023.

105 *Progrès en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène des ménages, 2000-2022*.

106 *Progrès vers la réalisation des objectifs de développement durable : gros plan sur l'égalité des sexes 2022*.

107 Données sur les tendances antérieures non disponibles.

108 Fonds des Nations Unies pour l'enfance et Organisation mondiale de la Santé, *Progrès en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène en milieu scolaire, 2015-2023 : Gros plan sur la santé menstruelle*, UNICEF et OMS, New York, 2024.

109 Sommer M., B. Torondel, J. Hennegan, P.A. Phillips- Howard, T. Mahon, A. Motivans, G. Zulaika, C. Gruer, J. Haver, B.A. Caruso, « Monitoring Menstrual Health and Hygiene Group. How addressing menstrual health and hygiene may enable progress across the Sustainable Development Goals », *Glob Health Action*, janvier 2021, vol. 1 ; n° 14(1).

110 Fonds des Nations Unies pour l'enfance et Organisation mondiale de la Santé, *Progrès en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène en milieu scolaire, 2015-2023 : Gros plan sur la santé menstruelle*, UNICEF, New York, 2024.

111 Mesfin, Lelena, « The Shame is Gone! In Ethiopia, school menstrual hygiene and health facilities increase girls' attendance and restore their dignity », UNICEF Éthiopie, 12 mai 2023, <<https://www.unicef.org/ethiopia/stories/shame-gone>>, consulté le 18 février 2025.

112 Cette analyse s'appuie sur l'analyse comparative présentée dans UNICEF, Division des données, de l'analytique, de la planification et du suivi – Section des données et de l'analytique, *Progress on Children's Well-Being: Centring child rights in the 2030 agenda – For every child, a sustainable future*, Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), New York, septembre 2023.

113 Afin d'utiliser toutes les données disponibles, lorsque l'on dispose de plus de deux points de données pour un pays, chaque épisode de changement est traité comme une observation différente (c'est-à-dire comme un pays différent).

114 Le classement par centile est une mesure qui indique la performance d'un pays pour un

indicateur spécifique des ODD à un moment donné par rapport aux autres pays et par rapport à lui-même sur la série chronologique analysée. Le classement par centile des progrès réalisés par un pays pour un indicateur spécifique des ODD signifie qu'au cours d'une année donnée, un pays a progressé aussi bien, voire mieux, que le pourcentage d'autres pays au cours de la période considérée.

115 Pour l'analyse comparative des indicateurs de l'éducation, nous avons utilisé les cibles définies par les pays en consultation avec l'ISU. Les pays qui n'ont pas défini de cibles en matière d'éducation sont indiqués en gris clair.

116 Des données représentatives au niveau national et comparables au niveau mondial sur les MGF sont disponibles pour 31 pays d'Afrique, d'Asie et du Moyen-Orient où les MGF sont largement pratiquées.

117 Comme indiqué plus haut, cette analyse des NEET n'est fournie qu'à titre indicatif. Pour la plupart des indicateurs ventilés par sexe présentés dans la figure 26, le fait que la progression historique des filles soit plus importante que celle des garçons signifie que moins d'efforts seront nécessaires pour atteindre les cibles les concernant.

118 Ajayi, Kehinda et Estelle Koussoubé, éd., *Pathways to Prosperity for Adolescent Girls in Africa*, Banque mondiale, Washington, D.C., 2024.

119 Université d'Oxford, Université du Cap, Université de Witwatersrand, Johannesburg et UNICEF, « Right on the Money: Making the case for rights-based investments in adolescent girls », UNICEF, New York, 2024.

120 Fonds des Nations Unies pour l'enfance, « Adolescent Girls – the Investment Case », UNICEF, New York, 2023.

121 *The Adolescent Brain*.

122 Fonds des Nations Unies pour l'enfance, *Cinq mesures prioritaires pour transformer la vie des filles*, UNICEF, New York, 2024.

123 Equimundo, *The International Men and Gender Equality Survey: A status report on men, women, and gender equality in 15 headlines*, Equimundo, Washington, D.C., 2022.

124 Bastagli, Francesca et al., *Cash Transfers: What does the evidence say? A rigorous review of programme impact and of the role of design and implementation features*, Overseas Development Institute, Londres, juillet 2016.

## CRÉDITS PHOTO

P. 11 © UNICEF/UN0825676/Das

P. 14 © UNICEF/UNI340550

P. 16 © © UNICEF/UNI469112/Hafiz Al Asad

P. 17 © UNICEF/UNI639776/Raphael Pouget

P. 18 © UNICEF/UNI363791/Aryan

P. 21 © UNICEF/UNI577984/Halder

P. 24 © UNICEF/UNI679949/Shehzad Noorani

P. 26 © UNICEF/UNI444218/Andriantsoarana

P. 29 © UNICEF/UNI675718/Oleksii Filippov

P. 30 © UNICEF/UNI577705/Osman Khayyam

P. 32 © UNICEF/UNI358734/Minzayar Oo

P. 35 © UNICEF/UN043144/Sebastian Rich

P. 36 © UNICEF/UNI599871/Nick Sells

P. 37 © UNICEF/UNI532192/Mulugeta Ayene

P. 38 © UNICEF/UN062020/Prashanth Vishwanathan

P. 40 © UNICEF/UNI448973/Sara Aliaga Ticona

P. 43 © UNICEF/UNI677071/Adeokun Adesegun

P. 46 © UNICEF/UNI509733/Iyakaremye

P. 49 © UNICEF/UNI569436/Patricia Willocq

P. 50 © UNICEF/UNI688542/Thoko Chikondi

P. 52 © UNICEF/UNI565140/Das

P. 53 © UNICEF/UN0722807/Raphael Pouget

P. 55 © UNICEF/UNI702957/Harandane Dicko

P. 56 © UNICEF/UNI171605/Christine Nesbitt

P. 59 © UNICEF/UN0836522/Andrianantenaina

P. 63 © UNICEF/UN0802723/Muhammad Sohail

P. 65 © UNICEF Cambodia

P. 68 © UNICEF/UNI117058/Bell

P. 72 © UNICEF/UN0737061/Ahmed Salim Bin Huweil



**unicef**   
pour chaque enfant

3 United Nations Plaza  
New York, NY 10017, États-Unis  
[www.data.unicef.org](http://www.data.unicef.org)

 **ONU  
FEMMES** 

220 E 42nd Street  
New York, NY 10017, États-Unis  
[www.unwomen.org](http://www.unwomen.org)

 **PLAN  
INTERNATIONAL**

Duke's Court, Block A Duke Street  
Woking Surrey, GU215BH, Royaume-Uni  
[www.plan-international.org](http://www.plan-international.org)